

**bx1.be**

Date: 16-01-2023

Periodicity: Continuous

Journalist: -

Circulation: 0

Audience: 10250

<https://bx1.be/categories/news/1-des-plus-riches-detiennent-le-quart-de-toutes-les-richesses-en-belgique-selon-oxfam/>

1% des plus riches détiennent le quart de toutes les richesses en Belgique, selon Oxfam



Une étude d'Oxfam démontre que l'écart entre l'extrême richesse et l'extrême pauvreté se creuse de plus en plus. En Belgique, 1% des plus riches possèdent plus que 70% de la population.

1% des plus riches en Belgique possèdent près d'un quart de toutes les richesses du pays. C'est ce que révèle un rapport d'Oxfam ce lundi, à l'occasion du Forum Économique Mondial (FEM) de Davos, en Suisse.

L'étude révèle que, pour la première fois en 25 ans, l'extrême richesse et l'extrême pauvreté ont augmenté simultanément. Dans le monde, les plus riches ont également capté près des deux tiers de l'ensemble des nouvelles richesses créées depuis 2020, soit 26.000 milliards sur un total de 42.000 milliards.

Le calcul de l'organisation montre que la fortune des milliardaires a augmenté de 2,7 milliards de dollars par jour. Parallèlement, 1,7 milliard de travailleurs vivent dans des pays où l'inflation dépasse la hausse des salaires et que plus de 820 millions de personnes souffrent de la faim.

“ Alors que le pouvoir d'achat de l'immense majorité de la population mondiale est en baisse, la concentration des richesses aux mains des super-riches atteint des niveaux inégalés ” analyse Julien Desiderio, chargé de plaidoyer en justice fiscale pour Oxfam Belgique.



L'année dernière était particulièrement bénéfique pour les plus riches , grâce aux profits dans l'alimentation et l'énergie. Ces deux secteurs ont réalisé 306 milliards de dollars de bénéfices, dont 84% ont été reversés aux actionnaires.

L'ONG invite à agir

Face à ces chiffres, Oxfam estime qu'une imposition des plus riches et des grandes entreprises est “ la seule option logique ” afin de compenser les multiples crises actuelles.

“ Il est temps de déconstruire le mythe selon lequel les réductions d'impôts accordées aux plus riches ont pour effet de faire profiter tout le monde de leur richesse. Les quarante dernières années de réductions d'impôts pour les super-riches n'ont sorti personne de la pauvreté. “, ajoute Julien Desiderio.

Oxfam milite ainsi pour une “ augmentation systémique et de grande ampleur ” de la fiscalité sur les personnes les plus fortunées afin de récupérer les gains réalisés lors des crises sanitaires et énergétiques.

L'organisation invite également le gouvernement belge à instaurer un impôt unique de solidarité sur la fortune et à étendre le champ d'application des impôts sur les bénéfices exceptionnels. Elle propose en outre de taxer le patrimoine des 1% les plus riches à des taux progressifs afin de redistribuer les ressources pour financer la relance, la transition écologique et les services publics.

Belga – Photo : Pexels

fr.metrotime.be

Date: 16-01-2023

Periodicity: Continuous

Journalist: -

Circulation: 0

Audience: 96600

<https://fr.metrotime.be/belgique/les-1-des-belges-les-plus-riches-detiennent-eux-seuls-un-quart-des-richesses>

Les 1% des Belges les plus riches détiennent à eux seuls un quart des richesses



La fortune des milliardaires à travers le monde augmente chaque jour de 2,7 milliards de dollars et les 1 % les plus riches en Belgique possèdent près d'un quart de toutes les richesses du pays, plus que 70 % de la population nationale, rapporte Oxfam dans un rapport publié lundi à l'occasion du Forum Économique Mondial (FEM) de Davos, en Suisse. L'organisation qui lutte contre les inégalités plaide pour une augmentation de grande ampleur de la fiscalité des « super-riches », susceptible de rapporter 1.700 milliards de dollars par an.

Par Belga

Selon l'étude, l'extrême richesse et l'extrême pauvreté ont augmenté simultanément pour la première fois en 25 ans. Au niveau mondial, les 1 % les plus riches ont également capté près des deux tiers de l'ensemble des nouvelles richesses créées depuis 2020, soit 26.000 milliards sur un total de 42.000 milliards. Oxfam a calculé que la fortune des milliardaires a augmenté de 2,7 milliards de dollars par jour alors qu'au moins 1,7 milliard de travailleurs vivent dans des pays où l'inflation dépasse la hausse des salaires et que plus de 820 millions de personnes souffrent de la faim.

Les profits dans l'alimentation et l'énergie ont notamment fait bondir les avoirs des plus riches l'année dernière, ajoute le rapport. Ces secteurs ont réalisé 306 milliards de dollars de bénéfices exceptionnels, dont 84 % (257 milliards de dollars) ont été reversés aux actionnaires.



« Alors que le pouvoir d'achat de l'immense majorité de la population mondiale est en baisse, la concentration des richesses aux mains des super-riches atteint des niveaux inégalés. En seulement deux ans, cette décennie s'annonce comme la meilleure pour les milliardaires », analyse Julien Desiderio, chargé de plaidoyer en justice fiscale pour Oxfam Belgique. « Il est temps de déconstruire le mythe selon lequel les réductions d'impôts accordées aux plus riches ont pour effet de faire profiter tout le monde de leur richesse. Les quarante dernières années de réductions d'impôts pour les super-riches n'ont sorti personne de la pauvreté. »

L'imposition des plus riches et des grandes entreprises constitue justement « la seule option logique » pour compenser les conséquences des multiples crises actuelles, juge l'organisation. Elle milite pour une « augmentation systémique et de grande ampleur » de la fiscalité sur les personnes les plus fortunées afin de récupérer les gains réalisés lors des crises sanitaire et énergétique. Selon une étude à laquelle Oxfam a participé, une taxe allant jusqu'à 5 % sur les multimillionnaires et les milliardaires du monde entier pourrait rapporter 1.700 milliards de dollars par an, « ce qui suffirait à sortir deux milliards de personnes de la pauvreté ».

L'organisation invite également le gouvernement belge à instaurer un impôt unique de solidarité sur la fortune et à étendre le champ d'application des impôts sur les bénéfices exceptionnels. Elle propose en outre de taxer le patrimoine des 1 % les plus riches à des taux progressifs afin de redistribuer les ressources pour financer la relance, la transition écologique et les services publics.

**La Libre Belgique**

Date: 16-01-2023

Page: 25

Periodicity: Daily

Journalist: -

Circulation: 28002

Audience: 306579

Size: 111 cm²

Davos au chevet de l'Ukraine et de la planète

Les élites politiques et économiques mondiales se retrouvent à partir de ce lundi et jusqu'à la fin de cette semaine à Davos avec l'ambition affichée de "coopérer dans un monde fragmenté", entre guerre en Ukraine, dérèglement climatique et mondialisation en crise existentielle.

"Politiques égoïstes"

Cette année, la réunion organisée par le Forum économique mondial (WEF) dans la station de ski des Alpes suisses "se tient dans le contexte géopolitique et géo-économique le plus complexe depuis des décennies", a souligné le président du WEF, Borge Brende.

La pandémie de Covid-19, les conflits commerciaux entre Chine et États-Unis et la guerre en Ukraine ont contribué ces dernières années à multiplier les lignes de fracture géopolitiques et à alimenter des politiques plus protectionnistes. "L'une des causes principales de cette frag-

mentation est un manque de coopération", et elle se traduit par "des politiques court-termistes et égoïstes", a regretté le fondateur du WEF, Klaus Schwab, dénonçant "un cercle vicieux". Le climat s'affiche comme un autre sujet clé, les organisateurs ambitionnant que les discussions aident à préparer la prochaine série de discussions mondiales dans le cadre de la Cop 28, qui se tiendra en fin d'année aux Émirats arabes unis. Enfin, on parlera comme chaque année des inégalités. D'après Oxfam, les 1 % les plus riches de la planète se sont emparés de près des deux tiers de toutes les nouvelles richesses – 42 000 milliards de dollars – créées depuis 2020. C'est presque deux fois plus que les richesses accumulées par les 99 % restants. Et en Belgique, toujours selon Oxfam, les 1 % les plus riches possèdent près d'un quart de toutes les richesses du pays, soit plus que 70 % de la population nationale. (Avec AFP)



L'Avenir

Date: 16-01-2023

Page: 1+8

Periodicity: Daily

Journalist: Pascale Serret

Circulation: 64222

Audience: 483000

Size: 562 cm²

publications: 6 : L'Avenir - L'Avenir Le Courrier - L'Avenir Le Courrier de l'Escaut - L'Avenir Le Jour Verviers - L'Avenir Entre Sambre et Meuse - L'Avenir Luxembourg

OXFAM BELGIQUE

« Taxer les super-riches rapporterait 20 milliards »

PP.8&32

« Taxer les riches rapporterait 20 milliards »

ÉCONOMIE

Ce lundi, le Forum économique mondial ouvre sa session 2023 à Davos. De son côté, Oxfam Belgique ouvre son dossier sur cette minuscule frange de la population qui concentre toujours plus de richesses. Où l'on reparle de l'impôt sur la fortune (ISF).

INTERVIEW : PASCALE SERRET

Au moment où les participants au Forum économique mondial de Davos prennent possession de leur chambre d'hôtel, Oxfam publie son rapport sur l'évolution de la richesse et de la pauvreté dans le monde. Avec en exergue le chiffre le plus parlant de



tous : 1 % des plus fortunés disposent de 63 % des nouvelles richesses créées entre 2019 et 2021. Soit 26 000 milliards de dollars sur les 42 000 milliards de dollars de richesses accumulées en deux ans. La tendance « les riches plus riches, les pauvres plus pauvres » s'in-cruste.

En Belgique, « les 1 % des plus riches ont accaparé près d'un quart de toutes les richesses du

pays », lit-on dans le rapport d'Oxfam Belgique. L'organisation appelle le gouvernement belge à « instaurer un impôt unique de solidarité sur la fortune », entre autres.

Julien Desiderio (expert en jus-

tice fiscale chez Oxfam Belgique), vous annoncez dans votre rapport qu'on assiste à la plus grande augmentation des inégalités depuis la Seconde Guerre mondiale. Vous pensez que ça va les émouvoir, à Davos ?

On veut conscientiser le grand public. Mais quelque part, c'est aussi aux acteurs économiques et aux décideurs politiques présents à Davos qu'on s'adresse. C'est la première fois que la richesse et la pauvreté augmentent simultanément. Et il y a des leviers pour atténuer les inégalités.

Ces leviers sont fiscaux, selon vous.

Oui. Quand la richesse augmente à ce point dans le top de la distribution, c'est que le mécanisme de redistribution est grippé. Les richesses issues du capital et des revenus qui en découlent sont structurellement moins taxées que les revenus du travail. Le 1 % des plus riches paie donc moins d'impôts que la majorité de la population. Or quand l'État est appelé à la rescousse pour limiter la casse au fil des crises, il le fait avec les impôts et les cotisa-

tions de la majorité de la population. Celle-ci finance bien plus la solidarité que les super riches. Ce n'est pas équitable. Que chacun paie sa juste part d'impôts.

Mais cette richesse crée aussi une part de croissance et génère des emplois. C'est une bonne idée de sanctionner ceux qui... réussissent ?

D'abord, payer des impôts, ce n'est jamais une sanction. On forme une société. Il y a un contrat entre les individus. Ensuite, des décennies de réduction d'impôts sur les plus riches et les entreprises n'ont pas spécialement permis de créer beaucoup plus d'emplois. La théorie du ruisseau est de plus en plus remise en question. Même des milliardaires comme Bill Gates et Warren Buffet appel-

lent à taxer davantage les plus riches. Le FMI considère que l'aggravation des inégalités nuit à l'économie.

La Belgique a déjà instauré une taxation sur les comptes titres. Il y a les droits de succession, etc. Ça ne suffit pas ? Il faut un impôt sur la fortune (ISF) ?

Il y a le précompte immobilier, les droits de succession, oui. Mais c'est plutôt assumé par la classe moyenne. Ces impôts ne touchent pas spécifiquement les 1 % des Belges les plus riches. La taxe sur les comptes titres ne les touche pas non plus directement. Un ISF en Belgique permettrait de collecter 20 milliards de recettes fiscales. Et 20 milliards, c'est le poids du lockdown de 2020. On pourrait couvrir le

poids financier du confinement lié au Covid avec ça. C'est mieux que de mettre les finances publiques à la diète. On a besoin d'investissements publics pour isoler les bâtiments, pour participer à la transition climatique...

On ne tape pas trop haut avec une estimation à 20 milliards ?

Non. C'est un calcul prudent, qui tient compte d'un haut taux d'évasion fiscale. L'économiste Paul De Grauwe (London School of Economics, KUL), ex-élu Open Vld, a fait la même proposition. Politiquement, le consensus est de plus en plus large. On ne fera pas l'économie d'un débat sur l'ISE.

Si l'ISF fait partie des solutions, la France s'en est quand même débarrassée. Notamment parce qu'elle poussait les ri-

ches à l'exil.

C'est vrai, ça suscite une forme de fuite des plus riches. Mais pas forcément de leur activité. Et les Belges fortunés n'ont pas attendu un ISF pour s'en aller. Ils ont déjà quitté la Belgique alors que le capital n'y est que peu taxé.

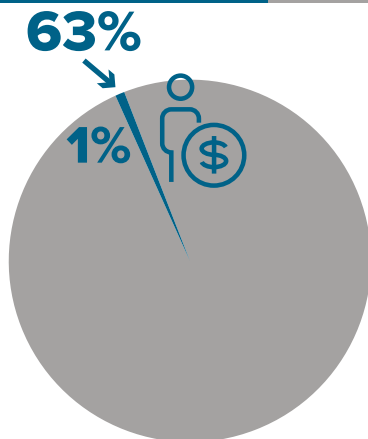
Encore faut-il que le revenu de ces impôts soit consacré à réduire les inégalités...

Tout passe par la redistribution. Réduire les inégalités, c'est rendre l'enseignement, les transports publics, les soins de santé, la facture d'énergie accessibles et payables.

Et aussi refinancer une justice qui n'a pas les moyens de traiter correctement tous les dossiers de criminalité financière.

Sur les **42 000 milliards** de dollars de nouvelles richesses créées dans le monde entre 2019 et 2021, **63%** (=26 000 milliards de dollars) sont dans les mains de **1% de la population**.

42 000 \$
MILLIARDS \$



Un impôt sur la fortune de **5%** pourrait rapporter **1 700 milliards** de dollars par an

Source: Oxfam Belgique



À Davos, les manifestations ont commencé juste avant le sommet, qui démarre ce lundi.

**L'avenir**Date: **16-01-2023**Page: **32**Periodicity: **Daily**Journalist: **Pascale Serret**Circulation: **64222**Audience: **483000**Size: **165 cm²**

publications: 6 : L'avenir - L'avenir Le Courrier - L'avenir Le Courrier de l'Escaut - L'avenir Le Jour Verviers - L'avenir Entre Sambre et Meuse - L'avenir Luxembourg

**L'ÉDITO****PAR PASCALE SERRET**

Chercher l'argent, là où il est...

Quand on évoque l'impôt sur la fortune, c'est souvent à nos voisins français qu'on pense. Pourtant, la Belgique a connu elle aussi son ISF. Ça se passe en 1945. Anéanties par les années de guerre, les finances publiques présentent une dette quadruplée par rapport à la période d'avant-guerre. Les poches de l'État sont vides. Par contre, les « profiteurs de guerre » se sont enrichis pendant l'Occupation.

C'est Camille Gutt, alors ministre des Finances, qui introduira l'idée de cette taxe inédite chez nous : l'impôt sur le capital. Son successeur le mettra en œuvre sous la forme d'un prélèvement unique de 5 % sur le patrimoine de tous les Belges et de toutes les personnes morales. L'opération permettra d'aller chercher 47 milliards de francs (la dette s'élevant à 279 milliards).

Près de 80 ans plus tard, ce n'est pas la guerre mais la pandémie qui gonfle les portefeuilles des plus riches, pendant que la pauvreté progresse dramatiquement. « *Nous sommes dans une situation un peu similaire à ce qu'on a vécu après la Seconde Guerre mondiale* », considère Oxfam Belgique (page 8). Qui demande à l'État belge d'aller chercher l'argent là où il est, en prélevant un impôt sur la for-

tune. Oxfam n'est pas seul à nourrir ce plaidoyer pour taxer les plus riches. Au printemps dernier, l'administration de Joe Biden inscrivait dans son projet de budget 2023 un impôt minimum de 20 % pour tous les détenteurs d'un patrimoine de 100 millions de dollars. En Europe, la Banque centrale européenne soutient aussi l'idée de taxer les plus riches et les surprofits.

À Davos, où le Forum économique mondial commence ses travaux cette semaine, les manifestants essaient de se faire entendre dans la rue : ils exigent une taxe climatique sur les « super riches » et l'annulation de la dette des pays du Sud. L'élite politique et économique qui participe au sommet de Davos semble elle-même consciente de vivre un tournant majeur : crises multiples, limites de la mondialisation... C'est peut-être là, dans le canton des Grisons, que pourrait s'organiser la réduction des inégalités, via des mesures fiscales à l'échelle mondiale. Du moins si ce n'était pas aussi le meilleur « spot » pour faire des affaires en un temps record, entre la salle de sport et le toit-terrasse de l'hôtel, avec vue imprenable sur les remontées mécaniques...



L'avenir

Date: 16-01-2023

Page: 32

Periodicity: Daily

Journalist: -

Circulation: 64222

Audience: 483000

Size: 112 cm²



publications: 6 : L'avenir - L'avenir Le Courrier - L'avenir Le Courrier de l'Escaut - L'avenir Le Jour Verviers - L'avenir Entre Sambre et Meuse - L'avenir Luxembourg

LE SONDRON

OXFAM PROPOSE UN IMPÔT SUR LES GROSSES FORTUNES



**Le Soir**

Date: 16-01-2023

Page: 1+4

Periodicity: Daily

Journalist: Amandine Clout

Circulation: 35445

Audience: 587687

Size: 1 062 cm²

« Un impôt sur la fortune rapporterait 20 milliards »

Pour la première fois depuis 25 ans, l'extrême richesse et l'extrême pauvreté ont augmenté en même temps au cours de l'année écoulée. C'est le constat alarmant que pose l'ONG Oxfam dans son rapport annuel (dixième du nom) sur la répartition des richesses dans le monde. Pour être plus explicite, 1 % des plus riches détiennent 45,6 % de la richesse mondiale. A l'autre bout de ce spectre interpellant, la moitié la plus pauvre de la population se partage 0,75 % du magot.

La faute à la pandémie bien sûr mais également à la crise des prix qui se fait ressentir partout.

Voilà pour les faits, alarmants. Pour réduire ces inégalités, Oxfam propose de taxer les revenus et le patrimoine des plus riches. Voilà qui profiterait aux finances publiques tout en profitant aux ménages qui sont dans le besoin.

L'organisation démontre, à titre exemplatif, qu'un impôt annuel sur la fortune des multimillionnaires et des milliardaires de 5 % rapporterait 1.580 milliards. De quoi sortir 2 milliards d'individus de la pauvreté. Chez nous, Oxfam s'appuie sur une étude de la KU Leuven pour montrer que les inégalités augmentent également. Reprenant l'idée d'une taxe sur la fortune, l'ONG retient qu'un impôt progressif permettrait d'encaisser pas moins de 20 milliards d'euros. **P. 4**

Taxer la fortune pour sortir de la spirale inégalitaire

AMANDINE CLOOT

Extrême richesse et extrême pauvreté ont augmenté en même temps pour la première fois en 25 ans, dénonce l'ONG Oxfam dans son étude annuelle.

C'est devenu un (triste) marronnier. Pour son dixième anniversaire, le rapport annuel sur la répartition des richesses d'Oxfam ne manque pas à sa traditionnelle conclusion : l'écart entre riches et pauvres s'est encore creusé dans le monde. Le constat dressé, sous fond de pandémie et de crises multiples – celle des prix, notamment – est même plus alarmiste qu'à l'accoutumée : pour la première fois en 25 ans, l'extrême pauvreté et l'extrême richesse ont progressé, en même temps.

En chiffres, cela donne – selon la formule choc popularisée par l'ONG – que les 1 % des plus riches (multimillionnaires et milliardaires) détiennent aujourd'hui 45,6 % de la richesse mondiale. Tandis que la moitié la plus pauvre du monde se partage 0,75 % du gâteau. Entre 2020 et 2022, ces mêmes « super-riches » ont encaissé plus de 24.000 milliards d'euros, soit environ deux tiers des richesses produites sur la période (le restant de l'humanité s'est partagé 15.000 milliards d'euros). La fortune de 81 milliardaires a donc augmenté de 2,5 milliards quotidiennement ces deux dernières années. Pour produire ces données, Oxfam se base à la fois sur des listes établies par Forbes et par le Crédit Suisse.

Un bilan mis en parallèle avec l'échec des politiques de lutte contre la pauvreté. En 2020, 70 millions de personnes supplémentaires ont ainsi basculé dans l'extrême misère (soit le fait de vivre avec moins de 2,15 dollars par jour), selon la Banque mondiale. Même si les choses se sont légèrement améliorées en 2021, la crise inflationniste n'augure rien de bon pour les nouvelles statistiques à produire. La Banque mondiale, toujours, a, en outre, annoncé en oc-

tobre dernier que l'objectif d'éradication de l'extrême pauvreté pour 2030 ne

sera pas rencontré et estime que plus de 820 millions de personnes souffrent de la faim.

Au moins 1,7 milliard de travailleurs, chiffre encore Oxfam, vit actuellement dans des pays où l'inflation dépasse l'augmentation des salaires. Parce que leur production tire les prix vers le haut, le rapport a également examiné les bénéfices réalisés par les principales entreprises actives dans l'agroalimentaire et l'énergie : sur 181 sociétés, 95 ont réalisé des « surprofits » en 2022 (soit des bénéfices supérieurs de 10 % à la moyenne des trois exercices précédents, NDLR) et reversé un total de 239 milliards à leurs actionnaires.

L'ONG insiste sur le fait que plus l'écart entre riches et pauvres s'agrandit, plus les inégalités de genre et raciales se renforcent.

« Ce n'est pas le fait de gagner de l'argent qui pose problème à Oxfam, c'est le fait que nos économies sont visiblement biaisées en faveur des plus riches. Il y a appropriation et captation des richesses par une minorité de la population qui n'est pas à l'origine de leur création.

Rappelons qu'un milliardaire ne s'enrichit pas nécessairement parce qu'il travaille... Une série de mécanismes permet cette clé de répartition inégalitaire », estime Julien Desiderio, chargé de plaidoyer en justice fiscale pour Oxfam Belgique. Aujourd'hui, les revenus des plus nantis sont pour la plupart issus du rendement de leurs actifs, assure l'ONG, et taxés en moyenne à 18 %, soit environ la moitié du taux d'imposition maximal moyen sur les salaires. 50 % des milliardaires vivent, qui plus est, dans des pays qui n'appliquent pas de droits de succession sur la fortune.

50 ans de détaxation de la richesse

En réponse à la problématique, Oxfam dégage son argument fétiche : taxer revenus et patrimoine des plus riches permettrait de mettre du beurre dans les finances des pouvoirs publics. Et, par ricochet, de soutenir le pouvoir d'achat des ménages fragiles. A l'échelle mondiale, pour chaque dollar soumis à l'impôt, calcule l'organisation, seuls quatre

centimes proviennent d'impôts sur la fortune.

Dans cette édition, l'ONG met donc l'accent sur l'inefficacité des théories dites du « ruissellement », en détaillant les effets pervers de 50 ans de « détaxation » de la fortune dans nos économies occidentales (mais pas seulement). Car il fut un temps où les « super-riches » étaient bien plus mis à contribution de la collectivité à travers le monde.

A titre d'exemple, aux USA, entre 1951 et 1963, le taux marginal le plus haut de l'impôt sur le revenu était de... 91 % ! Jusqu'en 75, toujours aux Etats-Unis, les successions étaient taxées jusqu'à 77 % et les sociétés en moyenne à 50 % dans les années 50 et 60. « Le point de rupture a eu lieu partout, pas uniquement dans les pays riches, au début des années 80 », détaille-t-on chez Oxfam Belgique. « Ces taux d'imposition élevés coïncident pourtant avec les périodes de développement économique les plus réussies aux Etats-Unis et en Europe d'un point de vue de l'accès à l'éducation et aux soins de santé, assortie d'une maîtrise des inégalités. »

Une étude publiée en janvier 2022 corrobore cette thèse. Deux chercheurs du King's College de Londres ont mesuré, grâce à un nouvel indicateur, l'effet moyen sur les principaux agrégats économiques des importantes réductions d'impôts touchant les plus fortunés dans 18 pays de l'OCDE, entre 1965 et 2015. Conclusions : ces baisses de taxation ont conduit à une augmentation des inégalités de revenus à court et à moyen terme dans les zones visées. A l'inverse, ne sont pas constatés des effets significatifs sur la croissance ou le taux de chômage. « Nos résultats fournissent des preuves solides contre l'idée politico-économique influente selon laquelle les réductions d'impôts pour les riches « retombent » pour stimuler l'économie au sens large », résumant les auteurs.

Oxfam note également que ces « caudeaux » aux plus aisés et aux entreprises ont régulièrement été compensés par une introduction ou une progression des taxes sur les biens et services, comme la TVA, qui de facto, impacte davantage les ménages moins bien lotis

(ces derniers consacrant une part plus importante de leurs revenus à la consommation). milliards. De quoi sortir 2 milliards d'individus de la pauvreté.

L'organisation démontre, à titre exemplatif, qu'un impôt annuel sur la fortune des multimillionnaires et des milliardaires de 5 % rapporterait 1.580



L'ONG insiste sur le fait que plus l'écart entre riches et pauvres s'agrandit, plus les inégalités de genre et raciales se renforcent.

© D.R.

en Belgique « Un impôt sur la fortune rapporterait 20 milliards d'euros »

A.C.

Pour alimenter son plaidoyer « local » sur les inégalités, Oxfam Belgique s'appuie sur une étude publiée en avril dernier par la KU Leuven qui mesure, selon différents scénarios avancés récemment par des politiques et par voie académique, l'impact de l'introduction d'un impôt sur la fortune chez nous.

Au niveau de la répartition des richesses d'abord, les deux auteurs estiment que les 1 % des Belges les plus riches détiennent 24 % du patrimoine net en Belgique. Soit un constat plus « inégalitaire » que ceux tirés par de précédents rapports sur le sujet, qui s'explique en partie parce que l'une des sources principales n'est pas la liste établie par Forbes mais celle du site « De Rijkste Belgen », jugée plus exhaustive.

Un impact quasi nul sur la répartition du capital

Concernant les recettes potentielles d'une telle taxe, la fourchette est large : de 5,9 à 43,1 milliards d'euros, selon la proposition retenue. Entre celles d'Ecolo, du PTB et de Paul de Grauwe, Oxfam préfère la version de l'économiste, professeur à la London School of Economics, notamment parce que, contrairement aux deux autres, elle introduit la notion de progressivité. « Cette formule permet de lisser l'impact de l'impôt sur les contribuables avec un taux qui augmente de 1 % jusqu'à 4 % en fonction du patrimoine détenu », justifie Julien Desidario, chargé de plaidoyer. En d'autres mots, un millionnaire ne paierait pas autant qu'un milliardaire.



Oxfam insiste pour l'adoption en urgence d'un impôt temporaire de solidarité tant que l'impôt sur la fortune n'a pas été instauré.

L'ONG retient également la simulation « la plus réaliste » dans laquelle on observe une perte de recettes en raison d'une importante fuite des capitaux vers les paradis fiscaux. Résultat : un impôt progressif sur la fortune permettrait à l'Etat d'encaisser, *a minima*, 20,3 milliards d'euros. « Soit près de deux fois le déficit de la sécurité sociale attendu pour 2024 par la Fédération des entreprises de Belgique », compare encore Julien Desidario.

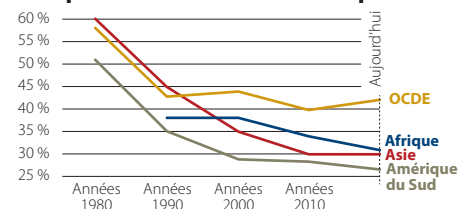
Si Oxfam Belgique plaide pour une imposition sur base annuelle, « tant qu'un véritable impôt sur la fortune n'aura pas vu le jour en Belgique »,

l'ONG insiste « pour l'adoption en urgence d'un impôt temporaire de solidarité. » Un mécanisme mis en place en Argentine durant la pandémie et chez nous au lendemain de la Seconde Guerre mondiale...

Précisons que l'impact d'une taxe « one-shot » sur la répartition des richesses dans le pays serait, lui, quasi nul : les 1 % des plus riches détiendraient encore après prélèvement... 23 % du patrimoine.

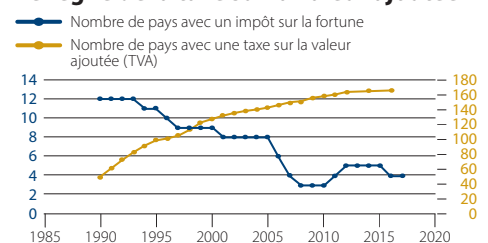
© SYLVAIN CRASSET/LE SOIR.

Evolution des principaux taux d'imposition sur le revenu des plus aisés



Sources : Oxfam, données OCDE, UNESCAP et ODI

Le règne de la taxe sur la valeur ajoutée



Sources : Oxfam, données OCDE et Banque mondial

**parismatch.be**

Date: 16-01-2023

Periodicity: Continuous

Journalist: News Agency Belga

Circulation: 0

Audience: 43333

<https://parismatch.be/actualites/economie/616512/en-belgique-1-de-la-population-detient-un-quart-des-richesses>

En Belgique, 1% de la population détient un quart des richesses



L'extrême richesse et l'extrême pauvreté ont augmenté simultanément. | © Unsplash

La fortune des milliardaires à travers le monde augmente chaque jour de 2,7 milliards de dollars.

Les 1% les plus riches en Belgique possèdent près d'un quart de toutes les richesses du pays, plus que 70% de la population nationale, rapporte Oxfam dans un rapport publié lundi à l'occasion du Forum Économique Mondial (FEM) de Davos, en Suisse. L'organisation qui lutte contre les inégalités plaide pour une augmentation de grande ampleur de la fiscalité des "super-riches", susceptible de rapporter 1.700 milliards de dollars par an.

Selon l'étude, l'extrême richesse et l'extrême pauvreté ont augmenté simultanément pour la première fois en 25 ans. Au niveau mondial, les 1% les plus riches ont également capté près des deux tiers de l'ensemble des nouvelles richesses créées depuis 2020, soit 26.000 milliards sur un total de 42.000 milliards. Oxfam a calculé que la fortune des milliardaires a augmenté de 2,7 milliards de dollars par jour alors qu'au moins 1,7 milliard de travailleurs vivent dans des pays où l'inflation dépasse la hausse des salaires et que plus de 820 millions de personnes souffrent de la faim.

Un mythe

Les profits dans l'alimentation et l'énergie ont notamment fait bondir les avoirs des plus riches l'année dernière,



ajoute le rapport. Ces secteurs ont réalisé 306 milliards de dollars de bénéfices exceptionnels, dont 84% (257 milliards de dollars) ont été reversés aux actionnaires.

“Alors que le pouvoir d’achat de l’immense majorité de la population mondiale est en baisse, la concentration des richesses aux mains des super-riches atteint des niveaux inégalés. En seulement deux ans, cette décennie s’annonce comme la meilleure pour les milliardaires”, analyse Julien Desiderio, chargé de plaider en justice fiscale pour Oxfam Belgique. “Il est temps de déconstruire le mythe selon lequel les réductions d’impôts accordées aux plus riches ont pour effet de faire profiter tout le monde de leur richesse. Les quarante dernières années de réductions d’impôts pour les super-riches n’ont sorti personne de la pauvreté.”

Impôt sur la fortune

L’imposition des plus riches et des grandes entreprises constitue justement “la seule option logique” pour compenser les conséquences des multiples crises actuelles, juge l’organisation. Elle milite pour une “augmentation systémique et de grande ampleur” de la fiscalité sur les personnes les plus fortunées afin de récupérer les gains réalisés lors des crises sanitaire et énergétique. Selon une étude à laquelle Oxfam a participé, une taxe allant jusqu’à 5% sur les multimillionnaires et les milliardaires du monde entier pourrait rapporter 1.700 milliards de dollars par an, “ce qui suffirait à sortir deux milliards de personnes de la pauvreté”.

Lire aussi > Jeff Bezos, fondateur d’Amazon, dit qu’il fera don de la majeure partie de sa fortune

L’organisation invite également le gouvernement belge à instaurer un impôt unique de solidarité sur la fortune et à étendre le champ d’application des impôts sur les bénéfices exceptionnels. Elle propose en outre de taxer le patrimoine des 1% les plus riches à des taux progressifs afin de redistribuer les ressources pour financer la relance, la transition écologique et les services publics.

Par Belga

**trends.levif.be**

Date: 16-01-2023

Periodicity: Continuous

Journalist: -

Circulation: 0

Audience: 53846

<http://trends.levif.be/economie/politique-economique/belgique-1-de-la-population-detient-un-quart-des-richesses/article-news-1620763.html>

Belgique: 1% de la population détient un quart des richesses



Selon une étude d'Oxfam, l'extrême richesse et l'extrême pauvreté ont augmenté simultanément pour la première fois en 25 ans. Les profits dans l'alimentation et l'énergie ont notamment fait bondir les avoirs des plus riches l'année dernière, ajoute le rapport.

La fortune des milliardaires à travers le monde augmente chaque jour de 2,7 milliards de dollars et les 1% les plus riches en Belgique possèdent près d'un quart de toutes les richesses du pays, plus que 70% de la population nationale, rapporte Oxfam dans un rapport publié lundi à l'occasion du Forum Économique Mondial (FEM) de Davos, en Suisse. L'organisation qui lutte contre les inégalités plaide pour une augmentation de grande ampleur de la fiscalité des "super-riches", susceptible de rapporter 1.700 milliards de dollars par an.

Les 1% les plus riches ont capté près des deux tiers de l'ensemble des nouvelles richesses créées

Selon l'étude, l'extrême richesse et l'extrême pauvreté ont augmenté simultanément pour la première fois en 25 ans. Au niveau mondial, les 1% les plus riches ont également capté près des deux tiers de l'ensemble des nouvelles richesses créées depuis 2020, soit 26.000 milliards sur un total de 42.000 milliards. Oxfam a calculé que la fortune des milliardaires a augmenté de 2,7 milliards de dollars par jour alors qu'au moins 1,7 milliard de travailleurs vivent dans des pays où l'inflation dépasse la hausse des salaires et que plus de 820 millions de personnes souffrent de la faim.



Advertisement

Les profits dans l'alimentation et l'énergie ont notamment fait bondir les avoirs des plus riches l'année dernière, ajoute le rapport. Ces secteurs ont réalisé 306 milliards de dollars de bénéfices exceptionnels, dont 84% (257 milliards de dollars) ont été reversés aux actionnaires.

La concentration des richesses aux mains des super-riches atteint des niveaux inégalés

"Alors que le pouvoir d'achat de l'immense majorité de la population mondiale est en baisse, la concentration des richesses aux mains des super-riches atteint des niveaux inégalés. En seulement deux ans, cette décennie s'annonce comme la meilleure pour les milliardaires", analyse Julien Desiderio, chargé de plaidoyer en justice fiscale pour Oxfam Belgique. "Il est temps de déconstruire le mythe selon lequel les réductions d'impôts accordées aux plus riches ont pour effet de faire profiter tout le monde de leur richesse. Les quarante dernières années de réductions d'impôts pour les super-riches n'ont sorti personne de la pauvreté."

L'imposition des plus riches et des grandes entreprises constitue justement "la seule option logique" pour compenser les conséquences des multiples crises actuelles, juge l'organisation. Elle milite pour une "augmentation systémique et de grande ampleur" de la fiscalité sur les personnes les plus fortunées afin de récupérer les gains réalisés lors des crises sanitaire et énergétique. Selon une étude à laquelle Oxfam a participé, une taxe allant jusqu'à 5% sur les multimillionnaires et les milliardaires du monde entier pourrait rapporter 1.700 milliards de dollars par an, "ce qui suffirait à sortir deux milliards de personnes de la pauvreté".

L'organisation invite également le gouvernement belge à instaurer un impôt unique de solidarité sur la fortune et à étendre le champ d'application des impôts sur les bénéfices exceptionnels. Elle propose en outre de taxer le patrimoine des 1% les plus riches à des taux progressifs afin de redistribuer les ressources pour financer la relance, la transition écologique et les services publics.

**www.7sur7.be**

Date: 16-01-2023

Periodicity: Continuous

Journalist: -

Circulation: 0

Audience: 266350

<https://www.7sur7.be/economie/en-belgique-1-de-la-population-detient-un-quart-des-richesses-~aee703fc/>

En Belgique, 1% de la population détient un quart des richesses



Flag of Belgium sticking in european bank notes. © Thinkstock

La fortune des milliardaires à travers le monde augmente chaque jour de 2,7 milliards de dollars et les 1% les plus riches en Belgique possèdent près d'un quart de toutes les richesses du pays, plus que 70% de la population nationale, rapporte Oxfam dans un rapport publié lundi à l'occasion du Forum Économique Mondial (FEM) de Davos, en Suisse. L'organisation qui lutte contre les inégalités plaide pour une augmentation de grande ampleur de la fiscalité des "super-riches", susceptible de rapporter 1.700 milliards de dollars par an.

Rédaction

Source:

BELGA

Selon l'étude, l'extrême richesse et l'extrême pauvreté ont augmenté simultanément pour la première fois en 25 ans. Au niveau mondial, les 1% les plus riches ont également capté près des deux tiers de l'ensemble des nouvelles richesses créées depuis 2020, soit 26.000 milliards sur un total de 42.000 milliards. Oxfam a calculé



que la fortune des milliardaires a augmenté de 2,7 milliards de dollars par jour alors qu'au moins 1,7 milliard de travailleurs vivent dans des pays où l'inflation dépasse la hausse des salaires et que plus de 820 millions de personnes souffrent de la faim.

Pouvoir d'achat en baisse

Les profits dans l'alimentation et l'énergie ont notamment fait bondir les avoirs des plus riches l'année dernière, ajoute le rapport. Ces secteurs ont réalisé 306 milliards de dollars de bénéfices exceptionnels, dont 84% (257 milliards de dollars) ont été reversés aux actionnaires.

“Alors que le pouvoir d'achat de l'immense majorité de la population mondiale est en baisse, la concentration des richesses aux mains des super-riches atteint des niveaux inégalés. En seulement deux ans, cette décennie s'annonce comme la meilleure pour les milliardaires”, analyse Julien Desiderio, chargé de plaidoyer en justice fiscale pour Oxfam Belgique. “Il est temps de déconstruire le mythe selon lequel les réductions d'impôts accordées aux plus riches ont pour effet de faire profiter tout le monde de leur richesse. Les quarante dernières années de réductions d'impôts pour les super-riches n'ont sorti personne de la pauvreté.”

Impôt sur la fortune

L'imposition des plus riches et des grandes entreprises constitue justement “la seule option logique” pour compenser les conséquences des multiples crises actuelles, juge l'organisation. Elle milite pour une “augmentation systémique et de grande ampleur” de la fiscalité sur les personnes les plus fortunées afin de récupérer les gains réalisés lors des crises sanitaire et énergétique. Selon une étude à laquelle Oxfam a participé, une taxe allant jusqu'à 5% sur les multimillionnaires et les milliardaires du monde entier pourrait rapporter 1.700 milliards de dollars par an, “ce qui suffirait à sortir deux milliards de personnes de la pauvreté”.

L'organisation invite également le gouvernement belge à instaurer un impôt unique de solidarité sur la fortune et à étendre le champ d'application des impôts sur les bénéfices exceptionnels. Elle propose en outre de taxer le patrimoine des 1% les plus riches à des taux progressifs afin de redistribuer les ressources pour financer la relance, la transition écologique et les services publics.

**www.cathobel.be**Date: **16-01-2023**Periodicity: **Continuous**

Journalist: -

Circulation: **0**Audience: **57000**<https://www.cathobel.be/2023/01/les-milliardaires-senrichissent-la-pauvrete-ne-cesse-de-setendre-selon-oxfam/>

Les milliardaires s'enrichissent, la pauvreté ne cesse de s'étendre selon Oxfam

Publié le 16 janvier 2023 par [Sophie Delhalle](#) - Modifié le 16 janvier 2023 - 4 minutes

La fortune des milliardaires dans le monde a plus augmenté en 19 mois de pandémie qu'au cours de la dernière décennie. C'est la plus forte augmentation depuis que ce type de données est recensé. C'est le constat édifiant que révèle Oxfam dans son [dernier rapport sur les inégalités mondiales](#) publié ce lundi 16 janvier, jour d'ouverture du [Forum Economique Mondial](#).



Depuis le début de la pandémie, le monde compte un nouveau milliardaire toutes les 26 heures. Mais des millions de personnes ont basculé dans la pauvreté.

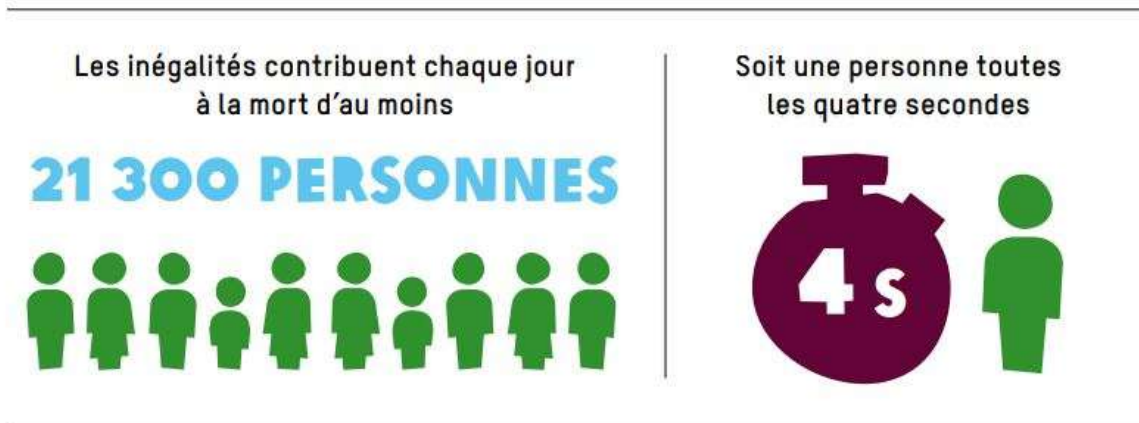
Depuis le début de la pandémie, les dix hommes les plus riches du monde ont doublé leur fortune, tandis que plus de 160 millions de personnes auraient basculé dans la pauvreté.

99 % de l'humanité a des revenus moins importants que prévu à cause de la COVID-19. L'augmentation des inégalités économiques, de race et de genre, ainsi que les inégalités entre pays, fragmentent notre monde.

Oxfam pointe les responsables et propose des pistes d'action

Une situation d ue à la violence économique justifiée par la pandémie et encouragée par de nombreux  tats, dirigées par les plus riches, dénonce Oxfam dans son dernier rapport sur les inégalités dans le monde. Qui souligne aussi ce fait plus qu'interpellant : les inégalités contribuent à la mort d'au moins une personne toutes les quatre secondes.

Plusieurs institutions comme le FMI, la Banque mondiale, le Credit Suisse et le Forum économique mondial ont, à l'instar d'Oxfam, estimé que la pandémie avait provoqué une flambée des inégalités partout dans le monde. Notons toutefois que le FMI soutient les politiques d'austérité, qui, selon Oxfam, risquent d'aggraver les inégalités. L'ONG craint notamment un recul des droits des femmes et des progrès en matière d'égalité de genre.



Toutefois, il est possible d'inverser cette tendance en s'attaquant à la concentration extrême des richesses grâce à une fiscalité progressive ; en investissant dans des mesures publiques luttant contre les inégalités ; en repensant la distribution du pouvoir dans l'économie et la société.

Le COVID tue les uns et enrichit les autres

Au lieu de devenir un bien public mondial, et de sauver la vie de milliards d'êtres humains, les vaccins contre le COVID ont servi les intérêts des sociétés pharmaceutiques et permit l'enrichissement des milliardaires du vaccin. L'année 2021 a surtout été marquée par ce scandaleux apartheid vaccinal qui entachera à jamais l'histoire de notre espèce, estiment les rédacteurs du rapport d'Oxfam.

En ne vaccinant pas le monde, les gouvernements auraient crée les conditions pour que le virus de la COVID-19 mute dangereusement. Ils auraient dans le même temps permis l'émergence d'un tout nouveau variant : celui de la richesse des milliardaires. Ce variant milliardaire expose notre monde à un grand danger, alerte Oxfam.

Notamment quand on constate que vingt des milliardaires les plus riches émettraient en moyenne 8 000 fois plus de carbone que le milliard de personnes les plus pauvres dans le monde.



Selon les estimations, **5,6 MILLIONS DE PERSONNES** meurent chaque année dans les pays pauvres par manque d'accès aux soins de santé.



Au moins **67 000 FEMMES** meurent chaque année des suites de mutilations génitales féminines ou sous les coups de leur partenaire (ancien ou actuel).



La faim tue a minima plus de **2,1 MILLIONS DE PERSONNES** chaque année.



La crise climatique pourrait faire **231 000 VICTIMES** par an dans les pays pauvres d'ici 2030.

Quelques chiffres clés du rapport (cfr infographie)

- Selon les estimations, **5,6 millions de personnes** meurent chaque année dans les pays pauvres par manque d'accès aux soins de santé.
- Au moins **67 000 femmes** meurent chaque année des suites de mutilations génitales féminines ou sous les coups de leur partenaire (ancien ou actuel)
- Dans un monde d'abondance, la faim tue a minima plus de **2,1 millions de personnes** chaque année
- Selon une estimation prudente, la crise climatique pourrait faire **231 000 victimes** par an dans les pays pauvres d'ici 2030

S.D.

**www.lavenir.net**Date: **16-01-2023**Periodicity: **Continuous**

Journalist: -

Circulation: **0**Audience: **107802**<https://www.lavenir.net/opinions/2023/01/16/largent-la-ou-il-est-KPZBK4NW6BBRLGCHIFOU2VXSX4/>

L'argent, là où il est...



Quand on évoque l'impôt sur la fortune, c'est souvent à nos voisins français qu'on pense. Pourtant, la Belgique a connu elle aussi son ISF. Ça se passe en 1945. Anéanties par les années de guerre, les finances publiques présentent une dette quadruplée par rapport à la période d'avant-guerre. Les poches de l'État sont vides. Par contre, les " profiteurs de guerre " se sont enrichis pendant l'Occupation.

C'est Camille Gutt, alors ministre des Finances, qui introduira l'idée de cette taxe inédite chez nous: l'impôt sur le capital. Son successeur le mettra en œuvre sous la forme d'un prélèvement unique de 5% sur le patrimoine de tous les Belges et de toutes les personnes morales. L'opération permettra d'aller chercher 47 milliards de francs (la dette s'élevant à 279 milliards).

Près de 80 ans plus tard, ce n'est pas la guerre mais la pandémie qui gonfle les portefeuilles des plus riches, pendant que la pauvreté progresse dramatiquement. " Nous sommes dans une situation un peu similaire à ce qu'on a vécu après la Seconde guerre mondiale ", considère Oxfam Belgique (page 8). Qui demande à l'État belge d'aller chercher l'argent là où il est, en prélevant un impôt sur la fortune.

Oxfam n'est pas seul à nourrir ce plaidoyer pour taxer les plus riches. Au printemps dernier, l'administration de Joe Biden inscrivait dans son projet de budget 2023 un impôt minimum de 20% pour tous les détenteurs d'un patrimoine de 100 millions de dollars. En Europe, la Banque centrale européenne soutient aussi l'idée de taxer les



plus riches et les surprofits.

À Davos, où le Forum économique mondial commence ses travaux cette semaine, les manifestants essaient de se faire entendre dans la rue: ils exigent une taxe climatique sur les "super riches" et l'annulation de la dette des pays du Sud. L'élite politique et économique qui participe au sommet de Davos semble elle-même consciente de vivre un tournant majeur: crises multiples, limites de la mondialisation... C'est peut-être là, dans le canton des Grisons, que pourrait s'organiser la réduction des inégalités, via des mesures fiscales à l'échelle mondiale. Du moins si ce n'était pas aussi le meilleur "spot" pour faire des affaires en un temps record, entre la salle de sport et le toit-terrasse de l'hôtel, avec vue imprenable sur les remontées mécaniques...

**www.lecho.be**Date: **16-01-2023**Periodicity: **Continuous**

Journalist: -

Circulation: **0**Audience: **80000**<https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/economie/la-richeesse-des-milliardaires-gonfle-de-2-7-milliards-de-dollars-par-jour/10440550.html>

La richesse des milliardaires gonfle de 2,7 milliards de dollars par jour



Le rapport d'Oxfam sur les inégalités dans le monde constate que les riches sont toujours plus riches, et les pauvres toujours plus pauvres.

Le rapport d'Oxfam intitulé « Survival of the Richest » est publié le jour de l'ouverture du Forum économique mondial de Davos , en Suisse, qui réunit les élites du monde. Il fait ce constat: l'extrême richesse et l'extrême pauvreté ont augmenté simultanément pour la première fois en 25 ans.

La fortune des milliardaires atteint des records . Et elle augmente encore à une vitesse vertigineuse: de 2,7 milliards de dollars par jour , a calculé Oxfam. Ainsi, les 1% les plus riches ont capté 26.000 milliards de dollars de toutes les nouvelles richesses créées (63%) depuis 2020. 42.000 milliards de dollars au total.

Une différence gigantesque

De toutes les richesses créées depuis 2020, il restait 16.000 milliards de dollars (37%) pour le reste de la population mondiale. Or 1,7 milliard de travailleurs et de travailleuses vivent dans des pays où l'inflation dépasse l'augmentation des salaires, et plus de 820 millions de personnes souffrent de la faim Environ une personne sur dix..



Un milliardaire aurait donc gagné environ 1,7 million de dollars pour chaque dollar gagné par une personne dans le groupe des 90% les moins nantis, évalue Oxfam.

Le déséquilibre ne se marque pas que dans les aspects purement financiers: les recherches d'Oxfam montrent que les ultra-riches sont les plus grands contributeurs individuels à la crise climatique

Secteurs à profits

Qu'est-ce qui soutient ce système? Les profits dans l'alimentation et l'énergie ont notamment fait bondir les avoirs des plus riches l'année dernière, selon le rapport. Ces secteurs ont réalisé 306 milliards de dollars de bénéfices exceptionnels, dont 84% (257 milliards de dollars) ont été reversés aux actionnaires.

"Alors que le pouvoir d'achat de l'immense majorité de la population mondiale est en baisse, la concentration des richesses aux mains des super-riches atteint des niveaux inégalés. En seulement deux ans, cette décennie s'annonce comme la meilleure pour les milliardaires", analyse Julien Desiderio, chargé de plaidoyer en justice fiscale pour Oxfam Belgique.

Le système favorise donc les plus riches. L'imposition des plus riches et des grandes entreprises constituerait "la seule option logique" pour compenser les conséquences des multiples crises actuelles, dit Oxfam, qui demande une "augmentation systémique et de grande ampleur" de la fiscalité sur les personnes les plus fortunées afin de récupérer les gains réalisés lors des crises sanitaire et énergétique.

Selon une étude à laquelle Oxfam a participé, une taxe allant jusqu'à 5% sur les multimillionnaires et les milliardaires du monde entier pourrait en effet rapporter 1.700 milliards de dollars par an, "ce qui suffirait à sortir deux milliards de personnes de la pauvreté".

Et en Belgique?

L'étude d'Oxfam s'attarde aussi sur la situation en Belgique, estimant que la concentration des richesses "se porte bien". Seulement 10% des Belges possèderaient 80% du total des actions.

Oxfam incite le gouvernement belge à instaurer un impôt unique de solidarité sur la fortune et à étendre le champ d'application des impôts sur les bénéfices exceptionnels. L'organisation propose de taxer le patrimoine des 1% les plus riches à des taux progressifs afin de redistribuer les ressources pour financer la relance, la transition écologique et les services publics.

**www.lesoir.be**

Date: 16-01-2023

Periodicity: Continuous

Journalist: Amandine Clout

Circulation: 0

Audience: 420000

<https://www.lesoir.be/488934/article/2023-01-16/inegalites-en-belgique-un-impot-sur-la-fortune-rapporterait-20-milliards-deuros>

Inégalités: «En Belgique, un impôt sur la fortune rapporterait 20 milliards d'euros», selon Oxfam



Oxfam insiste pour l'adoption en urgence d'un impôt temporaire de solidarité. - Photo News.

Oxfam Belgique retient le scénario d'une taxe progressive établie par l'économiste Paul de Grauwe et dont l'impact potentiel a été mesuré dans une étude de la KU Leuven.

Publié le 16/01/2023 à 06:00 Temps de lecture: 3 min

Pour alimenter son plaidoyer « local » sur les inégalités, Oxfam Belgique s'appuie sur une étude publiée en avril dernier par la KU Leuven qui mesure, selon différents scénarios avancés récemment par des politiques et par voie académique, l'impact de l'introduction d'un impôt sur la fortune chez nous.

Au niveau de la répartition des richesses d'abord, les deux auteurs estiment que les 1 % des Belges les plus riches détiennent 24 % du patrimoine net en Belgique. Soit un constat plus « inégalitaire » que ceux tirés par de précédents rapports sur le sujet, qui s'explique en partie parce que l'une des sources principales n'est pas la liste établie par Forbes mais celle du site « De Rijkste Belgen », jugée plus exhaustive.

Un impact quasi nul sur la répartition du capital

Concernant les recettes potentielles d'une telle taxe, la fourchette est large : de 5,9 à 43,1 milliards d'euros, selon

la proposition retenue. Entre celles d'Ecolo, du PTB et de Paul de Grauwe, Oxfam préfère la version de l'économiste, professeur à la London School of Economics, notamment parce que, contrairement aux deux autres, elle introduit la notion de progressivité. « Cette formule permet de lisser l'impact de l'impôt sur les contribuables avec un taux qui augmente de 1 % jusqu'à 4 % en fonction du patrimoine détenu », justifie Julien Desidario, chargé de plaider. En d'autres mots, un millionnaire ne paierait pas autant qu'un milliardaire.

L'ONG retient également la simulation « la plus réaliste » dans laquelle on observe une perte de recettes en raison d'une importante fuite des capitaux vers les paradis fiscaux. Résultat : un impôt progressif sur la fortune permettrait à l'Etat d'encaisser, a minima, 20,3 milliards d'euros. « Soit près de deux fois le déficit de la sécurité sociale attendu pour 2024 par la Fédération des entreprises de Belgique », compare encore Julien Desidario.

Si Oxfam Belgique plaide pour une imposition sur base annuelle, « tant qu'un véritable impôt sur la fortune n'aura pas vu le jour en Belgique », l'ONG insiste « pour l'adoption en urgence d'un impôt temporaire de solidarité. » Un mécanisme mis en place en Argentine durant la pandémie et chez nous au lendemain de la seconde guerre mondiale...

Précisons que l'impact d'une taxe « one-shot » sur la répartition des richesses dans le pays serait, lui, quasi nul : les 1 % des plus riches détiendraient encore après prélèvement... 23 % du patrimoine.

Rapport Oxfam: taxer la fortune, seule porte de sortie d'une spirale inégalitaire infernale

Pour la première fois en 25 ans, l'extrême richesse et l'extrême pauvreté ont augmenté en même temps, dénonce l'ONG dans son rapport annuel.



L'ONG insiste sur le fait que plus l'écart entre riches et pauvres s'agrandit, plus les inégalités de genre et raciales se renforcent. - D.R.

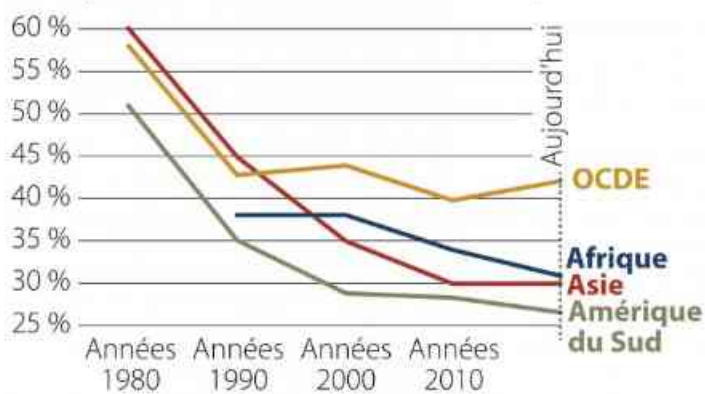
'est devenu un (triste) marronnier. Pour son dixième anniversaire, le rapport annuel sur la répartition des richesses d'Oxfam ne manque pas à sa traditionnelle conclusion : l'écart entre riches et pauvres s'est encore creusé dans le monde. Le constat dressé, sur fond de pandémie et de crises multiples – celle des prix, notamment – est même plus alarmiste qu'à l'accoutumée : pour la première fois en 25 ans, l'extrême pauvreté et l'extrême richesse ont progressé, en même temps.

plus pauvre du monde se partage 0,75 % du gâteau. Entre 2020 et 2022, ces mêmes « super-riches » ont encaissé plus de 24.000 milliards d'euros, soit environ deux tiers des richesses produites sur la période (le restant de l'humanité s'est partagé 15.000 milliards d'euros). Pour produire ces données, Oxfam se base à la fois sur des listes établies par Forbes et par le Crédit Suisse.

Un bilan mis en parallèle avec l'échec des politiques de lutte contre la pauvreté. En 2020, 70 millions de personnes supplémentaires ont ainsi basculé dans l'extrême misère (soit le fait de vivre avec moins de 2,15 dollars par jour), selon la Banque mondiale. Même si les choses se sont légèrement améliorées en 2021, la crise inflationniste n'augure rien de bon pour les nouvelles statistiques à produire. La Banque mondiale, toujours, a, en outre, annoncé en octobre dernier que l'objectif d'éradication de l'extrême pauvreté pour 2030 ne sera pas rencontré et estime que plus de 820 millions de personnes souffrent de la faim.

Au moins 1,7 milliard de travailleurs, chiffre encore Oxfam, vivent actuellement dans des pays où l'inflation dépasse l'augmentation des salaires. Parce que leur production tire les prix vers le haut, le rapport a également examiné les bénéfices réalisés par les principales entreprises actives dans l'agroalimentaire et l'énergie : sur 181 sociétés, 95 ont réalisé des « surprofits » en 2022 (soit des bénéfices supérieurs de 10 % à la moyenne des trois exercices précédents, NDLR) et reversé un total de 239 milliards à leurs actionnaires.

Evolution des principaux taux d'imposition sur le revenu des plus aisés



Sources : Oxfam, données OCDE, UNESCAP et ODI

Le règne de la taxe sur la valeur ajoutée



Sources : Oxfam, données OCDE et Banque mondial

L'ONG insiste sur le fait que plus l'écart entre riches et pauvres s'agrandit, plus les inégalités de genre et raciales se renforcent.

« Ce n'est pas le fait de gagner de l'argent qui pose problème à Oxfam, c'est le fait que nos économies sont de plus en plus biaisées en faveur des plus riches. Il y a appropriation et captation des richesses par une minorité de la population qui n'est pas à l'origine de leur création. Rappelons qu'un milliardaire ne s'enrichit pas

nécessairement parce qu'il travaille... Une série de mécanismes permet cette clé de répartition inégalitaire », estime Julien Desiderio, chargé de plaider en justice fiscale pour Oxfam Belgique. Aujourd'hui, les revenus des plus nantis sont pour la plupart issus du rendement de leurs actifs, assure l'ONG, et taxés en moyenne à 18 %, soit environ la moitié du taux d'imposition maximal moyen sur les salaires. 50 % des milliardaires vivent, qui plus est, dans des pays qui n'appliquent pas de droits de succession sur la fortune.

50 ans de détaxation de la richesse

En réponse à la problématique, Oxfam dégage son argument fétiche : taxer revenus et patrimoine des plus riches permettrait de mettre du beurre dans les finances des pouvoirs publics. Et, par ricochet, de soutenir le pouvoir d'achat des ménages fragiles. A l'échelle mondiale, pour chaque dollar soumis à l'impôt, calcule l'organisation, seuls quatre centimes proviennent d'impôts sur la fortune.

Dans cette édition, l'ONG met donc l'accent sur l'inefficacité des théories dites du « ruissellement », en détaillant les effets pervers de 50 ans de « détaxation » de la fortune dans nos économies occidentales (mais pas seulement). Car il fut un temps où les « super-riches » étaient bien plus mis à contribution de la collectivité à travers le monde.

A titre d'exemple, aux USA, entre 1951 et 1963, le taux marginal le plus haut de l'impôt sur le revenu était de... 91 % ! Jusqu'en 75, toujours aux Etats-Unis, les successions étaient taxées jusqu'à 77 % et les sociétés en moyenne à 50 % dans les années 50 et 60. « Le point de rupture a eu lieu partout, pas uniquement dans les pays riches, au début des années 80 », détaille-t-on chez Oxfam Belgique. « Ces taux d'imposition élevés coïncident pourtant avec les périodes de développement économique les plus réussies aux Etats-Unis et en Europe d'un point de vue de l'accès à l'éducation et aux soins de santé, assortie d'une maîtrise des inégalités. »

Une étude publiée en janvier 2022 corrobore cette thèse. Deux chercheurs du King's College de Londres ont mesuré, grâce à un nouvel indicateur, l'effet moyen sur les principaux agrégats économiques des importantes réductions d'impôts touchant les plus fortunés dans 18 pays de l'OCDE, entre 1965 et 2015. Conclusions : ces baisses de taxation ont conduit à une augmentation des inégalités de revenus à court et à moyen terme dans les zones visées. A l'inverse, ne sont pas constatés des effets significatifs sur la croissance ou le taux de chômage. « Nos résultats fournissent des preuves solides contre l'idée politico-économique influente selon laquelle les réductions d'impôts pour les riches « retombent » pour stimuler l'économie au sens large », résumant les auteurs.

Oxfam note également que ces « cadeaux » aux plus aisés et aux entreprises ont régulièrement été compensés par une introduction ou une progression des taxes sur les biens et services, comme la TVA, qui de facto, impacte davantage les ménages moins bien lotis (ces derniers consacrant une part plus importante de leurs revenus à la consommation).

L'organisation démontre, à titre exemplatif, qu'un impôt annuel sur la fortune des multimillionnaires et des milliardaires de 5 % rapporterait 1.580 milliards. De quoi sortir 2 milliards d'individus de la pauvreté.

**www.lesoir.be**

Date: 16-01-2023

Periodicity: Continuous

Journalist: Amandine Clout

Circulation: 0

Audience: 420000

<https://www.lesoir.be/488934/article/2023-01-16/en-belgique-un-impot-sur-la-fortune-rapporterait-20-milliards-deuros>

Inégalités: «En Belgique, un impôt sur la fortune rapporterait 20 milliards d'euros», selon Oxfam



Oxfam Belgique retient le scénario d'une taxe progressive établie par l'économiste Paul de Grauwe et dont l'impact potentiel a été mesuré dans une étude de la KU Leuven.

Pour alimenter son plaidoyer « local » sur les inégalités, Oxfam Belgique s'appuie sur une étude publiée en avril dernier par la KU Leuven qui mesure, selon différents scénarios avancés récemment par des politiques et par voie académique, l'impact de l'introduction d'un impôt sur la fortune chez nous.

Au niveau de la répartition des richesses d'abord, les deux auteurs estiment que les 1 % des Belges les plus riches détiennent 24 % du patrimoine net en Belgique. Soit un constat plus « inégalitaire » que ceux tirés par de précédents rapports sur le sujet, qui s'explique en partie parce que l'une des sources principales n'est pas la liste établie par Forbes mais celle du site « De Rijkste Belgen », jugée plus exhaustive.

Concernant les recettes potentielles d'une telle taxe, la fourchette est large : de 5,9 à 43,1 milliards d'euros, selon la proposition retenue. Entre celles d'Ecolo, du PTB et de Paul de Grauwe, Oxfam préfère la version de l'économiste, professeur à la London School of Economics, notamment parce que, contrairement aux deux autres, elle introduit la notion de progressivité. « Cette formule permet de lisser l'impact de l'impôt sur les contribuables avec un taux qui augmente de 1 % jusqu'à 4 % en fonction du patrimoine détenu », justifie Julien



Desidario, chargé de plaider. En d'autres mots, un millionnaire ne paierait pas autant qu'un milliardaire.

L'ONG retient également la simulation « la plus réaliste » dans laquelle on observe une perte de recettes en raison d'une importante fuite des capitaux vers les paradis fiscaux. Résultat : un impôt progressif sur la fortune permettrait à l'Etat d'encaisser, a minima, 20,3 milliards d'euros. « Soit près de deux fois le déficit de la sécurité sociale attendu pour 2024 par la Fédération des entreprises de Belgique », compare encore Julien Desidario.

Si Oxfam Belgique plaide pour une imposition sur base annuelle, « tant qu'un véritable impôt sur la fortune n'aura pas vu le jour en Belgique », l'ONG insiste « pour l'adoption en urgence d'un impôt temporaire de solidarité. » Un mécanisme mis en place en Argentine durant la pandémie et chez nous au lendemain de la seconde guerre mondiale...

Précisons que l'impact d'une taxe « one-shot » sur la répartition des richesses dans le pays serait, lui, quasi nul : les 1 % des plus riches détiendraient encore après prélèvement... 23 % du patrimoine.

**www.lesoir.be**

Date: 16-01-2023

Periodicity: Continuous

Journalist: -

Circulation: 0

Audience: 420000

<https://www.lesoir.be/488935/article/2023-01-16/inegalites-un-impot-sur-la-fortune-rapporterait-20-milliards-selon-oxfam>

Inégalités: «Un impôt sur la fortune rapporterait 20 milliards», selon Oxfam



Pour la première fois en 25 ans, l'extrême richesse et l'extrême pauvreté ont augmenté en même temps, dénonce l'ONG dans son rapport annuel.

C'est devenu un (triste) marronnier. Pour son dixième anniversaire, le rapport annuel sur la répartition des richesses d'Oxfam ne manque pas à sa traditionnelle conclusion : l'écart entre riches et pauvres s'est encore creusé dans le monde. Le constat dressé, sur fond de pandémie et de crises multiples – celle des prix, notamment – est même plus alarmiste qu'à l'accoutumée : pour la première fois en 25 ans, l'extrême pauvreté et l'extrême richesse ont progressé, en même temps.

En chiffres, cela donne – selon la formule choc popularisée par l'ONG – que les 1 % des plus riches (multimillionnaires et milliardaires) détiennent aujourd'hui 45,6 % de la richesse mondiale. Tandis que la moitié la plus pauvre du monde se partage 0,75 % du gâteau. Entre 2020 et 2022, ces mêmes « super-riches » ont encaissé plus de 24.000 milliards d'euros, soit environ deux tiers des richesses produites sur la période (le restant de l'humanité s'est partagé 15.000 milliards d'euros). Pour produire ces données, Oxfam se base à la fois sur des listes établies par Forbes et par le Crédit Suisse.

Un bilan mis en parallèle avec l'échec des politiques de lutte contre la pauvreté. En 2020, 70 millions de

personnes supplémentaires ont ainsi basculé dans l'extrême misère (soit le fait de vivre avec moins de 2,15 dollars par jour), selon la Banque mondiale. Même si les choses se sont légèrement améliorées en 2021, la crise inflationniste n'augure rien de bon pour les nouvelles statistiques à produire. La Banque mondiale, toujours, a, en outre, annoncé en octobre dernier que l'objectif d'éradication de l'extrême pauvreté pour 2030 ne sera pas rencontré et estime que plus de 820 millions de personnes souffrent de la faim.

Au moins 1,7 milliard de travailleurs, chiffre encore Oxfam, vivent actuellement dans des pays où l'inflation dépasse l'augmentation des salaires. Parce que leur production tire les prix vers le haut, le rapport a également examiné les bénéfices réalisés par les principales entreprises actives dans l'agroalimentaire et l'énergie : sur 181 sociétés, 95 ont réalisé des « surprofits » en 2022 (soit des bénéfices supérieurs de 10 % à la moyenne des trois exercices précédents, NDLR) et reversé un total de 239 milliards à leurs actionnaires.

L'ONG insiste sur le fait que plus l'écart entre riches et pauvres s'agrandit, plus les inégalités de genre et raciales se renforcent.

« Ce n'est pas le fait de gagner de l'argent qui pose problème à Oxfam, c'est le fait que nos économies sont visiblement biaisées en faveur des plus riches. Il y a appropriation et captation des richesses par une minorité de la population qui n'est pas à l'origine de leur création. Rappelons qu'un milliardaire ne s'enrichit pas nécessairement parce qu'il travaille... Une série de mécanismes permet cette clé de répartition inégalitaire », estime Julien Desiderio, chargé de plaidoyer en justice fiscale pour Oxfam Belgique. Aujourd'hui, les revenus des plus nantis sont pour la plupart issus du rendement de leurs actifs, assure l'ONG, et taxés en moyenne à 18 %, soit environ la moitié du taux d'imposition maximal moyen sur les salaires. 50 % des milliardaires vivent, qui plus est, dans des pays qui n'appliquent pas de droits de succession sur la fortune.

En réponse à la problématique, Oxfam dégage son argument fétiche : taxer revenus et patrimoine des plus riches permettrait de mettre du beurre dans les finances des pouvoirs publics. Et, par ricochet, de soutenir le pouvoir d'achat des ménages fragiles. A l'échelle mondiale, pour chaque dollar soumis à l'impôt, calcule l'organisation, seuls quatre centimes proviennent d'impôts sur la fortune.

Dans cette édition, l'ONG met donc l'accent sur l'inefficacité des théories dites du « ruissellement », en détaillant les effets pervers de 50 ans de « détaxation » de la fortune dans nos économies occidentales (mais pas seulement). Car il fut un temps où les « super-riches » étaient bien plus mis à contribution de la collectivité à travers le monde.

A titre d'exemple, aux USA, entre 1951 et 1963, le taux marginal le plus haut de l'impôt sur le revenu était de... 91 % ! Jusqu'en 75, toujours aux Etats-Unis, les successions étaient taxées jusqu'à 77 % et les sociétés en moyenne à 50 % dans les années 50 et 60. « Le point de rupture a eu lieu partout, pas uniquement dans les pays riches, au début des années 80 », détaille-t-on chez Oxfam Belgique. « Ces taux d'imposition élevés coïncident pourtant avec les périodes de développement économique les plus réussies aux Etats-Unis et en Europe d'un point de vue de l'accès à l'éducation et aux soins de santé, assortie d'une maîtrise des inégalités. »

Une étude publiée en janvier 2022 corrobore cette thèse. Deux chercheurs du King's College de Londres ont mesuré, grâce à un nouvel indicateur, l'effet moyen sur les principaux agrégats économiques des importantes réductions d'impôts touchant les plus fortunés dans 18 pays de l'OCDE, entre 1965 et 2015. Conclusions : ces baisses de taxation ont conduit à une augmentation des inégalités de revenus à court et à moyen terme dans les zones visées. A l'inverse, ne sont pas constatés des effets significatifs sur la croissance ou le taux de chômage. « Nos résultats fournissent des preuves solides contre l'idée politico-économique influente selon laquelle les réductions d'impôts pour les riches « retombent » pour stimuler l'économie au sens large », résumant les auteurs.

Oxfam note également que ces « cadeaux » aux plus aisés et aux entreprises ont régulièrement été compensés



par une introduction ou une progression des taxes sur les biens et services, comme la TVA, qui de facto, impacte davantage les ménages moins bien lotis (ces derniers consacrant une part plus importante de leurs revenus à la consommation).

L'organisation démontre, à titre exemplatif, qu'un impôt annuel sur la fortune des multimillionnaires et des milliardaires de 5 % rapporterait 1.580 milliards. De quoi sortir 2 milliards d'individus de la pauvreté.

Oxfam Belgique retient le scénario d'une taxe progressive établie par l'économiste Paul de Grauwe et dont l'impact potentiel a été mesuré dans une étude de la KU Leuven.

Journaliste au service Economie

P our alimenter son plaidoyer « local » sur les inégalités, Oxfam Belgique s'appuie sur une étude publiée en avril dernier par la KU Leuven qui mesure, selon différents scénarios avancés récemment par des politiques et par voie académique, l'impact de l'introduction d'un impôt sur la fortune chez nous.

Au niveau de la répartition des richesses d'abord, les deux auteurs estiment que les 1 % des Belges les plus riches détiennent 24 % du patrimoine net en Belgique. Soit un constat plus « inégalitaire » que ceux tirés par de précédents rapports sur le sujet, qui s'explique en partie parce que l'une des sources principales n'est pas la liste établie par Forbes mais celle du site « De Rijkste Belgen », jugée plus exhaustive.

Un impact quasi nul sur la répartition du capital

Concernant les recettes potentielles d'une telle taxe, la fourchette est large : de 5,9 à 43,1 milliards d'euros, selon la proposition retenue. Entre celles d'Ecolo, du PTB et de Paul de Grauwe, Oxfam préfère la version de l'économiste, professeur à la London School of Economics, notamment parce que, contrairement aux deux autres, elle introduit la notion de progressivité. « Cette formule permet de lisser l'impact de l'impôt sur les contribuables avec un taux qui augmente de 1 % jusqu'à 4 % en fonction du patrimoine détenu », justifie Julien Desidario, chargé de plaidoyer. En d'autres mots, un millionnaire ne paierait pas autant qu'un milliardaire.

L'ONG retient également la simulation « la plus réaliste » dans laquelle on observe une perte de recettes en raison d'une importante fuite des capitaux vers les paradis fiscaux. Résultat : un impôt progressif sur la fortune permettrait à l'Etat d'encaisser, a minima, 20,3 milliards d'euros. « Soit près de deux fois le déficit de la sécurité sociale attendu pour 2024 par la Fédération des entreprises de Belgique », compare encore Julien Desidario.

Si Oxfam Belgique plaide pour une imposition sur base annuelle, « tant qu'un véritable impôt sur la fortune n'aura pas vu le jour en Belgique », l'ONG insiste « pour l'adoption en urgence d'un impôt temporaire de solidarité. » Un mécanisme mis en place en Argentine durant la pandémie et chez nous au lendemain de la seconde guerre mondiale...

Précisons que l'impact d'une taxe « one-shot » sur la répartition des richesses dans le pays serait, lui, quasi nul : les 1 % des plus riches détiendraient encore après prélèvement... 23 % du patrimoine.

**www.lesoir.be**

Date: 16-01-2023

Periodicity: Continuous

Journalist: Amandine Clout

Circulation: 0

Audience: 420000

<https://www.lesoir.be/488935/article/2023-01-16/taxer-la-fortune-seule-porte-de-sortie-dune-spirale-inegalitaire-infernale-selon>

Taxer la fortune, seule porte de sortie d'une spirale inégalitaire infernale, selon Oxfam



Pour la première fois en 25 ans, l'extrême richesse et l'extrême pauvreté ont augmenté en même temps, dénonce l'ONG dans son rapport annuel.

C'est devenu un (triste) marronnier. Pour son dixième anniversaire, le rapport annuel sur la répartition des richesses d'Oxfam ne manque pas à sa traditionnelle conclusion : l'écart entre riches et pauvres s'est encore creusé dans le monde. Le constat dressé, sous fond de pandémie et de crises multiples – celle des prix, notamment – est même plus alarmiste qu'à l'accoutumée : pour la première fois en 25 ans, l'extrême pauvreté et l'extrême richesse ont progressé, en même temps.

En chiffres, cela donne – selon la formule choc popularisée par l'ONG – que les 1 % des plus riches (multimillionnaires et milliardaires) détiennent aujourd'hui 45,6 % de la richesse mondiale. Tandis que la moitié la plus pauvre du monde se partage 0,75 % du gâteau. Entre 2020 et 2022, ces mêmes « super-riches » ont encaissé plus de 24.000 milliards d'euros, soit environ deux tiers des richesses produites sur la période (le restant de l'humanité s'est partagé 15.000 milliards d'euros). La fortune de 81 milliardaires a donc augmenté de 2,5 milliards quotidiennement ces deux dernières années. Pour produire ces données, Oxfam se base à la fois sur des listes établies par Forbes et par le Crédit Suisse.

Un bilan mis en parallèle avec l'échec des politiques de lutte contre la pauvreté. En 2020, 70 millions de personnes supplémentaires ont ainsi basculé dans l'extrême misère (soit le fait de vivre avec moins de 2,15 dollars par jour), selon la Banque mondiale. Même si les choses se sont légèrement améliorées en 2021, la crise inflationniste n'augure rien de bon pour les nouvelles statistiques à produire. La Banque mondiale, toujours, a, en outre, annoncé en octobre dernier que l'objectif d'éradication de l'extrême pauvreté pour 2030 ne sera pas rencontré et estime que plus de 820 millions de personnes souffrent de la faim.

Au moins 1,7 milliard de travailleurs, chiffre encore Oxfam, vit actuellement dans des pays où l'inflation dépasse l'augmentation des salaires. Parce que leur production tire les prix vers le haut, le rapport a également examiné les bénéfices réalisés par les principales entreprises actives dans l'agroalimentaire et l'énergie : sur 181 sociétés, 95 ont réalisé des « surprofits » en 2022 (soit des bénéfices supérieurs de 10 % à la moyenne des trois exercices précédents, NDLR) et reversé un total de 239 milliards à leurs actionnaires.

L'ONG insiste sur le fait que plus l'écart entre riches et pauvres s'agrandit, plus les inégalités de genre et raciales se renforcent.

« Ce n'est pas le fait de gagner de l'argent qui pose problème à Oxfam, c'est le fait que nos économies sont visiblement biaisées en faveur des plus riches. Il y a appropriation et captation des richesses par une minorité de la population qui n'est pas à l'origine de leur création. Rappelons qu'un milliardaire ne s'enrichit pas nécessairement parce qu'il travaille... Une série de mécanismes permet cette clé de répartition inégalitaire », estime Julien Desiderio, chargé de plaidoyer en justice fiscale pour Oxfam Belgique. Aujourd'hui, les revenus des plus nantis sont pour la plupart issus du rendement de leurs actifs, assure l'ONG, et taxés en moyenne à 18 %, soit environ la moitié du taux d'imposition maximal moyen sur les salaires. 50 % des milliardaires vivent, qui plus est, dans des pays qui n'appliquent pas de droits de succession sur la fortune.

En réponse à la problématique, Oxfam dégage son argument fétiche : taxer revenus et patrimoine des plus riches permettrait de mettre du beurre dans les finances des pouvoirs publics. Et, par ricochet, de soutenir le pouvoir d'achat des ménages fragiles. A l'échelle mondiale, pour chaque dollar soumis à l'impôt, calcule l'organisation, seuls quatre centimes proviennent d'impôts sur la fortune.

Dans cette édition, l'ONG met donc l'accent sur l'inefficacité des théories dites du « ruissellement », en détaillant les effets pervers de 50 ans de « détaxation » de la fortune dans nos économies occidentales (mais pas seulement). Car il fut un temps où les « super-riches » étaient bien plus mis à contribution de la collectivité à travers le monde.

A titre d'exemple, aux USA, entre 1951 et 1963, le taux marginal le plus haut de l'impôt sur le revenu était de... 91 % ! Jusqu'en 75, toujours aux Etats-Unis, les successions étaient taxées jusqu'à 77 % et les sociétés en moyenne à 50 % dans les années 50 et 60. « Le point de rupture a eu lieu partout, pas uniquement dans les pays riches, au début des années 80 », détaille-t-on chez Oxfam Belgique. « Ces taux d'imposition élevés coïncident pourtant avec les périodes de développement économique les plus réussies aux Etats-Unis et en Europe d'un point de vue de l'accès à l'éducation et aux soins de santé, assortie d'une maîtrise des inégalités. »

Une étude publiée en janvier 2022 corrobore cette thèse. Deux chercheurs du King's College de Londres ont mesuré, grâce à un nouvel indicateur, l'effet moyen sur les principaux agrégats économiques des importantes réductions d'impôts touchant les plus fortunés dans 18 pays de l'OCDE, entre 1965 et 2015. Conclusions : ces baisses de taxation ont conduit à une augmentation des inégalités de revenus à court et à moyen terme dans les zones visées. A l'inverse, ne sont pas constatés des effets significatifs sur la croissance ou le taux de chômage. « Nos résultats fournissent des preuves solides contre l'idée politico-économique influente selon laquelle les réductions d'impôts pour les riches « retombent » pour stimuler l'économie au sens large », résumant les auteurs.

Oxfam note également que ces « cadeaux » aux plus aisés et aux entreprises ont régulièrement été compensés par une introduction ou une progression des taxes sur les biens et services, comme la TVA, qui de facto, impacte davantage les ménages moins bien lotis (ces derniers consacrant une part plus importante de leurs revenus à la consommation).

L'organisation démontre, à titre exemplatif, qu'un impôt annuel sur la fortune des multimillionnaires et des milliardaires de 5 % rapporterait 1.580 milliards. De quoi sortir 2 milliards d'individus de la pauvreté.

Oxfam Belgique retient le scénario d'une taxe progressive établie par l'économiste Paul de Grauwe et dont l'impact potentiel a été mesuré dans une étude de la KU Leuven.

Journaliste au service Economie

P our alimenter son plaidoyer « local » sur les inégalités, Oxfam Belgique s'appuie sur une étude publiée en avril dernier par la KU Leuven qui mesure, selon différents scénarios avancés récemment par des politiques et par voie académique, l'impact de l'introduction d'un impôt sur la fortune chez nous.

Au niveau de la répartition des richesses d'abord, les deux auteurs estiment que les 1 % des Belges les plus riches détiennent 24 % du patrimoine net en Belgique. Soit un constat plus « inégalitaire » que ceux tirés par de précédents rapports sur le sujet, qui s'explique en partie parce que l'une des sources principales n'est pas la liste établie par Forbes mais celle du site « De Rijkste Belgen », jugée plus exhaustive.

Un impact quasi nul sur la répartition du capital

Concernant les recettes potentielles d'une telle taxe, la fourchette est large : de 5,9 à 43,1 milliards d'euros, selon la proposition retenue. Entre celles d'Ecolo, du PTB et de Paul de Grauwe, Oxfam préfère la version de l'économiste, professeur à la London School of Economics, notamment parce que, contrairement aux deux autres, elle introduit la notion de progressivité. « Cette formule permet de lisser l'impact de l'impôt sur les contribuables avec un taux qui augmente de 1 % jusqu'à 4 % en fonction du patrimoine détenu », justifie Julien Desidario, chargé de plaidoyer. En d'autres mots, un millionnaire ne paierait pas autant qu'un milliardaire.

L'ONG retient également la simulation « la plus réaliste » dans laquelle on observe une perte de recettes en raison d'une importante fuite des capitaux vers les paradis fiscaux. Résultat : un impôt progressif sur la fortune permettrait à l'Etat d'encaisser, a minima, 20,3 milliards d'euros. « Soit près de deux fois le déficit de la sécurité sociale attendu pour 2024 par la Fédération des entreprises de Belgique », compare encore Julien Desidario.

Si Oxfam Belgique plaide pour une imposition sur base annuelle, « tant qu'un véritable impôt sur la fortune n'aura pas vu le jour en Belgique », l'ONG insiste « pour l'adoption en urgence d'un impôt temporaire de solidarité. » Un mécanisme mis en place en Argentine durant la pandémie et chez nous au lendemain de la seconde guerre mondiale...

Précisons que l'impact d'une taxe « one-shot » sur la répartition des richesses dans le pays serait, lui, quasi nul : les 1 % des plus riches détiendraient encore après prélèvement... 23 % du patrimoine.

**www.levif.be**

Date: 16-01-2023

Periodicity: Continuous

Journalist: -

Circulation: 0

Audience: 43333

<https://www.levif.be/belgique/en-belgique-1-de-la-population-detient-un-quart-des-richesses-selon-oxfam/>

En Belgique, 1% de la population détient un quart des richesses, selon Oxfam



La fortune des milliardaires à travers le monde augmente chaque jour de 2,7 milliards de dollars et les 1% les plus riches en Belgique possèdent près d'un quart de toutes les richesses du pays, plus que 70% de la population nationale, rapporte Oxfam dans un rapport publié lundi à l'occasion du Forum Économique Mondial (FEM) de Davos, en Suisse. L'organisation qui lutte contre les inégalités plaide pour une augmentation de grande ampleur de la fiscalité des « super-riches », susceptible de rapporter 1.700 milliards de dollars par an.

Belgique

Selon l'étude, l'extrême richesse et l'extrême pauvreté ont augmenté simultanément pour la première fois en 25 ans. Au niveau mondial, les 1% les plus riches ont également capté près des deux tiers de l'ensemble des nouvelles richesses créées depuis 2020, soit 26.000 milliards sur un total de 42.000 milliards. Oxfam a calculé que la fortune des milliardaires a augmenté de 2,7 milliards de dollars par jour alors qu'au moins 1,7 milliard de travailleurs vivent dans des pays où l'inflation dépasse la hausse des salaires et que plus de 820 millions de personnes souffrent de la faim.

Les profits dans l'alimentation et l'énergie ont notamment fait bondir les avoirs des plus riches l'année dernière,



ajoute le rapport. Ces secteurs ont réalisé 306 milliards de dollars de bénéfices exceptionnels, dont 84% (257 milliards de dollars) ont été reversés aux actionnaires.

« Alors que le pouvoir d'achat de l'immense majorité de la population mondiale est en baisse, la concentration des richesses aux mains des super-riches atteint des niveaux inégalés. En seulement deux ans, cette décennie s'annonce comme la meilleure pour les milliardaires », analyse Julien Desiderio, chargé de plaidoyer en justice fiscale pour Oxfam Belgique. « Il est temps de déconstruire le mythe selon lequel les réductions d'impôts accordées aux plus riches ont pour effet de faire profiter tout le monde de leur richesse. Les quarante dernières années de réductions d'impôts pour les super-riches n'ont sorti personne de la pauvreté. »

L'imposition des plus riches et des grandes entreprises constitue justement « la seule option logique » pour compenser les conséquences des multiples crises actuelles, juge l'organisation. Elle milite pour une « augmentation systémique et de grande ampleur » de la fiscalité sur les personnes les plus fortunées afin de récupérer les gains réalisés lors des crises sanitaire et énergétique. Selon une étude à laquelle Oxfam a participé, une taxe allant jusqu'à 5% sur les multimillionnaires et les milliardaires du monde entier pourrait rapporter 1.700 milliards de dollars par an, « ce qui suffirait à sortir deux milliards de personnes de la pauvreté ».

L'organisation invite également le gouvernement belge à instaurer un impôt unique de solidarité sur la fortune et à étendre le champ d'application des impôts sur les bénéfices exceptionnels. Elle propose en outre de taxer le patrimoine des 1% les plus riches à des taux progressifs afin de redistribuer les ressources pour financer la relance, la transition écologique et les services publics.

**www.moustique.be**

Date: 16-01-2023

Periodicity: Continuous

Journalist: -

Circulation: 0

Audience: 20000

<https://www.moustique.be/actu/consommation/2023/01/16/la-survie-des-plus-riches-le-dernier-rapport-doxfam-met-en-lumieres-les-inegalites-croissantes-dans-le-monde-254868>

" La survie des plus riches ", le dernier rapport d'Oxfam met en lumière les inégalités croissantes dans le monde



Pour Oxfam, un monde plus juste passe par l'imposition plus stricte des grandes fortunes © Belga Image

En marge de l'ouverture du forum de Davos, l'association Oxfam vient de publier son dernier rapport. Intitulé « Survival of the Richest » (La survie des plus riches en français dans le texte), il met en exergue la hausse des inégalités. Et appelle à nos gouvernements à l'action.

Le Forum économique mondial s'ouvre ce matin. Tourné cette année autour du thème de réflexion " Coopérer dans un monde fragmenté ", des leaders politiques et économiques du monde entier se retrouveront dans la petite ville des montagnes suisses jusqu'au 20 janvier. Mercredi dernier, le Forum a présenté son nouveau rapport sur les risques mondiaux dans lequel il prévoit " une zone de turbulences " et un " environnement de polycrises " pour les prochaines années.

Des inégalités toujours plus marquées

Et c'est dans ce cadre que l'association Oxfam a sorti son traditionnel rapport sur les inégalités. De ce dernier il ressort plusieurs choses. Déjà, c'est la première fois en 25 ans que l'extrême pauvreté et l'extrême richesse progressent en même temps.

"Alors que le pouvoir d'achat de l'immense majorité de la population mondiale est en baisse, la concentration des



richesses aux mains des super-riches atteint des niveaux inégalés. En seulement deux ans, cette décennie s'annonce comme la meilleure pour les milliardaires", observe Julien Desiderio, chargé de plaider en justice fiscale pour Oxfam Belgique.

En effet, les 1% les plus riches ont accaparé près des deux tiers de l'ensemble des nouvelles richesses créées depuis 2020, soit 42 000 milliards de dollars. Globalement, la fortune des milliardaires a augmenté de 2,7 milliards de dollars par jour. Alors qu'au moins 1,7 milliard de travailleurs vivent désormais dans des pays où l'inflation dépasse la hausse des salaires.

Oxfam n'est pas la seule organisation à tirer sur la sonnette d'alarme. Selon la Banque mondiale, nous assistons probablement à la plus forte augmentation des inégalités et de la pauvreté dans le monde depuis la Seconde Guerre mondiale.

La faillit menace de plus en plus de nations. Les pays les plus pauvres consacrent désormais quatre fois plus de budget au remboursement de la dette qu'aux soins de santé. Les trois quarts des gouvernements du monde prévoient de réduire les dépenses publiques en raison de l'austérité – notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation. Tout cela a un impact estimé par Oxfam à 7.800 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. Et qui risque de creuser, un peu plus, le gouffre des inégalités.

2022, année charnière ?

Les inégalités ont toujours existé. Cependant, ces dernières années, l'écart s'est creusé, énormément. En 10 ans, le nombre de milliardaires a doublé. Ils sont désormais 81 à posséder plus de richesses que la moitié de la population mondiale.

Et les crises successives de ces dernières années, couplée à la situation socio-politique de 2022 ont eu un effet quelque peu catalyseur sur les plus grandes richesses de ce monde. En effet, selon Oxfam, " la fortune des milliardaires a bondi en 2022, notamment grâce à des profits exceptionnels dans les secteurs de l'alimentation et de l'énergie. Le rapport montre que 95 entreprises actives dans ces deux secteurs ont plus que doublé leurs bénéfices en 2022. 84% de ces derniers ont été reversés à leurs actionnaires, soit 257 milliards de dollars. "

La situation en Belgique

Et la Belgique n'échappe pas à cette situation. Chez nous, les 1% des plus riches du pays possèdent près d'un quart de toutes les richesses du Royaume. Soit environ plus que 70% de la population nationale. En parallèle, on estime que 19 % de la population est potentiellement exposée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en 2021. Un chiffre qui devrait augmenter en raison de la crise du coût de la vie.

Par exemple, Eric Wittouck, le Belge le plus riche (résidant à Monaco), a reçu un dividende record de plus de 2 milliards d'euros d'une de ses sociétés basées au Luxembourg. Mais cette concentration des richesses ne concernent que les plus aisés. En effet, seulement 10% des Belges possèdent 80% du total des actions.

Un impôt sur la fortune plus grand ?

Pour plus de justice, notamment en Belgique, Oxfam appelle à un impôt sur la fortune. L'organisation estime que l'on protège trop les riches et qu'il est grand temps de changer cela. Au micro de la première ce matin, Julien Desiderio s'exprime sur le sujet : " En Belgique, on est fortement taxé sur le travail. Mais assez peu sur le capital. Si on regarde les 10 milliardaires les plus riches de Belgique, ils n'ont certainement pas bâti leur fortune sur le travail. On ne devient pas milliardaire à la sueur de son front. Mais plutôt grâce à un système économique mais surtout fiscal qui est bâti à son avantage. "

Pour cette raison, et dans une idée d'atténuer le grand écart qui se creuse de plus en plus, Oxfam estime que le



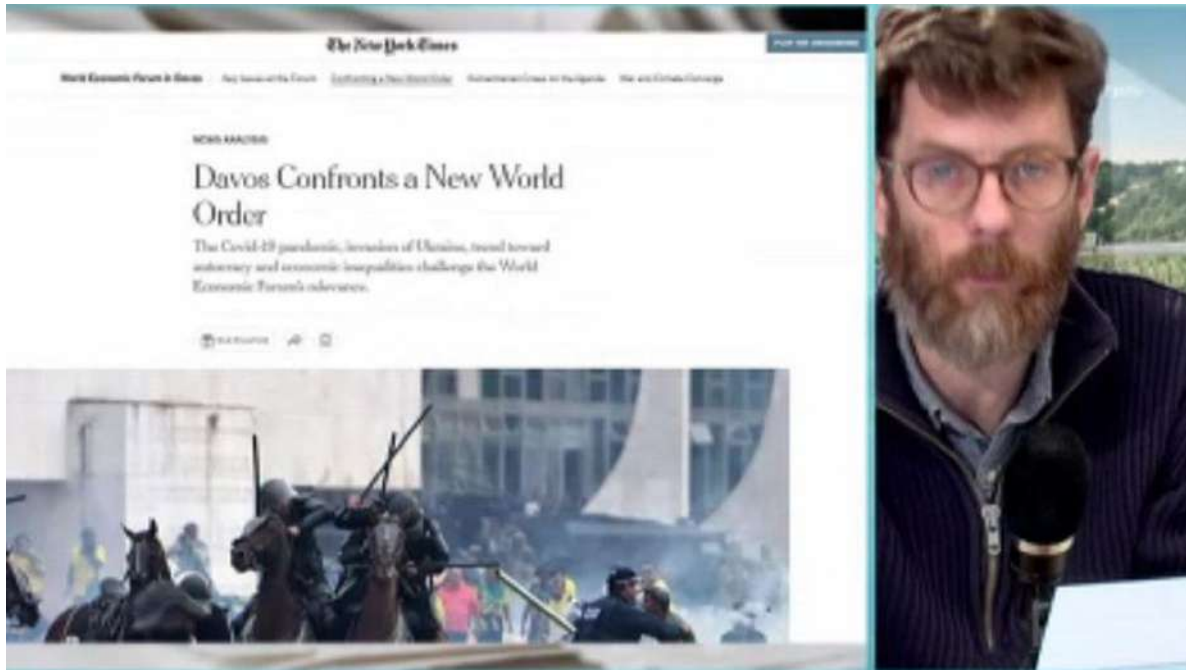
gouvernement belge devrait taxer le patrimoine des 1% des plus riches de Belgique. " Taxer le patrimoine des 1% les plus riches à des taux progressifs pourrait rapporter jusqu'à 20 milliards d'euros par ans qui pourraient être utiliser afin financer la relance, la transition écologique et les services publics par exemple. " explique Julien Desiderio.

www.rtbf.beDate: **16-01-2023**Periodicity: **Continuous**

Journalist: -

Circulation: **0**Audience: **633333**<https://www.rtbf.be/article/la-revue-de-presse-ca-sert-a-quoi-davos-11137001>

La revue de presse : ça sert à quoi Davos ?



Question du New York Times qui interroge la pertinence actuelle d'un Forum Mondial économique.

"Longtemps symbole aisé d'un monde globalisé où l'on supposait que plus de commerce apporterait plus de liberté, il est désormais confronté à une fracture internationale, à un nationalisme ascendant et à un protectionnisme croissant sous l'ombre de la guerre en Europe et de vives tensions entre les États-Unis et la Chine."



Comprenez qu'après la pandémie de Covid-19, après l'invasion de l'Ukraine (et la guerre toujours en cours), après cette tendance à l'autocratie qui gagne du terrain, il ne semble plus possible de croire que la démocratie libérale occidentale et le capitalisme de libre marché détiennent à eux seuls réponse à tous. D'où la nécessité d'une remise en question profonde.

Le problème, constate le NYT, c'est que si l'ancien est parti, le nouvel ordre n'est pas encore né. Le pouvoir s'éloigne des Etats Unis. Le poids – militaire, économique – de la Chine augmente, mais la forme exacte du système à venir n'est pas encore déterminée et de cet entre-deux, de cette incertitude naissent de profondes insécurités.



A cet égard, Oxfam publie un rapport dont les chiffres font, ce lundi, la une du journal De Morgen.

Depuis 2020, 39.000 milliards de richesses ont été créées. Deux tiers de ces richesses sont revenus au 1% de population le plus riche. Le reste de l'humanité s'est réparti le solde. L'explication est simple, ces richesses sont apparues dans l'alimentation et les énergies. La majeure partie des bénéfices est là reversée aux actionnaires.

Davos, spot à business ?



Le Forum Economique Mondial, dans le Canton des Grisons, c'est surtout un spot à business. Entre la salle de sport et le toit-terrasse de l'Hotel, avec vue sur les remontées mécaniques... On y va surtout pour nouer des affaires, note l'Avenir.

Pour autant, De Morgen insiste : " Oxfam n'est plus tout seul à dénoncer les inégalités. La Banque mondiale et Le FMI tirent la sonnette d'alarme : le monde connaît la plus forte augmentation des inégalités et de la pauvreté. Depuis la seconde guerre mondiale. Aux Etats Unis, les sondages d'opinion montrent qu'une majorité est en faveur d'une hausse des impôts pour les super-riches. "

The New York Times veut le croire : " Le monde qui sera débattu à Davos est dégrisé mais pas dépouillé de l'idée que la poursuite de la dignité humaine et de l'égalité des chances est l'accompagnement nécessaire à la poursuite du profit. "

La Vivaldi n'a plus que 500 jours à vivre.



Constat de Het Laatste Nieuws : il (ne) reste (que) 500 jours de règne pour la Vivaldi. Après ce seront les élections. L'occasion pour le quotidien de dresser l'état des forces – et surtout l'état d'esprit – au sein des partis flamands. Portrait presque cruel.

A la N'Va, c'est la lutte pour l'avenir. Le Vlaams Belang se débat lui avec la solitude (que faire d'une victoire si le parti d'extrême droite reste seul ?) Groen se voit bien embêté. S'il devient le prochain faiseur de Roi, il devra choisir – cauchemar possible, s'il doit poser ce choix entre nationalisme ou extrême droite. L'Open VLD semble non pertinent et Vooruit n'existe plus qu'à travers le solo de son président de parti.

Reste, admet cet édito, le CD&V. Plutôt surprenant, il fait, avec Sammy Mahdi la course en tête. Oui, mais la course aux gaffes.

A lire tout cela, 500 jours, ça paraît finalement assez long.



www.rtl.be

Date: **16-01-2023**

Periodicity: **Continuous**

Journalist: -

Circulation: **0**

Audience: **463333**

<http://www.rtl.be/info/video/834490.aspx>

En Belgique, 1% de la population détient un quart des richesses



Le fossé se creuse de plus en plus entre les riches et les pauvres. Selon un constat dressé par Oxfam, 1% des plus riches détiendraient aujourd'hui, à eux seuls, plus de 45% de la richesse mondiale. En Belgique, le fossé aurait tendance aussi à se creuser de plus en plus.

**www.rtl.be**

Date: 16-01-2023

Periodicity: Continuous

Journalist: -

Circulation: 0

Audience: 463333

<https://www.rtl.be/info/monde/economie/face-aux-elites-de-davos-l-ong-oxfam-milite-pour-abolir-les-milliardaires-1427278.aspx>

Face aux élites de Davos, l'ONG Oxfam milite pour "abolir" les milliardaires

Gabriela Bucher, directrice générale de l'ONG Oxfam, lors d'une interview avec l'AFP à l'ouverture du Forum économique de Davos, le 16 janvier 2023 à Davos, en Suisse - Fabrice COFFRINI



"Chaque milliardaire représente un échec de politique publique", avance l'ONG Oxfam dans un rapport publié à l'ouverture du Forum de Davos lundi, militant pour une division par deux de leur nombre d'ici 2030 grâce à la taxation, avant d'"abolir" les milliardaires à plus long terme.

"Les inégalités économiques ont atteint des niveaux extrêmes et dangereux", écrit l'organisation internationale dans son rapport annuel sur les inégalités, au coup d'envoi d'une semaine d'échanges entre élites économiques et politiques dans la station de ski suisse de Davos.

Portées par la flambée des cours de Bourse, les grandes fortunes se sont envolées au cours des dix dernières années: sur 100 dollars de richesse créée, 54,4 dollars sont allés dans les poches des 1% le plus aisés, tandis que 70 centimes ont profité aux 50% les moins fortunés, constate l'ONG.

Les milliardaires ont doublé leur fortune, tout en étant de plus en plus nombreux, affirme Oxfam dont la directrice générale, Gabriela Bucher, est invitée en Suisse.

Or, "la concentration extrême des richesses mine la croissance économique, corrompt les politiciens et les médias, corrode la démocratie et augmente la polarisation", écrit l'ONG, ajoutant que les inégalités sont devenues "une menace existentielle pour nos sociétés, paralysant notre capacité à endiguer la pauvreté", et mettent "l'avenir de la planète (...) en péril".

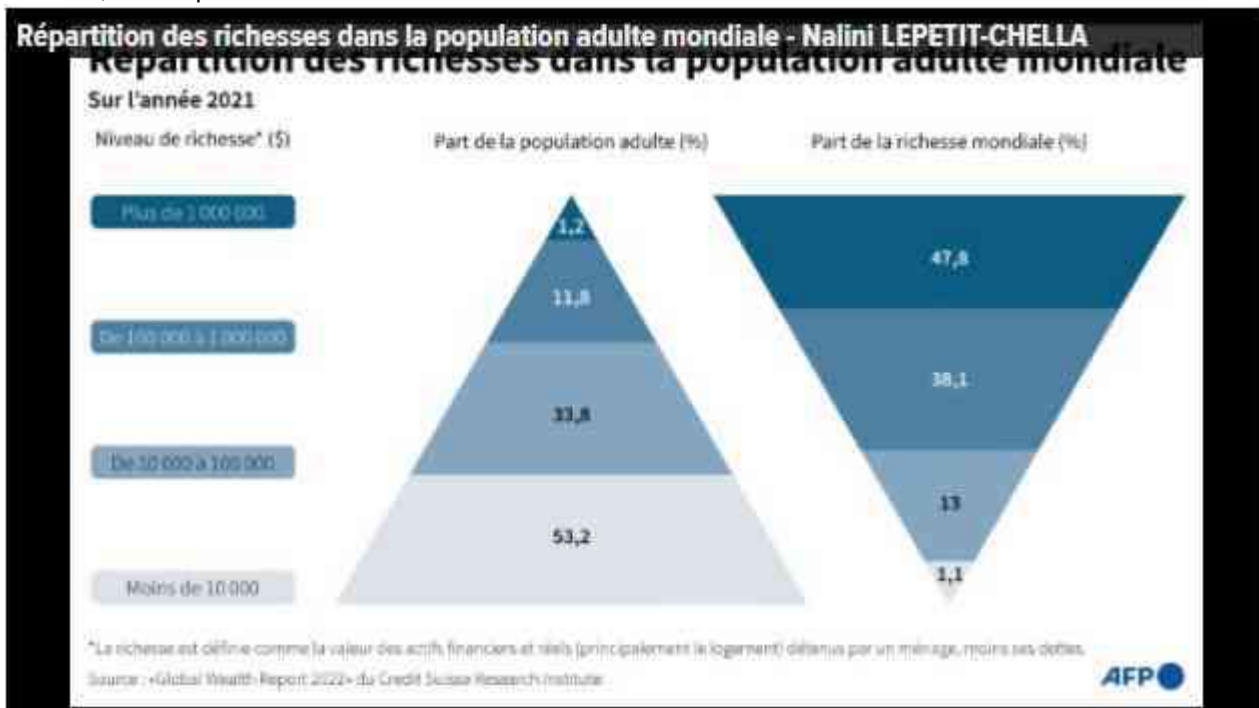
Selon l'organisation internationale, la taxation a un rôle "crucial" à jouer afin de diminuer le nombre de milliardaires sur la planète, et doit toucher les revenus et le capital des plus aisés.

Parmi les mesures proposées dans ce rapport, un impôt exceptionnel sur la fortune, une taxe sur les dividendes, et une hausse de l'imposition sur les revenus du travail et du capital des 1% les plus riches.

Le capital, une manne financière "beaucoup plus importante que les salaires" pour les grandes fortunes, doit être davantage taxé sur les gains réalisés, notamment grâce à la vente d'actions, mais aussi par la simple détention, souligne l'organisation.

Les "superprofits" des entreprises sont aussi dans le viseur d'Oxfam qui propose de taxer davantage les bénéfices exceptionnels, à l'image des milliards enregistrés par les groupes pétroliers ces derniers mois grâce à la flambée des cours de l'énergie, sur fond de guerre en Ukraine.

Selon l'ONG, ces mesures permettraient de ramener la fortune des milliardaires et leur nombre à ce qu'ils étaient en 2012, avant que les chiffres ne s'emballent.



**www.rtl.be**

Date: 16-01-2023

Periodicity: Continuous

Journalist: -

Circulation: 0

Audience: 463333

<https://www.rtl.be/info/belgique/economie/les-milliardaires-sont-de-plus-en-plus-nombreux-chez-nous-1-de-la-population-detient-un-quart-des-richesses-1427194.aspx>

Les milliardaires sont de plus en plus nombreux: chez nous, 1% de la population détient un quart des richesses



Le fossé se creuse de plus en plus entre les riches et les pauvres...

Selon un constat dressé par Oxfam, 1% des plus riches détiendraient aujourd'hui, à eux seuls, plus de 45% de la richesse mondiale. En Belgique, les 1% les plus riches possèdent près d'un quart de toutes les richesses du pays. Soit plus que 70% de la population nationale.

Le constat est simple, les milliardaires sont plus nombreux... et plus riches : en dix ans, leur fortune a doublé. À titre d'exemple, pour 100 dollars de richesse créée, la moitié va directement dans les poches des grandes fortunes.

Pour contrer cela, Oxfam a rédigé un rapport et plusieurs mesures y sont proposées. Parmi elles, un impôt sur la fortune, mais également une hausse de l'imposition.

Autre point dans le viseur d'Oxfam : les "superprofits" des entreprises, à l'image des milliards enregistrés par les groupes pétroliers ces derniers mois, notamment grâce à la flambée des cours de l'énergie.

Concrètement, toutes ces mesures ont deux objectifs : diminuer le nombre de milliardaires, mais également leur capital. Le but : revenir à la situation de 2012, avant que les chiffres ne s'emballent.

**www.sudinfo.be**Date: **16-01-2023**Periodicity: **Continuous**

Journalist: -

Circulation: **0**Audience: **600000**<https://www.sudinfo.be/id602450/article/2023-01-16/en-belgique-1-de-la-population-detient-un-quart-des-richesses-selon-oxfam>

En Belgique, 1% de la population détient un quart des richesses, selon Oxfam



La fortune des milliardaires à travers le monde augmente chaque jour de 2,7 milliards de dollars et les 1 % les plus riches en Belgique possèdent près d'un quart de toutes les richesses du pays, plus que 70 % de la population nationale, rapporte Oxfam.

Par Sudinfo avec Belga

C'est dans un rapport publié lundi à l'occasion du Forum Économique Mondial (FEM) de Davos, en Suisse, que Oxfam présente ces chiffres.

L'organisation qui lutte contre les inégalités plaide pour une augmentation de grande ampleur de la fiscalité des « super-riches », susceptible de rapporter 1.700 milliards de dollars par an.

Selon l'étude, l'extrême richesse et l'extrême pauvreté ont augmenté simultanément pour la première fois en 25 ans. Au niveau mondial, les 1 % les plus riches ont également capté près des deux tiers de l'ensemble des nouvelles richesses créées depuis 2020, soit 26.000 milliards sur un total de 42.000 milliards. Oxfam a calculé que la fortune des milliardaires a augmenté de 2,7 milliards de dollars par jour alors qu'au moins 1,7 milliard de travailleurs vivent dans des pays où l'inflation dépasse la hausse des salaires et que plus de 820 millions de personnes souffrent de la faim.



Les profits dans l'alimentation et l'énergie ont notamment fait bondir les avoirs des plus riches l'année dernière, ajoute le rapport. Ces secteurs ont réalisé 306 milliards de dollars de bénéfices exceptionnels, dont 84 % (257 milliards de dollars) ont été reversés aux actionnaires.

« Alors que le pouvoir d'achat de l'immense majorité de la population mondiale est en baisse, la concentration des richesses aux mains des super-riches atteint des niveaux inégalés. En seulement deux ans, cette décennie s'annonce comme la meilleure pour les milliardaires », analyse Julien Desiderio, chargé de plaidoyer en justice fiscale pour Oxfam Belgique. « Il est temps de déconstruire le mythe selon lequel les réductions d'impôts accordées aux plus riches ont pour effet de faire profiter tout le monde de leur richesse. Les quarante dernières années de réductions d'impôts pour les super-riches n'ont sorti personne de la pauvreté. »

L'imposition des plus riches et des grandes entreprises constitue justement « la seule option logique » pour compenser les conséquences des multiples crises actuelles, juge l'organisation. Elle milite pour une « augmentation systémique et de grande ampleur » de la fiscalité sur les personnes les plus fortunées afin de récupérer les gains réalisés lors des crises sanitaire et énergétique. Selon une étude à laquelle Oxfam a participé, une taxe allant jusqu'à 5 % sur les multimillionnaires et les milliardaires du monde entier pourrait rapporter 1.700 milliards de dollars par an, « ce qui suffirait à sortir deux milliards de personnes de la pauvreté ».

L'organisation invite également le gouvernement belge à instaurer un impôt unique de solidarité sur la fortune et à étendre le champ d'application des impôts sur les bénéfices exceptionnels. Elle propose en outre de taxer le patrimoine des 1 % les plus riches à des taux progressifs afin de redistribuer les ressources pour financer la relance, la transition écologique et les services publics.

**canalz.levif.be**Date: **16-01-2023**Periodicity: **Continuous**Journalist: **Noële Detry**Circulation: **0**Audience: **66667**<http://canalz.levif.be/news/oxfam-1-des-belges-les-plus-riches-detient-25-des-richesses-nationales/video-normal-1621179.html>

Oxfam : 1% des belges les plus riches détient 25% des richesses nationales



Selon la nouvelle étude de l'ONG Oxfam, "La loi du plus riche", l'écart entre les plus riches et les plus pauvres ne cesse de se creuser. Plus encore, depuis 2020, le 1% des plus riches a capté les 2/3 des richesses créées dans le monde. Le constat s'applique aussi en Belgique : 1% des belges les plus riches détient 25% des richesses nationales. Plusieurs propositions sont soumises au gouvernement pour la prochaine réforme fiscale.



La Dernière Heure

Date: 17-01-2023

Page: 4

Periodicity: Daily

Journalist: Gauvain Dos Santos

Circulation: 32499

Audience: 318478

Size: 220 cm²

Taxer les ultrariches, "une question morale"

FISCALITÉ

Le PS dit se battre contre "l'accélération de la concentration de la richesse".

Gauvain Dos Santos

En Belgique, 1% de la population détient un quart des richesses, affirme Oxfam. Pour réduire ce déséquilibre, l'organisation qui lutte contre les inégalités plaide pour une augmentation massive de la fiscalité sur les "super-riches". Sur son site, l'ONG appelle à signer une lettre, destinée au Premier ministre Alexander De Croo, réclamant un impôt progressif sur les fortunes supérieures à 1 million d'euros. Un tel impôt, avec un taux progressif allant de 1% à 4%, pourrait générer plus de 20 milliards d'euros, affirme Oxfam.

Au PS, on est plus prudent sur les chiffres et sur la méthode, mais on rappelle qu'une proposition de loi a été déposée il y a belle lurette pour lutter contre "l'accélération de la concentration de la richesse", souligne Ahmed Laaouej, chef de groupe à la Chambre. "C'est un combat que nous menons depuis très longtemps. Mais

notre proposition ne fait pas consensus, notamment à cause des résistances des partis de droite. Ce qui est assez incohérent car ils sont les premiers à dire qu'il faut baisser les impôts sur le revenu. Or, une contribution des plus hautes fortunes permettrait de baisser les impôts sur le revenu, de refinancer les finances publiques et de financer

les protections sociales."

Le socialiste évoque une

justice fiscale qui toucherait 1% de la population mais permettrait d'aider 99%. Un plaidoyer que l'on retrouve dans *La Vie large*, le livre du président du PS où Paul Magnette appelle à taxer les plus riches pour financer la transition climatique. "Pour avoir ce type d'imposition, il faut une coopération internationale, idéalement au niveau de l'OCDE, opine Thomas Dermine, secrétaire d'État à la Relance. On l'a fait sur les multinationales parce que le président Biden l'a demandé. Ici, il faut changer le narratif,

en faire une question morale."

Pour la ministre Karine

Lalieux, en charge de la Lutte contre la pauvreté, la taxation des hauts patrimoines est une question de justice sociale. "On ne construira jamais une société égalitaire basée sur un modèle où une minorité profite du système quand une majorité le subit et s'y appauvrit."

Les modalités de la taxation doivent encore être déterminées. En avril, le PS parlait d'une taxe qui s'appliquerait sur les avoirs nets d'un individu au-delà de 1,25 million d'euros. La Cour des comptes a estimé que la recette d'une telle opération pouvait monter jusqu'à 2,3 milliards d'euros.



Thomas Dermine veut faire de cette taxation une question morale. © PHOTO NEWS

**L'ECHO**

Date: 17-01-2023

Page: 5

Periodicity: Daily

Journalist: Jean-Paul Bombaerts

Circulation: 10855

Audience: 138839

Size: 297 cm²

L'analyse Oxfam sur les inégalités est à prendre avec précaution

Même si l'ONG est dans son rôle lorsqu'elle milite pour plus de justice, la méthodologie utilisée dans son rapport pour dresser un bilan des inégalités dans le monde pose question.

JEAN-PAUL BOMBAERTS

C'est presque devenu une tradition: chaque année avant l'ouverture du Forum économique mondial (WEF) à Davos, l'ONG britannique Oxfam publie son rapport sur les inégalités dans le monde. Et comme chaque année, le constat est toujours plus alarmant, avec des riches toujours plus riches et des pauvres toujours plus pauvres. Ainsi, la fortune des milliardaires augmente à la vitesse vertigineuse de 2,7 milliards de dollars par jour, a calculé Oxfam. Depuis 2020, les 1% les plus riches ont capté 63% de toutes les nouvelles richesses créées, soit 26.000 milliards de dollars sur 42.000 milliards de dollars au total.

En Belgique, les 1% les plus riches en Belgique possèdent un quart de toutes les richesses du pays, alors que 70% de la population nationale doit se contenter d'un autre quart des richesses.

Oxfam plaide pour une taxation de 5% sur le patrimoine des «super-riches», ce qui rapporterait 1.700 milliards de dollars par an et «suffirait à sortir 2 milliards de personnes de la pauvreté».

Méthodologie unique

Derrière ces chiffres et ces phrases-choc, l'étude d'Oxfam n'en pose pas moins un certain nombre

de questions méthodologiques, comme le souligne Ivan Van de Cloot, économiste en chef du think tank belge Itinera Institute: «Oxfam est une ONG qui œuvre pour la bonne cause, mais ce n'est pas une raison pour ne pas se montrer critique par rapport aux méthodes de calcul utilisées.»

L'économiste s'étonne par

exemple que le rapport ne s'appuie que sur les actifs nets des gens, c'est-à-dire ce qu'ils possèdent moins les dettes. Ce qui peut aboutir à des conclusions étranges, comme celle de voir les États-Unis

très mal positionnés dans le classement. Ainsi, si on prend les 10% des personnes les plus pauvres de la planète, ce décile est majoritairement composé d'Indiens (16,4%), immédiatement suivis par les Américains (7,5%), alors que les Chinois en sont totalement absents. Pourquoi? Parce qu'un étudiant américain qui s'est endetté pour payer ses études sera considéré comme plus pauvre qu'un travailleur chinois qui gagne peu, mais qui n'a pas de dettes.

Oxfam s'appuie presque

exclusivement sur les données d'une étude réalisée chaque année par Crédit Suisse, le «Global wealth databook» (annuaire de la richesse mondiale). Or, il existe bien d'autres méthodes pour calculer les inégalités. «L'Onu utilise depuis plus de cinquante ans l'indice de développement humain, qui synthétise une grande variété d'indices», rappelle Van de Cloot.

Suivi démocratique

Ceci étant, il admet que l'ONG est entièrement dans son rôle. «Ce sont des activistes et il est normal qu'ils appuient pour mettre le thème des

«Une fois le thème des inégalités mis à l'agenda, c'est à la démocratie de prendre le relais.»

IVAN VAN DE CLOOT

ÉCONOMISTE EN CHEF D'ITINERA

inégalités à l'agenda politique. Mais une fois ce thème mis à l'agenda, c'est à la démocratie de prendre le relais.»

Dans certains pays, estime

l'économiste d'Itinera, il est nécessaire d'insister pour que le thème des inégalités soit mis à l'agenda. «Mais dans des pays comme le nôtre, dotés d'un système de protection sociale très développé, le débat sur les inégalités a lieu quotidiennement au parlement. La Belgique possède par ailleurs des instituts de recherche qui produisent une multitude de rapports chaque année au sujet des inégalités. Ces rapports ont ainsi mis en lumière l'apparition, avec la crise du covid, de nouveaux groupes vulnérables qui n'ont pas eu accès aux aides publiques, alors que d'autres groupes ont été trop généreusement soutenus.»

De tels rapports sont, d'après Ivan Van de Cloot, plus riches en enseignements pour la Belgique que celui que vient de produire Oxfam.

**SudInfo**

Date: 17-01-2023

Page: 13

Periodicity: Daily

Journalist: -

Circulation: 60824

Audience: 588607

Size: 202 cm²

publications: 6 : SudInfo - Nord Eclair - La Nouvelle Gazette - La Meuse - La Province - La Capitale

TAXE

La Belgique aussi a ses « super-riches » ! Voici qui ils sont

À l'occasion du forum économique mondial de Davos en Suisse, Oxfam a sorti un rapport militant pour une taxe frappant les capitaux des super-riches. Si cette taxe devait exister en Belgique, qui cette taxe frapperait-elle ? Suivez le guide !?

Le forum économique mondial de Davos commence en ce début de semaine. L'ONG Oxfam a profité de l'occasion pour publier un rapport dans lequel elle fait part de ce qu'elle considère comme des dérives économiques mondiales. Le rapport met en avant la prééminence du capital sur le salaire. Selon l'ONG, en effet, le capital représente « une manne financière beaucoup plus importante que les salaires ». Il faudrait dès lors augmenter la fiscalité sur le capital en se concentrant sur le 1 % de personnes les plus riches profitant de deux tiers des richesses produites.

Si une taxe concernant les Belges qui font partie de ce fameux 1 % de super-riches devait voir le jour chez nous, qui devrait la payer ? Qui sont les « super-riches » de Belgique ?

De grandes familles

En Belgique, les capitaux les plus importants sont bien souvent aux mains de « grandes familles » qui perpétuent un business sur plusieurs générations. En tête de la liste, on trouve Éric Wittuck selon le site internet « De rijkste Belgen » qui suit l'évolution des grandes fortunes belges. Le site estimait sa fortune à plus de 10 milliards d'euros d'actifs. Selon « Forbes », sa fortune tournerait autour des 9 milliards aujourd'hui.

La famille de cet homme d'affaires a construit sa fortune dans l'industrie du sucre en dé-



© Pixabay/ Ralph_Fotos

tenant la Tiense Suicker avant d'investir dans le domaine du régime en rachetant Weight Watchers.

Le second est Alexandre Van Damme. L'homme est l'un des principaux actionnaires du

groupe de brasserie « AB Inbev » qui a profité de l'entrée en bourse du groupe pour voir sa fortune s'envoler. Le montant total de ses actifs tournerait autour des 10 milliards d'euros.

AB Inbev, incontournable

Vient ensuite la famille Werner de Spoelberch. Étant elle aussi actionnaire importante du groupe « AB Inbev », la fortune estimée de la famille atteindrait les 6,8 milliards d'euros.

En quatrième position, on retrouve la troisième grande famille derrière le géant de la bière belge, la famille de Mévius avec un total de 3,4 milliards d'euros d'actifs. La famille travaille aussi dans le domaine de l'investissement avec son entreprise Verlinvest.

Enfin, on retrouve la famille Roussis, avec un total estimé à 3,1 milliards d'euros d'actifs. Cette famille tire sa fortune de son entreprise de recyclage de plastique avec son entreprise Ravago. Ravago a racheté d'autres entreprises, la famille joue donc ses cartes dans de nombreux domaines. ■

S.J.

**www.dhnet.be**

Date: 16-01-2023

Periodicity: Continuous

Journalist: News Agency Belga

Circulation: 0

Audience: 363300

<https://www.dhnet.be/actu/belgique/2023/01/16/le-rapport-interpellant-doxfam-en-belgique-1-de-la-population-detient-un-quart-des-richesses-ELJTOLYR4ZDLNH4MMEUWC5GO>

Le rapport interpellant d'Oxfam: en Belgique, 1% de la population détient un quart des richesses



©Copyright (c) 2017 CHOTTHANIN THITIAKARAKIAT/Shutterstock. No use without permission.

La fortune des milliardaires à travers le monde augmente chaque jour de 2,7 milliards de dollars et les 1% les plus riches en Belgique possèdent près d'un quart de toutes les richesses du pays, plus que 70% de la population nationale, rapporte Oxfam dans un rapport publié lundi à l'occasion du Forum Économique Mondial (FEM) de Davos, en Suisse. L'organisation qui lutte contre les inégalités plaide pour une augmentation de grande ampleur de la fiscalité des "super-riches", susceptible de rapporter 1.700 milliards de dollars par an.

Belga

Agence

Selon l'étude, l'extrême richesse et l'extrême pauvreté ont augmenté simultanément pour la première fois en 25 ans. Au niveau mondial, les 1% les plus riches ont également capté près des deux tiers de l'ensemble des nouvelles richesses créées depuis 2020, soit 26.000 milliards sur un total de 42.000 milliards. Oxfam a calculé que la fortune des milliardaires a augmenté de 2,7 milliards de dollars par jour alors qu'au moins 1,7 milliard de travailleurs vivent dans des pays où l'inflation dépasse la hausse des salaires et que plus de 820 millions de



personnes souffrent de la faim.

Les profits dans l'alimentation et l'énergie ont notamment fait bondir les avoirs des plus riches l'année dernière, ajoute le rapport. Ces secteurs ont réalisé 306 milliards de dollars de bénéfices exceptionnels, dont 84% (257 milliards de dollars) ont été reversés aux actionnaires.

"Alors que le pouvoir d'achat de l'immense majorité de la population mondiale est en baisse, la concentration des richesses aux mains des super-riches atteint des niveaux inégalés. En seulement deux ans, cette décennie s'annonce comme la meilleure pour les milliardaires", analyse Julien Desiderio, chargé de plaidoyer en justice fiscale pour Oxfam Belgique. "Il est temps de déconstruire le mythe selon lequel les réductions d'impôts accordées aux plus riches ont pour effet de faire profiter tout le monde de leur richesse. Les quarante dernières années de réductions d'impôts pour les super-riches n'ont sorti personne de la pauvreté."

L'imposition des plus riches et des grandes entreprises constitue justement "la seule option logique" pour compenser les conséquences des multiples crises actuelles, juge l'organisation. Elle milite pour une "augmentation systémique et de grande ampleur" de la fiscalité sur les personnes les plus fortunées afin de récupérer les gains réalisés lors des crises sanitaire et énergétique. Selon une étude à laquelle Oxfam a participé, une taxe allant jusqu'à 5% sur les multimillionnaires et les milliardaires du monde entier pourrait rapporter 1.700 milliards de dollars par an, "ce qui suffirait à sortir deux milliards de personnes de la pauvreté".

L'organisation invite également le gouvernement belge à instaurer un impôt unique de solidarité sur la fortune et à étendre le champ d'application des impôts sur les bénéfices exceptionnels. Elle propose en outre de taxer le patrimoine des 1% les plus riches à des taux progressifs afin de redistribuer les ressources pour financer la relance, la transition écologique et les services publics.



www.ln24.be

Date: **16-01-2023**

Periodicity: **Continuous**

Journalist: -

Circulation: **0**

Audience: **5330**

<https://www.ln24.be/2023-01-16/face-face-le-forum-de-davos-pour-taxer-les-riches-et-sauver-la-planete>

Face à Face: le Forum de Davos pour taxer les riches et sauver la planète ?



Le Forum de Davos est-il vraiment utile ?

- Roland Gillet, économiste et professeur de finance à la Sorbonne et à l'ULB
- Julien Desiderio, chargé de plaidoyer en justice fiscale pour Oxfam Belgique

**www.ln24.be**Date: **16-01-2023**Periodicity: **Continuous**

Journalist: -

Circulation: **0**Audience: **5330**<https://www.ln24.be/2023-01-16/premiers-sur-linfo-le-forum-de-davos-doit-il-taxer-les-riches-pour-sauver-la-planete>

Premiers sur l'info: le forum de Davos doit-il taxer les riches pour sauver la planète ?



Au sommaire:

La procédure de levée d'immunité parlementaire est lancée à l'UE

Pourquoi la FWB dépend de la vitalité démographique ?

"Pied léger": aucune tolérance pour les excès de vitesse

- Le mafieux le plus recherché d'Italie a été arrêté
- Guerre en Ukraine: Dnipro touchée en plein coeur
- Manifestations en Israël: les raisons de la colère
- AEROSPACELAB : quel avenir pour l'entreprise belge ?
- Farid prend le temps: où vont tomber les 15cms de neige prévus par l'IRM ?
- Face à face: le Forum de Davos est-il vraiment utile ?
- Troisième mi temps: le top/flop sportif du week-end

Avec la participation de:



- Philippe Lamberts, eurodéputé Ecolo
- Joël Kotek, professeur à l'ULB et enseignant à Sciences Po Paris
- Roland Gillet, économiste et professeur de finance à la Sorbonne et à l'ULB
- Julien Desiderio, chargé de plaidoyer en justice fiscale pour Oxfam Belgique
- Maxime Jacques, journaliste sportif la DH/ Les sports+

<https://www.rtbf.be/article/1-de-la-population-belge-detient-un-quart-des-richesses-soit-plus-que-70-de-la-population-11137076>

1% de la population belge détient un quart des richesses, soit "plus que 70% de la population"



La fortune des milliardaires à travers le monde augmente chaque jour de 2,7 milliards de dollars et les 1% les plus riches en Belgique possèdent

près d'un quart de toutes les richesses du pays, plus que 70% de la population nationale, rapporte Oxfam dans un rapport publié lundi à l'occasion du Forum Économique Mondial (FEM) de Davos, en Suisse. L'organisation qui lutte contre les inégalités plaide pour une augmentation de grande ampleur de la fiscalité des "super-riches", susceptible de rapporter 1700 milliards de dollars par an.

La fortune des milliardaires a plus que doublé ces dix dernières années", confirme Julien Desiderio, spécialiste de la justice fiscale chez Oxfam. 80 milliardaires possèdent plus de richesse aujourd'hui que la moitié de la planète. Donc on va vraiment dans une tendance à l'augmentation extrême de la concentration des richesses. Mais si les riches deviennent plus riches, les pauvres deviennent aussi plus pauvres." Pour la première fois



depuis 25 ans, l'extrême richesse et l'extrême pauvreté ont augmenté simultanément. Nous analysons cela comme le résultat de dizaines et de dizaines d'années de politiques via des baisses d'impôts pour les plus riches, pour les multinationales, via plus d'austérité, via plus de pression sur les services publics qui sont les mécanismes qui servent à limiter ou, en tout cas, réduire les inégalités.

Taxer les grosses fortunes

La solution, selon Oxfam ? Taxer davantage les grosses fortunes. " Aujourd'hui, on se rend bien compte que la théorie du ruissellement, qui est l'héritage du néolibéralisme des années 80, a fait son temps, que les baisses d'impôt consécutives n'ont pas généré l'activité et la croissance souhaitée.

Il y aurait d'ailleurs un véritable consensus qui commence à émerger. " Il y a des institutions qui étaient très orthodoxes sur cette théorie du ruissellement qui commencent maintenant à faire marche arrière. Par exemple, le FMI estime qu'aujourd'hui les inégalités sont tellement importantes qu'elles sont mauvaises pour la croissance économique et qu'il faut arrêter ces baisses d'impôts sur les plus riches.

En Belgique, 74% de la population serait d'ailleurs favorable à un impôt sur la fortune.

Quid en Belgique ?

Chez nous, 1% des personnes les plus riches possèdent un quart des richesses du pays. " Un quart des richesses du pays, c'est plus que 70% de la population combinée ", précise Julien Desiderio.

On ne devient pas milliardaire ou multimilliardaire à la sueur de son front

Julien Desiderio remet donc en question notre système fiscal. " En Belgique, on est fortement taxé sur le travail, mais très peu sur le capital. Or, les revenus du capital et le capital en lui-même sont principalement détenus par les plus riches dans ce pays. Si on regarde par exemple les 10 milliardaires les plus riches de Belgique, ce ne sont pas des gens qui ont bâti leur fortune sur le travail. On ne devient pas milliardaire ou multimilliardaire à la sueur de son front, mais parce qu'il y a un système économique et surtout fiscal qui est bâti à leur avantage.

Pour sortir de la mondialisation, Julien Desiderio suggère de mondialiser ce qui concerne les régulations. " Le libre marché à tout va, ça suffit ! Ça engendre des crises, ça crée des inégalités et ça engendre de la concurrence entre les États.

Donc par exemple, un impôt minimum mondial sur les multinationales comme il a été discuté, c'est une bonne initiative, même si cet impôt est vraiment trop faible et ça reste insuffisant. Pour lutter aujourd'hui contre tous les paradis fiscaux et tous les systèmes qui permettent aux plus puissants d'éviter de payer des impôts, on a besoin de plus d'actions

www.sudinfo.be

Date: 16-01-2023

Periodicity: Continuous

Journalist: -

Circulation: 0

Audience: 600000

<https://www.sudinfo.be/id602681/article/2023-01-16/seul-1-de-la-population-mondiale-profite-de-23-des-richesses-produites-voici-qui>

Seul 1% de la population mondiale profite de 2/3 des richesses produites: voici qui sont les «?super-riches?» de Belgique qu'Oxfam propose de taxer



Pixabay/ Ralph_Fotos

À l'occasion du forum économique mondial de Davos en Suisse, Oxfam a sorti un rapport militant pour une taxe envers les capitaux des super-riches. Si cette taxe devait exister en Belgique, qui seraient ces personnes les plus riches de la population ?

Par S.J.

Le forum économique mondial de Davos commence en ce début de semaine. L'ONG Oxfam a profité de cette occasion pour publier un rapport dans lequel elle fait part de ce qu'elle considère comme des dérives économiques mondiales. Le rapport met en avant la prééminence du capital sur le salaire.

Selon l'ONG, le capital représente « une manne financière beaucoup plus importante que les salaires ». Il faudrait alors augmenter la fiscalité sur le capital, en se concentrant sur le 1 % des personnes les plus riches profitant de deux tiers des richesses produites. Les « super-riches » seraient alors devenus plus riches de 300 000 € pour seulement 1894 € pour les autres.

Si une taxe concernant ces fameux riches qui font partie du pourcentage devait voir le jour en Belgique, qui



devrait la payer ? Qui sont les « super-riches » de Belgique ?

De grandes familles

En Belgique, les capitaux les plus importants sont bien souvent aux mains de « grandes familles » qui perpétuent un business sur plusieurs générations. En tête de la liste, serait Éric Wittuck selon le site internet « De rijkste belgen » qui suit l'évolution des grandes fortunes belges. Le site estimait sa fortune à plus de 10 milliards d'euros d'actifs. Selon « Forbes », sa fortune tournerait autour des 9 milliards aujourd'hui. La famille de cet homme d'affaires a construit sa fortune dans l'industrie du sucre en détenant la Tiense Suicker avant d'investir dans le domaine du régime en rachetant Weight Watcher.

Le second est Alexandre Van Damme toujours selon le site « De rijkste belgen ». L'homme est l'un des principaux actionnaires du groupe de brasserie « AB Inbev » qui a profité de l'entrée en bourse du groupe pour voir sa fortune s'envoler. Le montant total de ses actifs tournerait autour des 10 milliards d'euros.

Vient ensuite la famille Werner de Spoelberch. Étant elle aussi actionnaire importante du groupe « AB Inbev », la fortune estimée de la famille atteindrait les 6,8 milliards d'euros.

En quatrième position, on retrouve la troisième grande famille derrière le géant de la bière belge, la famille de Mévius avec un total de 3,4 milliards d'euros d'actifs. La famille travaille aussi dans le domaine de l'investissement avec son entreprise Verlinvest.

Enfin, on retrouve la famille Roussis avec un total estimé à 3,1 milliards d'euros d'actifs. Cette famille tire sa fortune de son entreprise de recyclage de plastique avec son entreprise Ravago. Ravago a racheté d'autres entreprises, la famille joue donc ses cartes dans de nombreux domaines.

**Pan**Date: **18-01-2023**Page: **8**Periodicity: **Weekly**

Journalist: -

Circulation: **3000**Audience: **6600**Size: **121 cm²**

LES PAUVRES !

Les milliardaires sont de plus en plus nombreux : chez nous, 1% de la population détient un quart des richesses.

Selon un constat dressé par Oxfam, 1% des plus riches détiendraient aujourd'hui, à eux seuls, plus de 45% de la richesse mondiale. En Belgique, c'est encore plus disproportionné, ce pourcent des plus riches équivaut à près d'un quart de toutes les richesses du pays... Soit plus que 70% de la population nationale !

D'une manière générale, les milliardaires sont plus nombreux... et toujours plus riches : en dix ans, leur fortune a doublé.

Mais l'Oxfam ne l'entend pas de cette oreille et a rédigé un rapport qui propose plusieurs mesures. Parmi elles, un impôt sur la fortune, mais également une hausse de l'imposition et une lutte acharnée aux "superprofits" des entreprises, à l'image des milliards enregistrés par les groupes pétroliers ces derniers mois, notamment grâce à la flambée des prix de l'énergie.

Concrètement, ces mesures ont deux objectifs : diminuer le nombre de riches mais également leur bas de laine...

La révolution bolchévique est en marche !



**La Dernière Heure (éd. Brabant Wallon)**

Date: 19-01-2023

Page: 11

Periodicity: Daily

Journalist: Pierric Brison

Circulation: 7672

Audience: 41200

Size: 494 cm²

Les distributeurs de produits locaux à la conquête du BW

Pierric Brison

ORP-JAUCHE

Bim Bam Belge a installé un nouveau distributeur en région liégeoise, et voudrait en exploiter d'autres dans le BW.

Des produits locaux accessibles 24 h sur 24 et renouvelés fréquemment, c'est ce que propose la jeune société Bim Bam Belge, créée à Orp-Jauche il y a deux ans.

Ils ont installé un distributeur sur la place Joseph Grégoire d'Orp-le-Grand, mi-avril 2022, et le succès est au rendez-vous. "Il y a en effet pas mal de demandes, réagit Romain Fourrey, un des deux fondateurs. Nous devons remplir le distributeur tous les deux ou trois jours. Les plats traiteurs partent très vite. Il faut encore que les gens nous connaissent davantage. Notre force, c'est d'être accessibles en dehors des heures d'ouverture des magasins."

Dans le distributeur, on trouve des produits de bouche. "Des plats préparés par les deux boucheries de la commune, la Corbeille et Calbert. Il y a aussi des biscuits, des gaufres, du chocolat, des jus, sodas, infusions. On a aussi ajouté des bières et du vin. On essaie de tourner pas mal et d'apporter de la diversité."

"Notre force, c'est d'être accessibles en dehors des heures d'ouverture."

En plus d'être comestibles,

les produits ont un autre point en commun: leur origine. "Nous avons remporté un appel à projets avec la commune. On ne vend que des produits belges, dont au moins 30% sont issus de la commune ou des environs. Une partie des bénéfices est reversée à la commune, qui investit cet argent dans des projets écologiques ou sociaux tous les cinq ans."

Ce projet, c'est une

aubaine pour les artisans, car ils profitent notamment de cette visibilité, en dehors de leur boutique. "Au début, on a dû réaliser un travail de fourmi

pour trouver tous ces producteurs, concède Romain Fourrey. Depuis quelques mois, grâce à notre site internet Bim Bam Belge, ils sont intéressés par notre formule et ce sont eux qui nous contactent directement."

Quelque 80 producteurs

ont déjà adhéré au projet.

"On avait déjà effectué une phase de test, à Glimes, avec un distributeur plus petit, pendant deux mois, en août 2020. On a vendu cette machine pour se procurer un distributeur plus grand et lancer définitivement notre projet en 2022."

Depuis septembre, un

deuxième distributeur a été installé, à Crisnée en Province de Liège. La jeune société aimerait s'implanter encore davantage en Brabant wallon. "Ce sera notre objectif, cette année. On va proposer un catalogue qui pourra être distribué dans les communes, afin de dupliquer le projet. L'idée, ce serait d'avoir un distributeur dans les endroits où les produits locaux ne sont pas toujours accessibles et bien représentés."

Désormais dans un entrepôt à Wavre pour Bim Bam Belge

L'activité principale de Bim Bam Belge, ce n'est pas uniquement la gestion et la fourniture de ces deux distributeurs de produits frais. C'est bien plus large, et c'est à Wavre que ça se passe.

"Nous travaillons également comme une sorte de grossiste et on accompagne les producteurs belges dans l'amélioration de leur visibilité. On distribue les marchandises dans les épiceries et dans les grandes surfaces."

Un service qui prend de l'ampleur. *"Au mois d'octobre dernier, nous avons déménagé dans un entrepôt à Wavre. Oxfam proposait de louer une partie de son bâtiment et nous avons remporté l'appel à projets. Ce qui nous permet de stocker et de proposer une aide logistique aux producteurs. Notre espace d'Orp-le-Grand était devenu trop petit pour remplir cette mission."*



■ Le distributeur doit être alimenté tous les deux ou trois jours. © ÉDA



■ Un premier distributeur se trouve sur la place Joseph Grégoire. © ÉDA

L'Avenir (éd. Brabant Wallon)

Date: 19-01-2023

Page: 17

Periodicity: Daily

Journalist: Pierric Brison

Circulation: 4609

Audience: 23600

Size: 524 cm²

Des distributeurs automatiques de produits locaux partent à la conquête du BW

PIERRIC BRISON

ORP-JAUCHE

Bim Bam Belge a déjà installé un distributeur sur la place Joseph Grégoire d'Orp-le-Grand. Une formule qui séduit les consommateurs.

Des produits locaux accessibles 24 h sur 24 et renouvelés fréquemment, c'est ce que propose la jeune société Bim Bam Belge, créée à Orp-Jauche il y a deux ans. Ils ont installé un distributeur sur la place Joseph Grégoire d'Orp-le-Grand, mi-avril 2022, et le succès est au rendez-vous. « Il y a en effet pas mal de demandes, réagit Romain Fourrey, un des deux fondateurs. Nous devons remplir le distributeur tous les deux ou trois jours. Les plats traiteurs partent très vite. Il faut encore que les gens nous connaissent davantage.

Notre force, c'est d'être accessible en dehors des heures d'ouverture des magasins. »

Dans le distributeur, on trouve des produits de boucherie. « Des plats préparés par les deux boucheries de la commune, la Corbeille et Calbert. Il y a aussi des biscuits, des gaufres, du chocolat, des jus, sodas, infusions. On a aussi ajouté des bières et du vin. On essaie de tourner pas mal et d'apporter de la diversité. »

Une part des bénéfices pour la Commune

En plus d'être comestibles, les produits ont un autre point en commun : leur origine. « Nous avons remporté un appel à projets avec la commune. On ne vend que des produits belges, dont au moins 30 % sont issus de la commune ou des environs. Une partie des bénéfices est reversée à la Commune, qui investit cet argent dans des projets écologiques ou sociaux tous les cinq ans. »

Ce projet, c'est une aubaine pour les artisans. « Ils nous vendent leurs produits, comme ils le font dans un magasin et nous les revendons. » En plus, ils profitent de cette visibilité, en dehors de leur boutique. « Au début, on a dû réaliser un travail de fourmi pour trouver tous ces producteurs, concède Romain Fourrey.

Depuis quelques mois, grâce à notre site internet Bim Bam Belge, ils sont intéressés par notre formule et ce sont eux qui nous contactent directement. Ce qui nous facilite la tâche. »

Les consommateurs peuvent également se procurer tous ces produits en ligne, sur le site internet de la société. Quelque 80 producteurs ont déjà adhéré au projet.

« On avait déjà effectué une phase de test, à Glimes, avec un distributeur plus petit, pendant deux mois, en août 2020. On a vendu cette ma-

chine pour se procurer un distributeur plus grand et lancer définitivement notre projet en 2022. »

Multiplier les distributeurs en BW

Aujourd'hui, ils sont quatre à travailler chez Bim Bam Belge. Les trois employés habitent la commune d'Orp-Jauche tandis que la responsable de la communication est une indépendante.

« Depuis le mois de septembre, nous avons un deuxième distributeur, installé à Crisnée, en province de Liège. »

La jeune société aimerait s'implanter encore davantage en Brabant wallon. « Ce sera notre objectif, cette année. On va proposer un catalogue qui pourra être distribué dans les communes, afin de dupliquer le projet. L'idée, ce serait d'avoir un distributeur dans les endroits où les produits locaux ne sont pas toujours accessibles et bien représentés. »



Le distributeur se trouve sur la place Joseph Grégoire, dans le centre d'Orp-le-Grand depuis la mi-avril 2022. Il contient des plats traiteurs, des en-cas, des jus, des infusions, des bières... Au moins 30 % des produits sont fabriqués dans les environs.

Aide à la distribution pour les producteurs

L'activité principale de Bim Bam Belge, ce n'est pas uniquement la gestion et la fourniture de ces deux distributeurs de produits frais. C'est bien plus large, et c'est à Wavre que ça se passe.

« Nous travaillons également comme une sorte de grossiste et on accompagne les producteurs belges dans l'amélioration de leur visibilité. On distribue les marchandises dans les épiceries et dans les grandes surfaces. »

Un service qui prend de l'ampleur.

« Au mois d'octobre dernier, nous avons déménagé dans un entrepôt à Wavre. Ox-fam proposait de louer une partie de son bâtiment et nous avons remporté l'appel à projets. Ce qui nous permet de stocker et de proposer une aide logistique aux producteurs. Notre espace d'Orp-le-Grand était devenu trop petit pour remplir cette mission. » P.B.



Le distributeur doit être alimenté tous les deux ou trois jours.

**L'Essentiel**

Date: 19-01-2023

Page: 8

Periodicity: Daily

Journalist: -

Circulation: 101235

Audience: 285300

Size: 243 cm²

Ces millionnaires veulent que les gouvernements les taxent

DAVOS Plus de 200 «millionnaires patriotiques» ont demandé dans une lettre ouverte aux participants du Forum de Davos à être davantage taxés.

Pour réduire les inégalités de richesses, «taxez-moi et taxez les gens comme moi», exhorte Phil White, un millionnaire britannique présent au Forum de Davos, jugeant que ces écarts «fragmentent le monde». «Si j'étais au salaire minimum et que j'appelais à une taxation des plus riches, peu de gens m'écouteraient», s'amuse l'ingénieur de formation de 71 ans qui a fait fortune grâce à la vente d'une société de consultant à un groupe de capital-investissement il y a quelques années.

«J'ai gagné assez d'argent pour être bien loti», reconnaît-il sans en dire davantage. Mais, poursuit-il, «je serais très heureux de payer plus d'impôts, et je demande à mon gouvernement: taxez-moi et taxez les gens comme moi».

Comme lui, plus de 200 autres «millionnaires patriotiques» venus de treize pays

ont demandé hier dans une lettre ouverte envoyée aux participants du Forum de Davos à être davantage taxés. Parmi eux, «des gens qui ont hérité, des gens qui ont travaillé, des entrepreneurs, des traders», souligne Phil White.



Pour M. White, la taxation des grandes fortunes pourrait démarrer à 1 ou 2 % par an à partir de 4 ou 5 millions de dollars de richesse.

Également des personnalités comme l'acteur américain Mark Ruffalo, connu pour son rôle de Hulk dans les films Marvel, et une des héritières de l'empire Disney, Abigail Disney. «Le thème principal du Forum de Davos est cette année l'unité dans un monde fragmenté. C'est exactement ce que l'on observe», affirme M. White, estimant toutefois que ce sont les inégalités de richesses «qui fragmentent le monde» et non autre chose.

Ces inégalités se sont envolées ces dix dernières années, s'est inquiétée l'ONG Oxfam dans un rapport publié lors du rendez-vous annuel suisse. Sur 100 dollars de richesse créée, 54,4 dollars sont allés dans les poches des 1 % les plus aisés, tandis que 70 centimes ont profité aux 50 % les moins fortunés, a-t-elle constaté, militant elle aussi pour une taxation accrue des milliardaires afin d'en diviser le nombre par deux d'ici 2030.

**soirmag.lesoir.be**

Date: 19-01-2023

Periodicity: Continuous

Journalist: -

Circulation: 0

Audience: 75641

<http://soirmag.lesoir.be/489756/article/2023-01-19/hulk-lheritiere-de-disney-voici-pourquoi-des-millionnaires-reclament-un-impot>

Hulk, l'héritière de Disney: voici pourquoi des millionnaires réclament un impôt sur la fortune



Belga

Dans une lettre ouverte adressée aux participants du Forum économique de Davos en Suisse, plus de 200 super-riches demandent à payer davantage de taxes.

Par la rédaction

« Taxez-nous, les riches. Et taxez-nous maintenant . » Un groupe de 205 super-riches qui compte parmi ses rangs l'héritière de Disney, Abigail Disney, ainsi que l'acteur de « Hulk », Mark Ruffalo, ont adressé une lettre ouverte aux gouvernements et aux chefs d'entreprise réunis à Davos, en Suisse, pour le Forum économique mondial (FEM). Ces derniers veulent que l'impôt sur la fortune soit introduit de toute urgence pour contribuer à la lutte contre les inégalités extrêmes.

« En tant que millionnaires, nous savons que le système fiscal actuel n'est pas équitable », écrivent ces signataires en provenance de treize pays différents, principalement des États-Unis et du Royaume-Uni. « L'inaction actuelle est profondément inquiétante. Une réunion de 'l'élite mondiale' à Davos pour discuter de la coopération dans un monde divisé n'a aucun sens si l'on ne s'attaque pas aux causes profondes de cette division. Pour défendre la démocratie et construire la coopération, nous devons agir maintenant pour bâtir des économies



plus justes – ce n'est pas un problème que nous pouvons laisser à nos enfants. Il est temps de s'attaquer à l'extrême richesse, il est temps de taxer les ultra-riches. »

Pour eux, « l'histoire des cinq dernières décennies est celle d'une richesse qui ne fait qu'augmenter. Et ces dernières années, cette tendance s'est fortement accélérée... la solution est évidente pour tous. Vous, nos représentants mondiaux, devez nous taxer, nous les ultra-riches, et vous devez commencer maintenant. »

Les signataires titillent les politiques : « Le coût de l'action est bien moins élevé que celui de l'inaction – il est temps de se mettre au travail ». Ils craignent que l'inaction pourrait conduire à une catastrophe.

Cet appel intervient alors que les grandes fortunes se sont envolées au cours des dix dernières années et notamment depuis le début la pandémie Covid-19. D'après Oxfam, les dix milliardaires les plus riches de la planète ont doublé leurs richesses depuis 2020. L'organisation a également souligné que l'augmentation de l'extrême richesse s'accompagnait d'une augmentation de l'extrême pauvreté. Selon elle, une taxe de 5 % permettrait d'éliminer la faim.

trends.levif.be

Date: 19-01-2023

Periodicity: Continuous

Journalist: -

Circulation: 0

Audience: 53846

<http://trends.levif.be/economie/politique-economique/davos-milliardaires-brocardes-et-chiffres-tronques-d-oxfam-gras/article-opinion-1621995.html>

DAVOS : milliardaires brocardés et chiffres tronqués d'OXFAM/Gras



Pionnière, Oxfam a été créée en 1942 par des étudiants d'Oxford pour lutter contre la pauvreté et les inégalités. Elle est l'une des ONG britanniques les plus populaires, elle emploie 10.000 personnes et peut compter sur un budget de 1,07 milliard d'euros.

Hier encore, je vous parlais de l'utilité discutable du Forum de Davos, la réunion des hommes et des femmes les plus puissants de la Terre. Ce n'est pas une raison pour aussi questionner l'attitude d'OXFAM, une ONG britannique que tout le monde connaît.

Beaucoup d'économistes ont un souci avec OXFAM. Non pas sur son boulot ou ses objectifs mais sur cette manie de sortir des chiffres chocs en même temps que l'ouverture de Davos. En fait, en bon communicants, les dirigeants d'OXFAM profitent de la notoriété de Davos pour jouer à la "stratégie du coucou": comme ce sont les puissants et les riches qui se réunissent, eh bien, nous, OXFAM, on sort systématiquement des chiffres qui montrent que ces riches sont "nuisibles", qu'ils sont à l'origine de tous nos soucis ou presque. Et que pour rétablir l'équilibre, il faut (devinez quoi, je vous le donne en mille ?), oui, il faut les taxer.

Pour cette édition 2023, OXFAM a davantage ciblé les milliardaires. En gros, ces vilains cocos se sont enrichis pendant que le citoyen lambda se serait appauvri. Donc sur les 61 pages du rapport d'OXFAM, les mots impôts ou imposition reviennent 350 fois. Ce n'est pas mal et cela marche ce genre de communication que fait OXFAM.

Elle brandit des chiffres faramineux représentant la fortune des ultra riches et puis de l'autre, elle les compare à nos modestes revenus, et comme le gouffre est flagrant, l'émotion suit et malheureusement le raisonnement s'effondre.

Je vous rassure, je ne suis pas milliardaire, mais le raisonnement d'OXFAM est vicié et cela fait des années que les économistes le disent mais en vain. Il est vicié car OXFAM montre les chiffres de la fortune de ces milliardaires, mais cette fortune est basée sur le cours de bourse de leurs actions. Je ne vous donne qu'un seul exemple : OXFAM avait fustigé le fait que les milliardaires se sont enrichis pendant la pandémie. Oui, c'est vrai, mais grâce à qui ? Grâce aux gouvernements qui nous ont assignés à demeure pour ne pas attraper le COVID. Résultat : toutes les actions comme Facebook, Netflix ou Zoom ont crevé les plafonds pour la simple raison que sans le e-commerce et les divertissements à domicile, la période du COVID aurait été plus compliquée à gérer. Autre exemple : OXFAM fustige la fortune indécente de ces milliardaires et propose de les taxer. OK, pourquoi pas, mais à nouveau, cette fortune est virtuelle. Prenez le cas de Elon Musk, il a été pendant des mois et des mois l'homme le plus riche du monde, mais aujourd'hui comme le cours de l'action Tesla s'est effondré, pas de 2 ou 5% mais de plus de 70%, sa fortune - virtuelle, j'insiste - a été divisée par deux, et ce n'est pas le fisc belge ou français qui est passé par là, c'est juste la loi du capitalisme boursier. C'est d'ailleurs plus cette raison que la bonne tenue du secteur du "Luxe" qui explique que le Français Bernard Arnault, le PDG de LVMH, le géant mondial du luxe, soit devenu l'homme le plus riche du monde à la place de Elon Musk.

Donc, oui, OXFAM brouille les pistes volontairement ou involontairement car elle compare des pommes et des poires. Comme l'écrit mon excellent confrère Pierre Bentata : OXFAM compare un stock à un flux (OXFAM compare une valeur fictive à un revenu réel) et OXFAM compare des ménages avec des capitalisations boursières d'entreprises. N'importe quel comptable serait recalé à son examen s'il sortait des comparaisons pareilles.

Mais c'est malin, hier encore, j'écoutais l'historien Fabrice d'Almedia, l'auteur d'un livre consacré à l'histoire mondiale des riches. C'était dans le cadre de l'excellente programmation du club d'affaires WTC, et cet historien nous rappelait en creux qu'au fond, dans toutes les crises, les peuples ont besoin d'un bouc émissaire, quelqu'un sur lequel ils peuvent assouvir leur frustration. Et c'est bien souvent le riche. Bien entendu, ne me faites pas dire, ce que je n'ai pas dit, il y a des choses à changer, des inégalités qui croissent et auxquelles il faut remédier. Mais faut-il pour faire passer son message tronquer les chiffres et biaiser leur interprétation ? Mon ancien prof de philosophie disait, je le cite : "il faut souvent simplifier pour être compris et en simplifiant on réduit la portée de ce qui est vrai. Or, le vrai est subtil" - fin de citation, mais pas celle de la polémique qui ne manquera pas après ce billet économique. N'hésitez pas à me faire part de votre accord ou désaccord.



www.dhnet.be

Date: 19-01-2023

Periodicity: Continuous

Journalist: Pierric Brison

Circulation: 0

Audience: 363300

<https://www.dhnet.be/regions/brabant/2023/01/19/des-distributeurs-automatiques-de-produits-locaux-partent-a-la-conquete-du-bw-au-depart-dorp-YTRZ4XHBQZESRH7UQW5YW>

Des distributeurs automatiques de produits locaux partent à la conquête du BW au départ d'Orp



Un distributeur installé à Orp-Jauche. ©EDA

Bim Bam Belge a déjà installé un distributeur sur la place Joseph Grégoire d'Orp-le-Grand. Une formule qui séduit les consommateurs.

Des produits locaux accessibles 24 h sur 24 et renouvelés fréquemment, c'est ce que propose la jeune société Bim Bam Belge, créée à Orp-Jauche il y a deux ans. Ils ont installé un distributeur sur la place Joseph Grégoire d'Orp-le-Grand, mi-avril 2022, et le succès est au rendez-vous. "Il y a en effet pas mal de demandes, réagit Romain Fourrey, un des deux fondateurs. Nous devons remplir le distributeur tous les deux ou trois jours. Les plats traiteurs partent très vite. Il faut encore que les gens nous connaissent davantage. Notre force, c'est d'être accessible en dehors des heures d'ouverture des magasins."

Dans le distributeur, on trouve des produits de bouche. "Des plats préparés par les deux boucheries de la commune, la Corbeille et Calbert. Il y a aussi des biscuits, des gaufres, du chocolat, des jus, sodas, infusions. On a aussi ajouté des bières et du vin. On essaie de tourner pas mal et d'apporter de la diversité."

Une part des bénéfices pour la commune

En plus d'être comestibles, les produits ont un autre point en commun: leur origine. "Nous avons remporté un

appel à projets avec la commune. On ne vend que des produits belges, dont au moins 30% sont issus de la commune ou des environs. Une partie des bénéfices est reversée à la commune, qui investit cet argent dans des projets écologiques ou sociaux tous les cinq ans."

Ce projet, c'est une aubaine pour les artisans. "Ils nous vendent leurs produits, comme ils le font dans un magasin et nous les revendons." En plus, ils profitent de cette visibilité, en dehors de leur boutique. "Au début, on a dû réaliser un travail de fourmi pour trouver tous ces producteurs, concède Romain Fourrey. Depuis quelques mois, grâce à notre site internet Bim Bam Belge, ils sont intéressés par notre formule et ce sont eux qui nous contactent directement. Ce qui nous facilite la tâche."

Les consommateurs peuvent également se procurer tous ces produits en ligne, sur le site internet de la société. Quelque 80 producteurs ont déjà adhéré au projet.

"On avait déjà effectué une phase de test, à Glimes, avec un distributeur plus petit, pendant deux mois, en août 2020. On a vendu cette machine pour se procurer un distributeur plus grand et lancer définitivement notre projet en 2022."

Multiplier les distributeurs en BW

Aujourd'hui, ils sont quatre à travailler chez Bim Bam Belge. Les trois employés habitent la commune d'Orp-Jauche tandis que la responsable de la communication est une indépendante.

"Depuis le mois de septembre, nous avons un deuxième distributeur, installé à Crisnée, en province de Liège."

La jeune société aimerait s'implanter encore davantage en Brabant wallon. "Ce sera notre objectif, cette année. On va proposer un catalogue qui pourra être distribué dans les communes, afin de dupliquer le projet. L'idée, ce serait d'avoir un distributeur dans les endroits où les produits locaux ne sont pas toujours accessibles et bien représentés."

Leur business : fournir une aide à la distribution pour les petits producteurs locaux



L'activité principale de Bim Bam Belge, ce n'est pas uniquement la gestion et la fourniture de ces deux distributeurs de produits frais. C'est bien plus large, et c'est à Wavre que ça se passe.

"Nous travaillons également comme une sorte de grossiste et on accompagne les producteurs belges dans l'amélioration de leur visibilité. On distribue les marchandises dans les épiceries et dans les grandes surfaces."



Un service qui prend de l'ampleur."Au mois d'octobre dernier, nous avons déménagé dans un entrepôt à Wavre. Oxfam proposait de louer une partie de son bâtiment et nous avons remporté l'appel à projets. Ce qui nous permet de stocker et de proposer une aide logistique aux producteurs. Notre espace d'Orp-le-Grand était devenu trop petit pour remplir cette mission."

www.lalibre.be

Date: 19-01-2023

Periodicity: Continuous

Journalist: -

Circulation: 0

Audience: 114060

<https://www.lalibre.be/economie/decideurs-chroniqueurs/2023/01/19/faut-il-relativiser-le-rapport-doxfam-sur-les-inegalites-ER2BCVRDIVCYVKLU4UREZG4RUY/>

Faut-il relativiser le rapport d'Oxfam sur les inégalités ?



Faut-il relativiser le rapport d'Oxfam sur les inégalités ?

Chaque année les conclusions du rapport d'Oxfam sont identiques : des riches toujours plus riches et des pauvres toujours plus pauvres. Une chronique de Bruno Wattenbergh, éditorialiste économique pour LN24.

Bruno Oxfam a sorti cette semaine son rapport sur les inégalités avec des chiffres impressionnants sur la montée des inégalités. Mais ce rapport a suscité quelques critiques.

Oxfam se base sur une étude du Crédit Suisse sur l'actif net habitants, c'est-à-dire leur patrimoine moins leur dette. Résultat, un américain qui s'est endetté pour payer ses études sera considéré comme plus pauvre qu'un travailleur chinois qui gagne beaucoup moins mais qui n'a pas de dette.

Pourtant, d'autres indicateurs plus pertinents existent si l'on veut vraiment parler d'inégalité, comme l'indice composite de développement humain (IDH) ou l'indice de Gini.

Par exemple, le coefficient de Gini en Belgique est remarquablement stable malgré les crises successives. L'un des meilleurs d'Europe. Notre sécurité sociale a bien amorti ces crises et cela se voit si l'on compare l'indice de Gini lors de la crise financière de 2009 ou encore aujourd'hui.



Chaque année les conclusions du rapport d'Oxfam sont identiques : des riches toujours plus riches et des pauvres toujours plus pauvres. En Belgique, les 1% les plus riches possèdent un quart de toutes les richesses du pays, alors que 70% de la population nationale doit se contenter du reste.

**www.rtbf.be**

Date: 18-01-2023

Periodicity: Continuous

Journalist: -

Circulation: 0

Audience: 633333

<https://www.rtbf.be/article/qr-le-debat-trop-de-pauvres-queelles-reformes-fiscales-suivez-notre-live-sur-la-une-et-audio-11138658>

"QR le débat" : Trop de pauvres, Quelles réformes fiscales ? Suivez notre live sur La Une et Auvio



En Belgique, le salaire brut moyen s'élève à 3832 €, pour un salaire net de 2350 € selon les derniers chiffres disponibles. Et pour cause, le salaire est taxé trois fois via les cotisations patronales, les cotisations sociales et l'impôt sur le revenu.

Pour beaucoup d'ailleurs, le Belge est bien trop taxé. En 2021 d'ailleurs, notre pays était le troisième pays à la pression fiscale et sociale la plus élevée, avec un score taux de 53,95 %.

Les Belges pensent-ils s'appauvrir ? Un impôt sur la fortune serait-il justifié ? La fraude fiscale est-elle suffisamment pourchassée en Belgique ?

Pour en débattre, Sacha Daout reçoit Thomas Dermine (Secrétaire d'État pour la Relance et les Investissements stratégiques) (PS), Georges-Louis Bouchez (président du MR), Sabrina Scarna (avocate fiscaliste), Gaëtan Vanloqueren (directeur général d'Oxfam), Pierre-Frédéric Nyst (président d'UCM) et Thierry Bodson (président de la FGTB).

Retrouvez-nous ce soir à 21h45 sur la Une en télévision, sur le web via notre plateforme Auvio, mais aussi en live sur notre page Facebook, pour réagir avec nous. Toutes vos réactions sont également attendues sur l'application Opinio RTBF.



Envie de répondre à notre questionnaire ? Un seul moyen : notre application Opinio RTBF !

→ <https://app.opinio.media/loginChoice>

→ <https://apps.apple.com/be/app/opinio-rtbf/id1546066310>

<https://www.rtbf.be/article/oxfam-fustige-les-milliardaires-responsables-selon-cet-ong-de-la-plupart-de-nos-maux-mais-il-faut-nuancer-nuancer-ces-communiques-de-presse-11138>

OXFAM fustige les milliardaires responsables selon cet ONG de la plupart de nos maux, mais il faut nuancer nuancer ces communiqués de presse...



La Chronique Economique, en semaine à 8h30 et 17h30 sur Classic 21

Je vous parlais de l'utilité discutable du Forum de Davos, la réunion des hommes et des femmes les plus puissants de la planète. Ne serait-ce pas une raison pour aussi questionner l'attitude d'Oxfam, une ONG britannique que tout le monde connaît. C'est vrai que beaucoup d'économistes ont un souci avec Oxfam. Non pas sur son boulot ou ses objectifs, mais sur cette manie de sortir des chiffres chocs en même temps que l'ouverture de Davos.

En bon communicant, les dirigeants d'Oxfam profitent de la notoriété de Davos pour jouer à la stratégie du "Coucou". Comme ce sont les puissants et les riches qui se réunissent à Davos, eh bien nous, Oxfam, on sort systématiquement des chiffres qui montrent que ces riches sont nuisibles, qu'ils sont à l'origine quasiment de tous nos soucis ou presque, et que pour rétablir l'équilibre, il faut. Devinez quoi ? Je vous le donne en 1000. Il faut les taxer. Pour cette édition 2023, Oxfam a davantage, que les autres années, cibler les milliardaires. En gros, ces vilains cocos, si je puis dire, se sont enrichis pendant que le citoyen lambda se serait appauvri.

Sur les 61 pages du rapport d'Oxfam, les mots impôt ou imposition reviennent 350 fois. Et puis ça marche ce genre de communication. Que fait Oxfam ? Elle brandit des chiffres faramineux représentant la fortune des ultra-riches. Et puis de l'autre, elle les compare à nos modestes revenus. Et comme le gouffre est béant, flagrant. L'émotion suit et malheureusement le raisonnement s'effondre. Alors je vous rassure, je ne suis pas milliardaire,



mais le raisonnement d'Oxfam est vicié et ça fait des années que les économistes le disent, mais en vain. Il est vicié car Oxfam montre les chiffres de la fortune de ces milliardaires. Mais cette fortune est basée sur le cours de Bourse de leur action.

**www.rtl.be**

Date: 19-01-2023

Periodicity: Continuous

Journalist: -

Circulation: 0

Audience: 463333

<https://www.rtl.be/info/monde/economie/-taxez-moi-et-taxe-les-gens-comme-moi-reclame-un-millionnaire-a-davos-1427876.aspx>

"Taxez-moi et taxez les gens comme moi", réclame un millionnaire à Davos



Visioconférence avec le milliardaire américain Bill Gates durant une conférence de l'AIEA au Centre de convention de Washington, le 26 octobre 2022 - Brendan Smialowski

Pour réduire les inégalités de richesses, "taxez-moi et taxez les gens comme moi", exhorte dans un entretien à l'AFP Phil White, un millionnaire britannique présent au forum de Davos, jugeant que ces écarts "fragmentent le monde".

"Si j'étais au salaire minimum et que j'appelais à une taxation des plus riches, peu de gens m'écouteront", s'amuse l'ingénieur de formation de 71 ans qui a fait fortune grâce à la vente d'une société de consultant à un groupe de capital-investissement il y a quelques années.

"J'ai gagné assez d'argent pour être bien loti", reconnaît-il sans en dire davantage. Mais, poursuit-il, "je serais très heureux de payer plus d'impôts, et je demande à mon gouvernement: taxez-moi et taxez les gens comme moi".

Comme lui, plus de 200 autres "millionnaires patriotiques" venus de 13 pays ont demandé mercredi dans une lettre ouverte envoyée aux participants du Forum de Davos à être davantage taxés. Parmi eux, "des gens qui ont hérité, des gens qui ont travaillé, des entrepreneurs, des traders", souligne Phil White.

- Mark Ruffalo, Abigail Disney... -



Egalement des personnalités comme l'acteur américain Mark Ruffalo, connu pour son rôle de Hulk dans les films Marvel, et une des héritières de l'empire Disney, Abigail Disney.

"Le thème principal du Forum de Davos est cette année l'unité dans un monde fragmenté. C'est exactement ce que l'on observe", affirme M. White, estimant toutefois que ce sont les inégalités de richesses "qui fragmentent le monde" et non autre chose.

Ces inégalités se sont envolées au cours des dix dernières années, s'est inquiétée l'ONG Oxfam dans un rapport publié à l'ouverture du rendez-vous annuel suisse, lundi.

Sur 100 dollars de richesse créée, 54,4 dollars sont allés dans les poches des 1% les plus aisés, tandis que 70 centimes ont profité aux 50% les moins fortunés, a-t-elle constaté, militant elle aussi pour une taxation accrue des milliardaires afin d'en diviser le nombre par deux d'ici 2030.

Pour Phil White, qui a également participé dimanche en Suisse à une marche pour la protection du climat, la taxation accrue des grandes fortunes pourrait démarrer à 1 ou 2% chaque année à partir de 4 ou 5 millions de dollars de richesse. "Ce ne sont pas des sommes énormes, avec le temps cela permettrait d'éroder l'extrême richesse" souligne-t-il.

A l'heure où la philanthropie est très à la mode parmi les grandes fortunes, à l'image des promesses de dons réalisées par des milliardaires tels que Mark Zuckerberg, Warren Buffett ou Bill Gates, le Britannique juge que cette démarche est "un pas dans la bonne direction" mais que "ce n'est pas du tout la bonne réponse" pour réduire les inégalités car beaucoup moins efficace que la taxation.

De plus, "certains le font uniquement pour des questions d'image", estime-t-il, ajoutant que le public doit réaliser que "la philanthropie consiste simplement parfois à se cacher derrière un drap de respectabilité devant le public".

trends.levif.be

Date: 20-01-2023

Periodicity: Continuous

Journalist: -

Circulation: 0

Audience: 53846

<http://trends.levif.be/economie/politique-economique/forum-de-davos-terre-fertile-pour-les-theories-du-complot/article-news-1622199.html>

Forum de Davos, terre fertile pour les théories du complot



Davos

Une petite ville de Suisse où se rassemblent chefs d'Etat et capitaines d'entreprise pour quelques jours de débats et de négociations en coulisses: le Forum économique mondial de Davos fait figure de cible idéale pour les théories du complot qui avancent l'idée d'une cabale mondiale des élites.

Le gotha économique de la planète se trouve en ce moment dans la station de ski helvétique pour discuter pêle-mêle de la guerre en Ukraine, des catastrophes climatiques, ou même... des menaces posées par la désinformation. Mais le forum est devenu un vivier pour des affirmations mensongères qui se propagent en ligne. Telle cette publication qui affirme - à tort - que les organisateurs du forum veulent que leurs participants mangent des insectes plutôt que de la viande pour combattre l'insécurité alimentaire.

Ces théories trouvent également un certain souffle en raison des négociations menées en coulisses lors du forum, une tradition à Davos. Selon les experts, de telles méthodes alimentent la notion qu'une obscure cabale composée d'élites mondiales agit en secret et utilise comme prétexte leur volonté de résoudre des problématiques publiques. "Le Forum économique mondial est une cible pour la désinformation car il occupe une place unique dans l'imaginaire public: un rassemblement des acteurs économiques les plus puissants et les plus influents au monde dans un espace qui les met en avant et leur rend hommage", estime Michael Mosser,

directeur du Laboratoire mondial sur la désinformation de l'université du Texas.

Advertisement

"L'opacité (de Davos), combinée avec sa certitude que la mondialisation économique est un plus pour l'humanité, donnent du poids aux accusations affirmant que (le forum) est déconnecté des personnes lambda", avance Michael Mosser à l'AFP.

"Paratonnerre"

Certaines publications en ligne affirment notamment que le forum a appelé au "massacre de millions de chats et de chiens à travers le monde" pour combattre le changement climatique - mais aucune trace d'un tel appel n'existe. La désinformation, dont certains experts estiment qu'elle était auparavant confinée à une frange radicale, déferle aujourd'hui par vagues sur internet, avec en toile de fond l'accroissement des inégalités à l'échelle mondiale. Au cours des dix dernières années, sur 100 dollars de richesse créée, 54,4 dollars sont allés dans les poches des 1% le plus aisés, tandis que 70 centimes ont profité aux 50% les moins fortunés, selon un rapport de l'ONG Oxfam publié lundi.

"Davos figure parmi les réunions à la plus grande notoriété dans le monde, il est donc naturel qu'il devienne un paratonnerre pour quiconque s'insurge contre le statu quo actuel, qu'il soit avéré, comme les inégalités de richesse, ou imaginaire, comme les vaccins", affirme auprès de l'AFP Danny Rogers, cofondateur de l'association Global Disinformation Index, qui lutte contre la désinformation.

"Cible facile"

La nature élitiste du forum - certains chefs d'entreprises payent des dizaines de milliers de dollars pour y participer - perpétue une certaine méfiance. Davos "est une cible facile" pour la désinformation, avance Claire Wardle, codirectrice du laboratoire Information Futures Lab de l'université Brown, dans le nord-est des Etats-Unis. Le forum comprend des éléments qui se retrouvent "à la base de toute théorie du complot qui affirme +le monde est contrôlé par une élite secrète et vous n'en faites pas partie+", indique la chercheuse à l'AFP.

Un certain nombre de publications trompeuses ou mensongères autour de Davos font référence à "The Great Reset" ("La grande réinitialisation"), un thème lancé par le forum en juin 2020 et qui évoquait comment l'économie mondiale pourrait se réinventer, dans le contexte de la pandémie de Covid-19 et du réchauffement climatique.

Pour beaucoup d'adeptes de la théorie du complot, cette "grande réinitialisation" n'est rien d'autre qu'une tentative des élites pour asseoir leur contrôle sur le monde. Et l'une des sessions de l'édition 2023, intitulée "le danger clair et immédiat de la désinformation", à laquelle ont participé des figures notoires des médias dont le directeur de la publication du New York Times, est devenue elle-même une cible pour des théories du complot.

Dans un communiqué à l'AFP, le directeur des médias du forum, Yann Zopf, a déclaré: "à l'instar de beaucoup d'autres organisations notables, nous avons vu des affirmations sans fondement et des théories du complot remplacer la raison par des fantasmes".

Le gotha économique de la planète se trouve en ce moment dans la station de ski helvétique pour discuter pêle-mêle de la guerre en Ukraine, des catastrophes climatiques, ou même... des menaces posées par la désinformation. Mais le forum est devenu un vivier pour des affirmations mensongères qui se propagent en ligne. Telle cette publication qui affirme - à tort - que les organisateurs du forum veulent que leurs participants mangent des insectes plutôt que de la viande pour combattre l'insécurité alimentaire. Ces théories trouvent également un certain souffle en raison des négociations menées en coulisses lors du forum, une tradition à Davos. Selon les experts, de telles méthodes alimentent la notion qu'une obscure cabale composée d'élites mondiales agit en secret et utilise comme prétexte leur volonté de résoudre des problématiques publiques. "Le Forum économique



mondial est une cible pour la désinformation car il occupe une place unique dans l'imaginaire public: un rassemblement des acteurs économiques les plus puissants et les plus influents au monde dans un espace qui les met en avant et leur rend hommage", estime Michael Mosser, directeur du Laboratoire mondial sur la désinformation de l'université du Texas."L'opacité (de Davos), combinée avec sa certitude que la mondialisation économique est un plus pour l'humanité, donnent du poids aux accusations affirmant que (le forum) est déconnecté des personnes lambda", avance Michael Mosser à l'AFP. Certaines publications en ligne affirment notamment que le forum a appelé au "massacre de millions de chats et de chiens à travers le monde" pour combattre le changement climatique - mais aucune trace d'un tel appel n'existe. La désinformation, dont certains experts estiment qu'elle était auparavant confinée à une frange radicale, déferle aujourd'hui par vagues sur internet, avec en toile de fond l'accroissement des inégalités à l'échelle mondiale. Au cours des dix dernières années, sur 100 dollars de richesse créée, 54,4 dollars sont allés dans les poches des 1% le plus aisés, tandis que 70 centimes ont profité aux 50% les moins fortunés, selon un rapport de l'ONG Oxfam publié lundi."Davos figure parmi les réunions à la plus grande notoriété dans le monde, il est donc naturel qu'il devienne un paratonnerre pour quiconque s'insurge contre le statu quo actuel, qu'il soit avéré, comme les inégalités de richesse, ou imaginaire, comme les vaccins", affirme auprès de l'AFP Danny Rogers, cofondateur de l'association Global Disinformation Index, qui lutte contre la désinformation. La nature élitiste du forum - certains chefs d'entreprises payent des dizaines de milliers de dollars pour y participer - perpétue une certaine méfiance. Davos "est une cible facile" pour la désinformation, avance Claire Wardle, codirectrice du laboratoire Information Futures Lab de l'université Brown, dans le nord-est des Etats-Unis. Le forum comprend des éléments qui se retrouvent "à la base de toute théorie du complot qui affirme +le monde est contrôlé par une élite secrète et vous n'en faites pas partie+", indique la chercheuse à l'AFP. Un certain nombre de publications trompeuses ou mensongères autour de Davos font référence à "The Great Reset" ("La grande réinitialisation"), un thème lancé par le forum en juin 2020 et qui évoquait comment l'économie mondiale pourrait se réinventer, dans le contexte de la pandémie de Covid-19 et du réchauffement climatique. Pour beaucoup d'adeptes de la théorie du complot, cette "grande réinitialisation" n'est rien d'autre qu'une tentative des élites pour asseoir leur contrôle sur le monde. Et l'une des sessions de l'édition 2023, intitulée "le danger clair et immédiat de la désinformation", à laquelle ont participé des figures notoires des médias dont le directeur de la publication du New York Times, est devenue elle-même une cible pour des théories du complot. Dans un communiqué à l'AFP, le directeur des médias du forum, Yann Zopf, a déclaré: "à l'instar de beaucoup d'autres organisations notables, nous avons vu des affirmations sans fondement et des théories du complot remplacer la raison par des fantasmes".

**www.7sur7.be**

Date: 20-01-2023

Periodicity: Continuous

Journalist: -

Circulation: 0

Audience: 266350

<https://www.7sur7.be/economie/si-vous-aviez-gagne-au-loto-chaque-jour-depuis-votre-naissance-vous-nauriez-meme-pas-un-quart-de-la-fortune-de-bernard-arnault-a4424b27/>

“Si vous aviez gagné au Loto chaque jour depuis votre naissance, vous n’auriez même pas un quart de la fortune de Bernard Arnault”



Bernard Arnault, l'homme le plus riche d'Europe (3e au monde) © Photo News

Cécile Duflot, ancienne ministre française du Logement sous le mandat de François Hollande, est aujourd’hui la directrice générale d’Oxfam France. Invitée sur France inter, le 16 janvier dernier, elle a évoqué la fortune colossale du milliardaire Bernard Arnault (LVMH). Une illustration particulièrement efficace.

Rédaction 20-01-23



“Ces chiffres sont fous. C’est même ça qui les protège”, souligne Cécile Duflot, lors d’une discussion sur l’ampleur de la fortune du Français Bernard Arnault, l’homme le plus riche d’Europe, troisième sur le podium mondial, derrière Elon Musk (Tesla, SpaceX, Twitter) et Jeff Bezos (Amazon), évaluée... à 194 milliards d’euros. “Ça nous semble complètement éloigné. On imagine bien quelqu’un de riche, de très riche, 2 millions d’euros, 3 millions d’euros... même 10-15 millions, on arrive encore à comprendre mais dès qu’on franchit certains seuils, on ne comprend pas”, commente-t-elle.

Illustration très instructive

Elle illustre alors la réalité de ce montant colossal avec un petit calcul tout simple et particulièrement instructif.

L’exemple vaut pour une personne de 50 ans, soit plus ou moins son âge (47 ans) : “Si vous aviez gagné au Loto, depuis le jour de votre naissance, deux millions d’euros par jour, eh bien, vous n’auriez même pas un quart de la fortune de Bernard Arnault”, explique-t-elle. “Il y a une question de proportion. Ils n’en ont pas besoin de cet argent. Un peu de redistribution, ça permettrait à tous de vivre mieux”, défend-elle.

Un calcul... sous-évalué

France info a souhaité vérifier ses dires et ce calcul est vrai. Le pire, c’est qu’il est même sous-évalué. Cécile Duflot part en effet d’une estimation à 179 milliards d’euros alors que la fortune du groupe LVMH s’élève aujourd’hui à 194 milliards d’euros (191, selon Forbes). “Si on multiplie la somme du jackpot, soit deux millions d’euros, par le nombre de jours dans une année, 365, et que l’on multiplie encore tout ça par le nombre d’années dans la vie de notre heureux gagnant, 50, cela donne : 36,5 milliards d’euros”, détaille France info, soit bien moins du quart de la somme (45 milliards).

Quelques nuances toutefois

Il convient néanmoins d’apporter quelques nuances à cette comparaison. Bernard Arnault n’a évidemment pas 194 milliards d’euros sur son compte, tempère France info. D’une part, il s’agit de la famille Arnault: elle possède, avec son groupe LVMH, quelque 75 marques de luxe. D’autre part, cette fortune est surtout établie sur la base du nombre d’actions en sa possession. Un montant qui peut dès lors fluctuer d’un jour à l’autre.

400 milliards d’euros

La capitalisation boursière du groupe LVMH a dépassé ce mardi le seuil des 400 milliards d’euros, une première pour une entreprise européenne et seule société du Vieux Continent à figurer parmi les 20 plus grosses

capitalisations mondiales, précise l'agence AFP. La capitalisation d'une entreprise désigne le montant qu'il faudrait déboursier pour acheter la totalité des actions existantes.



Antoine, Alexandre, Delphine, Jean et Frédéric Arnault, les 5 enfants de Bernard Arnault © AFP/Photo News



Bernard Arnault, le PDG du groupe de luxe LVMH © REUTERS

"Taxez-moi et taxez les gens comme moi", réclame un millionnaire à Davos



Pour réduire les inégalités de richesses, "taxez-moi et taxez les gens comme moi", exhorte dans un entretien à l'AFP Phil White, un millionnaire

britannique présent au forum de Davos, jugeant que ces écarts "fragmentent le monde".

"Si j'étais au salaire minimum et que j'appelais à une taxation des plus riches, peu de gens m'écouteront", s'amuse l'ingénieur de formation de 71 ans qui a fait fortune grâce à la vente d'une société de consultant à un groupe de capital-investissement il y a quelques années.

"J'ai gagné assez d'argent pour être bien loti", reconnaît-il sans en dire davantage. Mais, poursuit-il, "je serais très heureux de payer plus d'impôts, et je demande à mon gouvernement: taxez-moi et taxez les gens comme moi".

Comme lui, plus de 200 autres "millionnaires patriotiques" venus de 13 pays ont demandé mercredi dans une lettre ouverte envoyée aux participants du Forum de Davos à être davantage taxés. Parmi eux, "des gens qui ont hérité, des gens qui ont travaillé, des entrepreneurs, des traders", souligne Phil White.

- Mark Ruffalo, Abigail Disney... -

Egalement des personnalités comme l'acteur américain Mark Ruffalo, connu pour son rôle de Hulk dans les films

Marvel, et une des héritières de l'empire Disney, Abigail Disney.

"Le thème principal du Forum de Davos est cette année l'unité dans un monde fragmenté. C'est exactement ce que l'on observe", affirme M. White, estimant toutefois que ce sont les inégalités de richesses "qui fragmentent le monde" et non autre chose.

Ces inégalités se sont envolées au cours des dix dernières années, s'est inquiétée l'ONG Oxfam dans un rapport publié à l'ouverture du rendez-vous annuel suisse, lundi.

Sur 100 dollars de richesse créée, 54,4 dollars sont allés dans les poches des 1% les plus aisés, tandis que 70 centimes ont profité aux 50% les moins fortunés, a-t-elle constaté, militant elle aussi pour une taxation accrue des milliardaires afin d'en diviser le nombre par deux d'ici 2030.

Pour Phil White, qui a également participé dimanche en Suisse à une marche pour la protection du climat, la taxation accrue des grandes fortunes pourrait démarrer à 1 ou 2% chaque année à partir de 4 ou 5 millions de dollars de richesse. "Ce ne sont pas des sommes énormes, avec le temps cela permettrait d'éroder l'extrême richesse" souligne-t-il.



A l'heure où la philanthropie est très à la mode parmi les grandes fortunes, à l'image des promesses de dons réalisées par des milliardaires tels que Mark Zuckerberg, Warren Buffett ou Bill Gates, le Britannique juge que cette démarche est "un pas dans la bonne direction" mais que "ce n'est pas du tout la bonne réponse" pour réduire les inégalités car beaucoup moins efficace que la taxation.

De plus, "certains le font uniquement pour des questions d'image", estime-t-il, ajoutant que le public doit réaliser que "la philanthropie consiste simplement parfois à se cacher derrière un drap de respectabilité devant le public".

www.lalibre.be

Date: 19-01-2023

Periodicity: Continuous

Journalist: -

Circulation: 0

Audience: 114060

<https://www.lalibre.be/dernieres-depeches/2023/01/19/taxe-moi-et-taxe-les-gens-comme-moi-reclame-un-millionnaire-a-davos-6OUYHGXT7JCOBEC33DVCFEFJ4Y/>

"Taxez-moi et taxez les gens comme moi", réclame un millionnaire à Davos



Pour réduire les inégalités de richesses, "taxez-moi et taxez les gens comme moi", exhorte dans un entretien à l'AFP Phil White, un millionnaire

britannique présent au forum de Davos, jugeant que ces écarts "fragmentent le monde".

"Si j'étais au salaire minimum et que j'appelais à une taxation des plus riches, peu de gens m'écouteront", s'amuse l'ingénieur de formation de 71 ans qui a fait fortune grâce à la vente d'une société de consultant à un groupe de capital-investissement il y a quelques années.

"J'ai gagné assez d'argent pour être bien loti", reconnaît-il sans en dire davantage. Mais, poursuit-il, "je serais très heureux de payer plus d'impôts, et je demande à mon gouvernement: taxez-moi et taxez les gens comme moi".

Comme lui, plus de 200 autres "millionnaires patriotiques" venus de 13 pays ont demandé mercredi dans une lettre ouverte envoyée aux participants du Forum de Davos à être davantage taxés. Parmi eux, "des gens qui ont hérité, des gens qui ont travaillé, des entrepreneurs, des traders", souligne Phil White.

- Mark Ruffalo, Abigail Disney... -

Egalement des personnalités comme l'acteur américain Mark Ruffalo, connu pour son rôle de Hulk dans les films

Marvel, et une des héritières de l'empire Disney, Abigail Disney.

"Le thème principal du Forum de Davos est cette année l'unité dans un monde fragmenté. C'est exactement ce que l'on observe", affirme M. White, estimant toutefois que ce sont les inégalités de richesses "qui fragmentent le monde" et non autre chose.

Ces inégalités se sont envolées au cours des dix dernières années, s'est inquiétée l'ONG Oxfam dans un rapport publié à l'ouverture du rendez-vous annuel suisse, lundi.

Sur 100 dollars de richesse créée, 54,4 dollars sont allés dans les poches des 1% les plus aisés, tandis que 70 centimes ont profité aux 50% les moins fortunés, a-t-elle constaté, militant elle aussi pour une taxation accrue des milliardaires afin d'en diviser le nombre par deux d'ici 2030.

Pour Phil White, qui a également participé dimanche en Suisse à une marche pour la protection du climat, la taxation accrue des grandes fortunes pourrait démarrer à 1 ou 2% chaque année à partir de 4 ou 5 millions de dollars de richesse. "Ce ne sont pas des sommes énormes, avec le temps cela permettrait d'éroder l'extrême richesse" souligne-t-il.



A l'heure où la philanthropie est très à la mode parmi les grandes fortunes, à l'image des promesses de dons réalisées par des milliardaires tels que Mark Zuckerberg, Warren Buffett ou Bill Gates, le Britannique juge que cette démarche est "un pas dans la bonne direction" mais que "ce n'est pas du tout la bonne réponse" pour réduire les inégalités car beaucoup moins efficace que la taxation.

De plus, "certains le font uniquement pour des questions d'image", estime-t-il, ajoutant que le public doit réaliser que "la philanthropie consiste simplement parfois à se cacher derrière un drap de respectabilité devant le public".

**entreleslignes.be**

Date: 20-01-2023

Periodicity: Continuous

Journalist: -

Circulation: 0

Audience: 1000

<http://entreleslignes.be/humeurs/zooms-curieux/multinationales%C2%A0-en-finir-avec-l%E2%80%99impunit%C3%A9>

Multinationales : en finir avec l'impunité



Au moment où se tient le Forum de Davos qui réunit les plus grandes puissances financières, industrielles et politiques du monde, il est essentiel de donner le point de vue des plus déshérités de ce modèle économique néolibéral mondialisé et prédateur.

Oxfam, cette importante ONG qui entend coupler le développement avec la justice et l'émancipation sociales, rappelle chaque année l'écart intolérable entre les plus riches et les plus pauvres de la planète, écart qui ne fait que s'accroître avec, en plus, le calcul du désastre écologique généré par le mode de vie des plus riches. Cette année, Oxfam démontre, chiffres à l'appui, que 100 entreprises sont responsables de 71% des émissions mondiales de CO₂. Car ces richissimes investisseurs placent leur argent dans des multinationales du gaz, du pétrole, du ciment. Le rapport d'Oxfam s'intitule donc « Les milliardaires du carbone » ; Il démontre que ces milliardaires investissent dans 183 multinationales. Ces entreprises émettent 393 millions de tonnes de CO₂ par an, soit autant que les émissions territoriales françaises.

Et puisque l'on parle de ce pays, le rapport souligne que le gouvernement français qui a augmenté en 2018 sa taxe carbone à taux unique pour collecter 4 milliards d'euros. Une mesure qui pèse cinq fois plus sur le budget des 10% les plus modestes que sur celui des 10% les plus aisés. Et dans le même temps, ce gouvernement a supprimé l'impôt sur la fortune, qui rapportait un montant du même ordre, souligne Oxfam. Pas étonnant donc que des Français se soient révoltés et ont brandi leurs gilets jaunes !



Pas étonnant non plus que la principale revendication portée par les populations est la taxation des plus riches. Oxfam souligne que le poids de la transition écologique doit être transféré des consommateurs les plus précaires, qui polluent moins, aux super riches et aux entreprises qui polluent le plus. Les Etats doivent donc « taxer les investissements dans les activités néfastes pour l'environnement afin d'éviter qu'ils continuent de progresser. » Les économistes Thomas Piketty et Luca Chancel ont calculé qu'un taux d'imposition de 10% de 10% sur les actifs polluants détenus par les milliardaires pourrait rapporter au moins 100 milliards de dollars par an à l'échelle mondiale.

Pourtant, nos gouvernements et les autorités européennes laissent l'industrie pétro-gazière se développer par des méga projets climaticides mais très rentables pour elle.

Le rapport d'Oxfam contient quantité de données qui nous éclairent sur cette impuissance voulue des décideurs politiques par rapports aux puissants économiques. (1)

Pourtant, cela fait des décennies que le problème est posé et le défi lancé aux décideurs politiques.

Les moyens juridiques existent aussi pour contraindre les multinationales à respecter les droits humains, les droits des travailleurs, l'environnement et l'avenir de la planète. (2)

Pour connaître l'état le plus récent des initiative prises dans le monde afin de réguler le fonctionnement et les activités des multinationales, on ne peut que recommander la lecture de la brochure « Multinationales : en finir avec l'impunité ». (3) On peut y lire quelque chose de rare : les points de vue de militants, économistes, chercheurs, syndicalistes du Sud qui détaillent ce qu'ils constatent en Afrique du Sud, en RDC, en Israël, en Colombie. Les questions transversales analysées ici concernent les entreprises et les droits humains, quels recours juridiques ? Les violences de genre tissées par l'industrie textile, encadrer les multinationales du numérique, les défis du devoir de vigilance environnementale en Amérique latine et enfin, la lutte pour un traité contraignant pour les multinationales. (4)

Un livre passionnant qui aide les défenseurs des droits humains dans leurs combats pour plus de justice sociale et pour la sauvegarde de la planète.

Gabrielle Lefèvre

(1) https://www.oxfamfrance.org/wp-content/uploads/2023/01/Davos_2023_french_full_report.pdf

(2) Gabrielle Lefèvre, Eric David, « Juger les multinationales », Ed. Grip/Mardaga, 2015.

(3) <https://www.cetri.be/Multinationales-en-finir-avec-l>

(4) <https://www.cetim.ch/stop-a-limpunite-des-stn/>

**L'ECHO**

Date: 21-01-2023

Page: 20

Periodicity: Daily

Journalist: n/a

Circulation: 10855

Audience: 138839

Size: 225 cm²**Les saigneurs des Arnault**

histoire retiendra que le monde d'après a commencé ce mercredi 18 janvier, là où personne ne l'attendait: à Davos! Ce forum de la mondialisation heureuse a connu son premier attentat terroriste. Un vrai cheval de Troie, ce collectif de 200 fortunés issus de 13 pays lançant une pétition auprès de tous les ultra-riches pour exiger des chefs d'État d'être taxés beaucoup plus! Les leaders politiques sont trop laxistes en matière d'imposition, cela crée trop d'inégalités! Wouah! Le PTB à Davos!?! Je me disais, ces anarchistes s'appellent sans doute: «Les Brigades Golden», en référence aux Brigades rouges italiennes, ou alors, puisqu'ils brandissent le désir d'une meilleure répartition des richesses, «L'Oxfam», l'Oxfam des Gafa. Pas du tout, leur nom: «Les millionnaires patriotes». On est loin d'Occup Wall Street et leur côté Don Quichottesque se brise net avec ces mots: «Nous serions très heureux de payer plus d'impôt!»

Outre qu'elle suinte l'arrogance, cette phrase rappelle que bien des signataires sont nés en

décrochant la tune, une cuillère dorée dans la bouche et le cul bordé d'actions. Est-ce possible de vouloir unir les deux Hugo, Victor et Boss? À lire l'appel de ces millionnaires, je trouve qu'ils devraient signer «les 200 du GAG40», car leur refrain «Taxez-nous sinon on fait un malheur!» oscille entre «Déshabillez-moi» d'une Juliette Gréco en mode finance et «La bonne du curé» d'Annie Cordy: «J'voudrais bien, mais j'peux point». Et, cerise au marasquin sur le gâteau flambé au rhum, ils reprochent aux philanthropes fortunés de créer des fondations, juste là, selon eux, pour faire mousser leur ego!

Donc, les participants au Forum ne formeraient pas une société à part rentière, mais un simple club sado-maso? D'un côté, les masochistes jubilant aux cris de: «Fais-moi mal, vide mon portefeuille!» et les sados genre Bill Gates distribuant volontairement de l'argent pour arriver à jouir! Deux clans couchant dans les mêmes palaces? Cela rappelle le thème du Forum 2023: «L'unité dans un monde fragmenté». Ce titre, on le dirait pondu par ChatGPT en réponse à la question: «On fait une superboum entre riches mais il nous faut un prétexte politique pour la justifier, c'est pour le communiqué de presse, merci!»

Les milliardaires signeront-ils cette pétition des pauvres millionnaires ou trouveront-ils vulgaire de parler de «perception plus forte de l'impôt», eux qui ont de l'impôt une perception si

éloignée, depuis des îles paradisiaques pour certains... Ce collectif sera-t-il le saigneur des Arnault? Pauvre Bernard! Il ne lui manquait plus que cela, lui si humilié d'avoir vu ses beaux sacs Vuitton servir à transporter quelques centaines de milliers d'euros en petites coupures, dans les rues de Bruxelles...

J'ose à peine imaginer l'ambiance dans le fumoir de l'Alpengold Hotel de Davos où l'on vient goûter en toute tranquillité un cigare roulé à la main. Entendre au loin un refrain plus proche de «Bella Ciao» que d'un air d'Opa, crime de lèse-Majestic! Et après Davos, ils passeront à quel Gstaad de leur action? Kidnapperont-ils les milliardaires qui ne signeraient pas la pétition? Boycoteront-ils le dîner de gala? Rentreront-ils en transport en commun?!?

Je pense soudain à Georges-Louis Bouchez et à Raoul Hedebouw. À lire cet appel de gens de droite réclamant une rage taxatoire, ils auront en fait le même rictus contrarié! Le premier parce que soudain, il a l'ADN libéral qui saigne, l'autre qui à entendre «Taxer les riches!» hésite entre doigts d'honneur et droits d'auteur à réclamer!

Ce forum de la mondialisation heureuse a connu son premier attentat terroriste.

Humeur
Bruno
Coppens

**www.lecho.be**Date: **21-01-2023**Periodicity: **Continuous**Journalist: **Bruno Coppens**Circulation: **0**Audience: **80000**<https://www.lecho.be/opinions/carte-blanche/les-saigneurs-des-arnault/10441770.html>

Les saigneurs des Arnault

CHRONIQUE

BRUNO COPPENS

Humoriste

Aujourd'hui à 05:51**L'humeur de Bruno Coppens.**

L'histoire retiendra que le monde d'après a commencé ce mercredi 18 janvier là où personne ne l'attendait: à Davos! Ce forum de la mondialisation heureuse a connu son premier attentat terroriste. Un vrai cheval de Troie, ce collectif de 200 fortunés issus de 13 pays lançant une pétition auprès de tous les ultra-riches pour exiger des chefs d'Etat d'être taxés beaucoup plus! Les leaders politiques sont trop laxistes en matière d'imposition, cela crée trop d'inégalités! Wouah! Le PTB à Davos!?! Je me disais, ces anarchistes s'appellent sans doute: « Les Brigades Golden », en référence aux brigades rouges italiennes, ou alors, puisqu'ils brandissent le désir d'une meilleure répartition des richesses, « L' Oxfam », l'Oxfam des Gafa. Pas du tout, leur nom: « Les millionnaires patriotes ». On est loin d'Occupy Wall Street et leur côté Don Quichottesque se brise net avec ces mots: « Nous serions très heureux de payer plus d'impôt! » Outre qu'elle suinte l'arrogance, cette phrase rappelle que bien des signataires sont nés en décrochant la lune, cuillère dorée en bouche et cul bordé d'actions. Est-ce possible de vouloir unir les deux Hugo, Victor et Boss? À lire l'appel de ces millionnaires, je trouve qu'ils devraient signer « les 200 du GAG40 » car leur refrain « Taxez-nous sinon on fait un malheur! » oscille entre « Déshabillez-moi » d'une Juliette Gréco en mode finance et « La bonne du curé » d'Annie Cordy: « J'voudrais bin mais j'peux point ».

Ce forum de la mondialisation heureuse a connu son premier attentat terroriste.

Et, cerise au marasquin sur le gâteau flambé au rhum, ils reprochent aux philanthropes fortunés de créer des fondations, juste là, selon eux, pour faire mousser leur ego! Donc, les participants au Forum ne formeraient pas une société à part entière mais un simple club sado-maso? D'un côté, les masochistes jubilant aux cris de: « Fais-moi mal, vide mon portefeuille! » et les sados genre Bill Gates distribuant volontairement de l'argent pour arriver à jouir! Deux clans couchant dans les mêmes palaces? Cela rappelle le thème du Forum 2023: « L'unité dans un monde fragmenté ». Ce titre, on le dirait pondu par ChatGPT en réponse à la question: « On fait une superboum entre riches mais il nous faut un prétexte politique pour la justifier, c'est pour le communiqué de presse, merci! »

Les milliardaires signeront-ils cette pétition des pauvres millionnaires ou trouveront-ils vulgaire de parler de « perception plus forte de l'impôt », eux qui ont de l'impôt une perception si éloignée, depuis des îles paradisiaques pour certains... Ce collectif sera-t-il le seigneur des Arnault? Pauvre Bernard! Il ne lui manquait plus que cela, lui si humilié d'avoir vu ses beaux sacs Vuitton servir à transporter quelques centaines de milliers d'euros en petites



coupures, dans les rues de Bruxelles...

J'ose à peine imaginer l'ambiance dans le fumoir de l'Alpengold Hotel de Davos où l'on vient goûter en toute tranquillité un cigare roulé à la main. Entendre au loin un refrain plus proche de « Bella Ciao » que d'un air d'Opa, crime de lèse-Majestic! Et après Davos, ils passeront à quel Gstaad de leur action? Kidnapperont-ils les milliardaires qui ne signeraient pas la pétition? Boycoteront-ils le dîner de gala? Rentreront-ils en transport en commun?!?

Je pense soudain à Georges-Louis Bouchez et à Raoul Hedebouw. À lire cet appel de gens de droite réclamant une rage taxatoire, ils auront en fait le même rictus contrarié! Le premier parce que soudain, il a l'ADN libéral qui saigne, l'autre qui à entendre « Taxer les riches! » hésite entre doigts d'honneur et droits d'auteur à réclamer!

www.rtbf.be

Date: 20-01-2023

Periodicity: Continuous

Journalist: -

Circulation: 0

Audience: 633333

<https://www.rtbf.be/article/oxfam-propose-de-taxer-les-grandes-fortunes-mondiales-de-5-que-n-pensent-les-economistes-11139227>

Oxfam propose de taxer les grandes fortunes mondiales de 5% : qu'en pensent les économistes ?



© Getty Image

Dans la conclusion de son rapport annuel sur l'augmentation des inégalités, par ailleurs décrié, l'ONG Oxfam recommande de davantage taxer les grandes fortunes pour diminuer les écarts de richesse dans le monde. Selon l'ONG, "un impôt annuel allant jusqu'à 5% sur la fortune des multimillionnaires et des milliardaires du monde pourrait rapporter 1700 milliards de dollars par an." Un avis partagé d'ailleurs également par plus de 200 millionnaires qui, dans une lettre ouverte publiée le 18 janvier, demandent la mise en place d'un impôt sur les plus fortunés.

La solution d'un impôt sur les très grandes fortunes est-elle pour autant la bonne ? Pour François Maniquet professeur d'économie de l'UCLouvain, il est "absolument clair que taxer la fortune aura un impact sur les inégalités". Mais pour lui, se pose directement la question de la richesse cachée de certaines grandes fortunes, justement "pour échapper à l'impôt".

Lorsqu'une taxe sur les grands patrimoines est évoquée, la crainte souvent citée est que cette taxe devrait pousser les plus grandes fortunes à vendre les actions, et donc à décapitaliser les entreprises impliquant moins

d'investissements et moins d'emplois dans ces entreprises. Autrement dit, taxer ralentirait l'économie. Ce à quoi s'oppose l'économiste à la Fondation Joseph Jacquemotte, Xavier Dupret. "Est-ce qu'on a vu au cours des 50 dernières années des mesures qui visaient à favoriser la détention et la circulation de capital financier, en réduisant les taxes sur la propriété mobilière ? Oui, c'est le cas. Est-ce que ça s'est traduit par une augmentation des investissements, en proportion de PIB, dans l'ensemble des pays occidentaux ? Et bien non. Donc d'une part, la baisse de la taxation n'impacte pas positivement les entreprises. Et d'autre part, cela ne va pas détourner les investisseurs d'acheter des actions tant que le niveau de taxation ne dépasse pas la profitabilité des actions". En d'autres termes, selon Xavier Dupret, il n'y a pas vraiment de frein à appliquer cet impôt de 5% sur les grandes fortunes.

Le chief economist d'Orcadia Asset Management, Etienne de Callatay n'écarte pas non plus l'idée d'augmenter l'imposition des plus nantis, mais il s'oppose vivement à l'idée d'un impôt sur la totalité du patrimoine. Selon lui, il faudrait plutôt taxer l'utilisation de la fortune plutôt que la possession de la fortune et le faire d'autant plus si cette utilisation est nocive pour l'environnement par exemple. "Je préférerais que l'on taxe des indicateurs de richesse comme les yachts, les secondes résidences, les produits de luxe ou les produits nocifs pour l'environnement comme les jets privés ou les voitures de sport. Et je trouve même que nous sommes trop gentils par rapport à cela pour l'instant."

Comme ses deux collègues, François Maniquet s'exprime lui aussi pour un relèvement des impôts. Il constate que si la valeur de l'impôt est trop faible, il n'aura aucun impact sur la diminution des inégalités entre riches et moins riches. Et rejoint l'un des arguments d'Oxfam : "Si l'on compare le montant de taxe versée au revenu, dans bon nombre de pays, les riches ont un taux moyen de taxation inférieur au taux de taxation des pauvres".

Bien taxer c'est financer la redistribution, financer les écoles, les hôpitaux, tous les biens publics de manière qui soit le moins néfaste possible à l'économie

Reste la question de savoir comment utiliser au mieux cet impôt. Etienne de Callatay pose une question qu'il veut rhétorique : "Manquons-nous vraiment de recettes fiscales ou d'efficacité de l'argent public ?" Et l'ancien conseiller du Premier ministre Jean-Luc Dehaene dans les années 90 de prendre un exemple : "nous avons l'un des enseignements les mieux financés du monde, mais il n'est pas aussi efficace qu'espéré". "Bien taxer ça veut dire essayer de financer la redistribution, de financer les écoles, les hôpitaux, tous les biens publics de manière qui soit le moins néfaste possible à l'économie" reprend François Maniquet, tout en pointant la responsabilité des gouvernements et de leur "agenda politique".

Et si les trois économistes se prononcent en faveur d'une taxation plus importante des plus fortunés, selon des modalités différentes, c'est probablement parce que l'objectif de réduire les inégalités ne semble être remis en question par personne. Dans l'étude citée par Xavier Dupret, le FMI indiquait "un consensus dans la littérature" pour signifier que "l'inégalité peut saper les progrès en matière de santé et d'éducation, provoquer une instabilité politique et économique réduisant les investissements, peut saper le consensus social nécessaire pour s'adapter aux chocs, et donc, in fine, peut réduire le rythme et la durabilité de la croissance."

Le Bureau fédéral du Plan en Belgique, lui, indique plus sobrement que "pour atteindre l'objectif de développement durable d'ici 2030, ce chiffre (l'indice de Gini, ndlr) ne doit pas augmenter." L'indice de Gini, c'est un indicateur des inégalités dans un pays donné. Si l'indice augmente, c'est que les inégalités augmentent également.

**www.lesoir.be**

Date: 22-01-2023

Periodicity: Continuous

Journalist: -

Circulation: 0

Audience: 420000

<https://www.lesoir.be/490443/article/2023-01-22/les-inegalites-menacent-plus-que-jamais-notre-democratie>

Les inégalités menacent plus que jamais notre démocratie



Photo News.

Le troisième opus de « Noir Jaune Blues » brosse le portrait d'une Belgique gagnée par la « retribalisation ». Le vivre-ensemble est en souffrance. La gouvernance autoritaire a la cote.

Une majorité de sondés « aspire à une gouvernance autoritaire ». Ils étaient 52,1 % en février 2020, avant la pandémie de coronavirus. Mais 66,2 % en juillet dernier, au plus fort de la guerre en Ukraine, de la crise des énergies et de la poussée inflationniste.

Tel est l'un des principaux enseignements de « Noir Jaune Blues 5 ans après », l'enquête menée par Survey and Action à la demande de la fondation « Ceci n'est pas une crise », présentée par Le Soir et la RTBF. Deux personnes interrogées sur trois y concluent à l'« épuisement du modèle parlementaire traditionnel » et demandent l'avènement « d'un vrai chef qui remette de l'ordre »...

Bigre. Ce n'est donc plus un fossé mais un gouffre qui sépare l'homme de la rue des institutions démocratiques, si l'on en croit cette enquête. Le citoyen se sent abandonné. Il veut donner un grand coup de pied dans la fourmilière.

Le phénomène n'est pas neuf, mais il va en s'accroissant dangereusement et pourrait se payer cash aux prochaines élections à travers la montée de l'abstentionnisme et des extrêmes.



La sanction peut paraître injuste au vu des efforts déployés au cours des dernières années par les gouvernements. On pense aux aides qui ont permis aux particuliers et aux entreprises de traverser la pandémie. A l'indexation des salaires maintenue pour aider les Belges face à l'inflation galopante. Aux actions entreprises sur la scène internationale pour tenir tête à la Russie de Poutine.

Mais cela ne suffit pas. La colère qui traverse la population à la manière d'un fleuve acide ne peut plus être canalisée par les digues que bricolent les gouvernements au gré des crises. Le mal-être est autrement profond. Il prend pied dans les inégalités, lesquelles renforcent une minorité de privilégiés, laissant la majorité seule face à ses angoisses.

A l'occasion du Forum de Davos, l'ONG Oxfam estimait que le 1 % des plus riches en Belgique possèdent près d'un quart des richesses du pays. Sur la rive d'en face, la classe moyenne se délite. Les retraités, les ménages à petits revenus et les familles monoparentales glissent vers la précarité.

Un premier raisonnement voudrait qu'il n'y ait là qu'un mauvais moment à passer, que le système finira par s'autoréguler. Erreur. Car la déglingue s'accroît. Avec pour conséquence qu'ils sont nombreux à ne plus avoir confiance en des institutions jugées inféodées à la finance. Ils se replient sur eux-mêmes au détriment du vivre-ensemble, pariant sur la chute de ceux qui ne les protègent plus assez. « Quand il y a trop d'inégalités, on n'a plus de démocratie », écrit Tocqueville.

Une enquête ne peut livrer qu'un diagnostic partiel de la société. Cependant, la répétition des avertissements ne laisse d'autre choix aux élites que de la réenchanter.

Personne n'a de solution toute faite, c'est entendu. Mais nous savons aussi que renoncer au changement et à la réinvention condamne à terme au chaos et à la violence.

**www.moustique.be**

Date: 23-01-2023

Periodicity: Continuous

Journalist: -

Circulation: 0

Audience: 20000

<https://www.moustique.be/opinions/editos/2023/01/23/si-on-taxe-les-pauvres-super-riches-il-faudrait-les-dedommager-quand-ils-perdent-de-largent-le-lobbying-de-genie-255304>

Si on taxe les pauvres super-riches, il faudrait les dédommager quand ils perdent de l'argent : le lobbying de génie



Typhanie Afschrift a une idée de génie pour protéger les super-riches. © Ronald Dersin / Paris Match Belgique

Le lobbying malodorant n'est pas que qatari ou marocain. Il est belgo-belge, aussi...

Et l'argent tout crotté dégouline de plus belle: après les liasses du Qatar pour députés socialistes , voici les voyages all inclusive au Maroc pour députés MR . La nausée. Ceci alors que sortait le rapport annuel d'Oxfam sur la répartition des richesses dans le monde : l'écart entre (super-)riches et (très) pauvres se creuse. Encore plus. Partout. Chez nous, 1 % des Belges les plus riches détiennent 24 % du patrimoine. Moment que choisit la RTBF pour donner parole à un autre beau lobby. Intra-belge, celui-là. Le soir de la sortie du rapport Oxfam, Maître Typhanie Afschrift était sur le plateau de QR. Typhanie fut d'abord Thierry Afschrift , star belge des avocats fiscalistes et magicien des "optimisations fiscales". Son cabinet bruxellois, "Afschrift Tax & Legal" est donc devenu un club pour très, très nantis ayant tous une chose en horreur: payer des impôts (justes et proportionnels). En privé, Thierry est devenu Typhanie Afschrift. Et, professionnellement, elle poursuit sa talentueuse carrière de fiscaliste-lobbyiste, courant comme avant les plateaux télé. Et donc question de QR à Typh: face à la crise, la pauvreté galopante et la situation dramatique de la classe moyenne, faut-il davantage taxer les (super-)riches? Sûr que non! Avec un argument qui fait pouf: " Proportionnellement, les riches paient plus d'impôts que les pauvres ". Donc non, alors. Et kwè, même pas une taxe sur leurs plus-values boursières, donc sur la spéculation?



Non plus. Parce qu'en 2022 " beaucoup de gens ont perdu beaucoup d'argent en Bourse. Si on taxe les plus-values, qu'on m'explique ce qu'on va moins taxer quand on perd. (...) Il faudrait alors une certaine compensation (pour ses clients). Leur rendre de l'argent, des réductions pour l'avenir "... Attends, Typh, j'ai bien oui? Les spéculateurs méga-riches qui gagnent par paquets, c'est très normal. Mais quand ils perdent (un peu), il faudrait les dédommager. Donc tu proposes une espèce de sécurité sociale boursière pour pauvres super-riches, en somme. Là, je me prosterne: tu grattouilles le lobbying de génie. Et je souligne un détail encourageant: Typhanie est aussi professeure à l'ULB. Où elle transmet ce génie aux fiscalistes du futur. Qui s'annonce donc radieux...

**Moustique**

Date: 25-01-2023

Page: 8

Periodicity: Weekly

Journalist: -

Circulation: 49536

Audience: 225600

Size: 333 cm²**Le beau monde de Vincent Peiffer**

Ronald Dorsin pour Paris Match Belgique

Pauvres super-riches

Le lobbying inquiétant n'est pas que qatari ou marocain. Il est belgo-belge, aussi...

Et l'argent tout crotté dégouline de plus belle: après les liasses du Qatar pour députés socialistes, voici les voyages all inclusive au Maroc pour députés MR. La nausée. Ceci alors que sortait le rapport annuel d'Oxfam sur la répartition des richesses dans le monde: l'écart entre (super-)riches et (très) pauvres se creuse. Encore plus. Partout. Chez nous, 1 % des Belges les plus riches détiennent 24 % du patrimoine. Moment que choisit la RTBF

pour donner la parole à un autre beau lobby. Intra-belge, celui-là. Le soir de la sortie du rapport Oxfam, Maître Typhanie Afschrift était sur le plateau de QR. Typhanie fut d'abord Thierry Afschrift, star belge des avocats fiscalistes et magicien des "optimisations fiscales". Son cabinet bruxellois, "Afschrift Tax & Legal", est donc devenu un club pour très, très nantis ayant tous une chose en horreur: payer des impôts (justes et proportionnels). En privé,

Thierry est devenu Typhanie Afschrift. Et, professionnellement, elle poursuit sa talentueuse carrière de fiscaliste-lobbyiste, courant comme avant les plateaux télé. Et donc question de QR à Typh: face à la crise, la pauvreté galopante et la situation dramatique de la classe moyenne, faut-il davantage taxer les (super-)riches? Sûr que non! Avec un argument qui fait pouf: "Proportionnellement, les riches paient plus d'impôts que les pauvres". Donc non, alors. Et kwè, même pas une taxe sur leurs plus-values boursières, donc sur la spéculation? Non plus. Parce qu'en 2022 "beaucoup de gens ont perdu beaucoup d'argent en Bourse. Si on taxe les plus-values, qu'on m'explique ce qu'on va moins taxer quand on perd. (...) Il faudrait alors une certaine compensation (pour ses clients). Leur rendre de l'argent, des réductions pour l'avenir"... Attends, Typh, j'ai bien oui? Les spéculateurs méga-riches qui gagnent par paquets, c'est très normal. Mais quand ils perdent (un peu), il faudrait les dédommager. Donc tu proposes une espèce de sécurité sociale boursière pour pauvres super-riches, en somme. Là, je me prosterne: tu grattouilles le lobbying de génie. Et je souligne un détail encourageant: Typhanie est aussi professeure à l'ULB. Où elle transmet ce génie aux fiscalistes du futur. Qui s'annonce donc radieux...

trends.levif.be

Date: 20-01-2023

Periodicity: Continuous

Journalist: -

Circulation: 0

Audience: 53846

LE VIF
L'EXPRESS<https://trends.levif.be/economie/politique-economique/les-milliardaires-sont-le-symptome-d-une-economie-malade/article-opinion-1622055.html>

Les milliardaires sont le symptôme d'une économie malade



Davos © isopix

Au cours des dix dernières années, la fortune des milliardaires a plus que doublé. Et s'il est vrai que certains d'entre eux ont vu leur fortune fondre tout récemment, il ne faut pas perdre de vue que leur niveau de richesse est toujours astronomiquement plus élevé qu'avant la crise sanitaire.

On estime que les 1% les plus riches de la planète possèdent 46% de la richesse globale tandis que la moitié la plus pauvre du monde se partage à peine 0,75% du gâteau. Profitant d'une succession de crises globales, les 1% les plus riches se sont ainsi accaparé deux tiers des richesses produites depuis 2020 alors que la majorité de la population mondiale a vu ses conditions de vie se détériorer.

Les profits excessifs et l'extrême richesse sont un problème. En Belgique, les 1% les plus riches concentrent entre leurs mains un patrimoine plus élevé que 70% de la population. Ces niveaux de concentration de richesse extrême ne sont pas soutenables. Ils sont le résultat d'une économie déficiente qui profite à une minorité au détriment de tous les autres. Les inégalités ont atteint des niveaux si élevés dans la plupart des pays du monde que même le FMI estime qu'elles nuisent à la croissance économique.

Les milliardaires sont le signe d'une économie malade. On parle ici d'un système où les ultra-riches paient peu d'impôts et profitent abondamment des paradis fiscaux alors que les hôpitaux et les crèches ont désespérément

besoin d'investissements et où les travailleurs font face à une inflation galopante avec des salaires insuffisants alors que les patrons et les actionnaires des très grandes entreprises amassent d'énormes fortunes en pleine crise du coût de la vie.

Un modèle économique qui crée et alimente les crises

Une économie de marché saine est essentielle pour lutter contre la pauvreté et les inégalités, mais nous n'en avons pas. Selon la théorie économique traditionnelle, en période de forte inflation, les entreprises devraient tenter de baisser leurs prix pour rester compétitives sur le marché. Cependant, prenez par exemple les secteurs de l'alimentation et de l'énergie. Ils sont dominés par un petit nombre de sociétés dans des situations de quasi-monopoles, ce qui leur permet de maintenir des prix élevés pour la population et de payer de généreux dividendes à leurs actionnaires. Le résultat ? Ces entreprises alimentent l'inflation en voulant à tout prix conserver leurs marges, l'inflation étouffe les citoyens et les PME, l'État intervient (comme toujours) en finançant des mesures sociales pour limiter la casse.

Nous avons en fait une forme extrême de capitalisme qui ne fonctionne que pour ceux qui sont au sommet et où les bénéfices de la croissance économique ne sont pas partagés équitablement. Pendant des décennies, le néolibéralisme a régné en maître avec l'affirmation fallacieuse que le succès de "ceux d'en haut" se répercuterait automatiquement sur "ceux d'en bas". C'était le prétexte pour réduire les taux d'imposition sur les hauts revenus, sur le capital, sur les bénéfices des grandes entreprises. Mais ce libéralisme débridé n'a eu pour conséquence que de produire un modèle qui fracture la société. Où les plus puissants s'enrichissent pendant les crises, où la concentration du capital façonne des multinationales aux monopoles qui les rendent capables de rivaliser avec des États et où les services publics et les systèmes de protection sociale sont mis sous pression, voire sont contestés. Par-dessus tout, le néolibéralisme est à l'origine d'un système incapable de répondre aux crises qu'il engendre, en particulier la crise climatique.

La théorie du ruissellement, ce joli conte de Noël

Malgré tout, les lignes bougent. Le FMI a récemment reconnu que les réductions d'impôts pour les plus riches ne procurent aucun avantage pour le reste de la société. Peter Praet, l'ancien chef économiste de la BCE a déclaré qu'on ne peut plus faire l'économie d'un débat sur l'impôt sur la fortune. Paul De Grauwe, économiste belge, ancien sénateur Open-VLD et professeur à la London School of Economics, appelle clairement à la mise en place d'un impôt sur la fortune pour réduire les inégalités. Des ultra-riches comme Abigail Disney, Warren Buffett ou Bill Gates ont aussi reconnu que les milliardaires devraient payer plus d'impôts.

Pour réparer des décennies d'échecs et d'occasions manquées, l'avenir appartient inévitablement à un État social, capable d'une vision stratégique en matière de régulation et d'investissement public. Faire contribuer les épaules les plus larges et remettre la progressivité de l'impôt au centre du jeu n'est pas une question d'idéologie, c'est du simple bon sens. L'impôt fonde la solidarité, c'est autour de cette contribution que se bâtit notre société. Il faut sans cesse rappeler que l'impôt est le prix que chacun doit payer, en fonction de ses moyens, pour une société civilisée. Il n'est pas logique que les impôts des plus riches soient si faibles alors que des services publics essentiels tels que les soins de santé, la justice et l'éducation - qui profitent à l'ensemble de la société - luttent pour obtenir des financements. Sondage après sondage, il apparaît qu'au-delà des clivages politiques, la majorité des gens sont favorables à une augmentation des contributions pour les plus fortunés. 74% des Belges supportent l'idée d'un impôt sur la fortune. Aujourd'hui, la posture radicale est du côté de ceux qui s'obstinent à nier cette réalité.

Et pour cause, la prétendue "théorie du ruissellement" domine encore l'imaginaire d'un trop grand nombre de nos politiciens. Avec le postulat de base (et très basique) qu'une augmentation des contributions des plus riches et de



leurs entreprises serait dommageable à l'emploi et à l'activité économique. Mais les faits démentent cette affirmation. Des impôts élevés sur les sociétés et les riches ont coexisté avec des niveaux élevés de création d'emplois et une augmentation du niveau de vie dans le monde occidental pendant un demi-siècle. Aux États-Unis, le taux maximal de l'impôt sur les sociétés était de 50% jusqu'en 1980. Et l'impôt sur les plus hauts revenus avoisinait les 90% dans les années 50. Une étude sur la décision de la France de tripler son taux d'imposition sur les dividendes montre que cela a eu pour conséquence d'augmenter les investissements des entreprises, car il est devenu moins intéressant de distribuer les bénéfices sous forme de dividendes aux actionnaires. Des recherches récentes portant sur les décennies d'importantes réductions d'impôts accordées aux plus riches dans de nombreux pays montrent aussi que ces réductions d'impôts n'ont jamais permis de créer les emplois et la croissance promis. Leur seul apport démontrable est l'augmentation des inégalités et la diminution des services publics.

Un impôt sur la fortune, maintenant !

Tous les signaux sont au vert pour que la Belgique adopte, dans le cadre de sa réforme fiscale, un véritable impôt sur la fortune. Taxer les plus riches, ce n'est pas taxer la réussite ou le travail. Les dix familles et personnalités belges les plus riches ont toutes hérité d'une bonne partie de leur fortune. Un impôt sur la fortune des plus riches, pourtant minime en termes de taux, générerait près de 20 milliards d'euros de recettes fiscales supplémentaires. Peut-on vraiment se payer le luxe de s'en passer aujourd'hui ?

www.levif.beDate: **22-01-2023**Periodicity: **Continuous**Journalist: **Robin Gille**Circulation: **0**Audience: **43333**https://www.levif.be/economie/faut-il-abolir-les-milliardaires/?cel_hash=4d21bb8e767a808f72b482b47f19c3e79b87040a&chts=1674481985&utm_source=Newsletter-20230122&utm_medium=email

Faut-il « abolir les milliardaires »?



© Getty

Robin Gille**22-01-2023, 08:06****Mise à jour le: hier à 11:31**

En marge du forum économique de Davos, l'ONG Oxfam a sorti son rapport annuel. Parmi ses conclusions, « l'abolition » des milliardaires, une proposition pour réduire des inégalités qui se creusent de plus en plus. Cette solution serait-elle finalement la bonne réponse ? Les avis divergent.

Comme tous les ans, Oxfam a dévoilé son rapport annuel sur la répartition des richesses. Et le constat de celui-ci est particulièrement éloquent. En effet, pour la première fois depuis 25 ans, l'ONG remarque que l'extrême richesse et l'extrême pauvreté ont augmenté en même temps. Toujours dans ce rapport, Oxfam observe que les milliardaires ont particulièrement gagné ces dernières années, spécifiquement en temps de crise. « Plus de 2,7 milliards de dollars par jour depuis le début de la crise (sanitaire), tandis que les entreprises des secteurs de l'alimentation et de l'énergie ont plus que doublé leurs bénéfices en 2022 », peut-on lire dans le communiqué.

Pire encore, selon l'association: les 1% plus riches détiennent 45,6% de la richesse mondiale. A l'inverse, la moitié la plus pauvre dans le monde doit se partager 0,75%.

L'association pointe notamment l'échec des États dans l'utilisation de la théorie du « ruissellement », théorie selon laquelle en permettant d'enrichir les plus riches, ceux-ci réinjecteraient leur argent dans le système et donc augmenteraient l'activité économique et apporterait plus d'emplois. En réalité, cela n'aurait fait qu'enrichir les plus fortunés, selon Julien Desiderio, spécialiste de la justice fiscale chez Oxfam Belgique. « Ce qui empêche l'Europe d'avancer, c'est toujours l'héritage de cette théorie du ruissellement. La réalité nous montre aujourd'hui qu'on a besoin d'un État qui est fort, qui est au centre du jeu. »

Pour l'ONG, il n'existe pas beaucoup d'autres solutions pour réduire les inégalités que « d'abolir » les milliardaires sur le long terme. Comment ? En appliquant un impôt sur le patrimoine global et sur les bénéficiaires excédentaires des sociétés. « Quand on gagne un bas ou moyen salaire, on est très vite taxé aux tranches d'imposition les plus hautes. Nous, on pense qu'il faut une progressivité plus douce donc être moins vite fort taxé, mais qui aille plus loin pour les hauts revenus. Donc pour certains très hauts salaires, il faudrait une taxation supérieure à 50%. »

Du déjà vu ?

Par le passé, et dans différents pays du monde, cette solution de l'impôt sur les grandes fortunes a déjà été déployée. Récemment, l'Espagne ou l'Argentine l'ont adopté durant la crise sanitaire. Résultat : le gouvernement argentin aurait récolté plus de 2 milliards de dollars, directement injectés dans les institutions publiques.

En Belgique aussi, cela a été le cas. Il faut remonter à l'après-guerre. « Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement, pour payer la 'dette de guerre', a adopté un impôt sur la fortune et aussi un impôt sur les bénéficiaires excédentaires réalisés en raison de la guerre », explique Julien Desiderio.

Un boom économique s'est alors produit, mais la tendance fut stoppée dans les années 1970 en faveur de la fameuse théorie du ruissellement, comme l'indique Arnaud Zacharie, secrétaire général du CNCN. « Le FMI, qui était pourtant le principal promoteur de cette théorie, a publié des études qui démontrent que cette théorie n'existe pas et qu'on est plutôt sur un effet aspirateur, c'est-à-dire quand les ultra-riches ont énormément de richesses, ils peuvent investir sur les marchés boursiers et immobiliers et accroître encore plus leur fortune. »

Mais peut-on reproduire ce qui a été fait par le passé ? C'est compliqué, mais faisable selon Arnaud Zacharie.

« Si vous êtes le seul à augmenter votre taxation, les ultra-riches et les multinationales vont faire du chantage à l'emploi et se délocaliser chez le voisin. »

Une concurrence internationale problématique

La grosse difficulté de cette taxation sur les ultra-riches tient notamment du fait que les entreprises détenues par les plus fortunés sont globalement mobiles. Elles peuvent se déplacer d'un pays à l'autre, en choisissant ce qui est le plus profitable pour elles. Pour le secrétaire général du CNCN, cela n'est plus possible et cet impôt doit se faire de manière globale pour que cela fonctionne. « Si vous êtes le seul à augmenter votre taxation, les ultra-riches et les multinationales vont faire du chantage à l'emploi et se délocaliser chez le voisin. C'est comme ça qu'on est arrivé, sur l'impôt des sociétés, de plus de 40 à moins de 20% en Europe en trente ans. Au rythme actuel, on arrivera à zéro vers 2050. Ce qu'il faut, c'est une coopération fiscale internationale. »

L'OCDE, l'Organisation de coopération et de développement économique, avait d'ailleurs proposé un modèle en décembre 2021 pour contrer cette mobilité entrepreneuriale. Le « modèle de règles du Pilier Deux » impliquerait la mise en œuvre d'une taxation minimum de 15% au niveau mondial.

Oxfam souhaiterait donc aller encore plus loin dans cette imposition. Mais si l'idée lancée par l'association attire même une partie des plus fortunés (plus de 200 millionnaires ont très récemment demandé à être davantage taxés par les dirigeants mondiaux, ndlr), la nuance serait de mise selon certains économistes.



« Il faut être plus nuancé »

Pour l'économiste et membre de l'Académie royale de Belgique Bruno Colmant, « les solutions d'Oxfam sont bonnes d'un point de vue conceptuel, mais cela ne s'adapte pas à la Belgique. Notre pays est globalement très égalitaire et nous ne sommes pas concernés par les excès de l'économie de marché américaine. C'est important de dire que ce rapport est avant tout d'envergure mondiale. »

Si, à l'instar d'Oxfam et d'Arnaud Zacharie, il constate une prise de conscience généralisée en faveur d'une justice fiscale, l'idée « d'abolir les milliardaires » n'est pas selon lui quelque chose de réalisable, ni de juste. La raison ? Ceux-ci sont des créateurs d'emplois à grande échelle. « La plupart des nouveaux milliardaires sont devenus riches grâce à leurs inventions. Ils ont augmenté l'innovation et ont créé de l'emploi. Un milliardaire apporte des choses parce qu'en général, ce sont des créateurs d'entreprises. »

Une conclusion trop rapide a été faite par l'ONG, selon l'économiste, qui prônerait lui du cas par cas, selon que les plus riches aient gagné leur argent grâce à leur entreprise ou via un investissement boursier. « Quelqu'un qui devient riche de son invention, qui apporte des choses nouvelles à l'humanité et de l'emploi, je pense que c'est très bien. C'est très différent du capital purement spéculatif », nuance Bruno Colmant.

D'accord ou non avec la proposition d'Oxfam, son rapport tombe à point nommé puisque le Forum économique de Davos s'est clôturé le 20 janvier dernier. De quoi alimenter les discussions pour trouver une solution, ou non, aux écarts de richesses de plus en plus grands dans le monde.

**Le Vif/L'Express**

Date: 26-01-2023

Page: 3

Periodicity: Weekly

Journalist: Anne-Sophie Bailly

Circulation: 62808

Audience: 407019

Size: 472 cm²

A.DEHEZ

Anne-Sophie Bailly

Rédactrice en chef

Edito

Réduire l'écart

Les résultats de l'enquête « Noir Jaune Blues », menée par la Fondation Ceci n'est pas une crise, l'ont confirmé : la défiance des citoyens à l'égard des institutions n'a jamais été aussi forte. Elle l'est même au point que la majorité des répondants se prononcent en faveur d'un régime autoritaire dans lequel un leader unique aurait le champ libre pour exécuter son action. Sans institutions, sans parlementaires, sans journalistes. Sans garde-fous.

Le départ de la Première ministre néo-zélandaise rappelle salutairement que l'exercice du pouvoir politique ne devrait pas nécessairement être mené comme une carrière.

Un rejet en bloc et des causes diverses, mais qui ne peuvent que rarement être dissociées du renforcement des inégalités. Le récent rapport d'Oxfam, publié en marge du sommet économique de Davos, pointait à cet égard que « depuis 2020, les 1 % les plus riches ont capté près de deux fois plus de richesses que le reste de l'humanité », invitant dans la foulée à une taxation renforcée des ultrariches pour atténuer ces inégalités. Même si les calculs de l'organisation et la pertinence

des solutions qu'elle propose sont mis en question par les économistes qui pointent une comparaison biaisée entre revenus virtuels et réels, le ressenti est, lui, bien réel. Comme l'est l'accroissement de la pauvreté induite par les crises sanitaire et du pouvoir d'achat. Ce creusement des inégalités a exacerbé le clivage « eux contre nous », le repli sur soi, tant le sentiment d'abandon ou d'injustice rend particulièrement difficile la construction d'un récit commun d'avenir, positif, dans lequel chacun pourrait se projeter.

Dans ce contexte, pourtant, certains gestes font office de jalons. Comme celui posé par la Première ministre néo-zélandaise, Jacinda Ardern. Qui, faute de disposer de « suffisamment de carburant dans son réservoir », a

décidé de démissionner. Un geste salutaire pour la démocratie, de nature à recréer du lien entre le citoyen et le pouvoir politique. Car ce départ anticipé rappelle clairement que l'exercice du pouvoir politique ne devrait pas nécessairement être mené comme une carrière, mais qu'il pourrait, ou devrait, se concevoir de manière ponctuelle, le temps de mettre ses compétences au service du bien commun et éloigner ainsi l'image d'accros au pouvoir et déconnectés

des préoccupations quotidiennes véhiculée par la fonction.

Dans cette démission, il y a aussi l'intelligence de savoir quand s'arrêter. De dire : « Je suis un être humain, fait d'émotions, de forces et de faiblesses, de lucidité par rapport à mes capacités, de priorités qui changent et de centres d'intérêt qui évoluent. »

Il y a donc dans ce geste du vrai, du réel. Et l'idée que dans ce « eux » il peut aussi y avoir du « nous ».

Trends Tendances

Date: 26-01-2023

Page: 28-31

Periodicity: Weekly

Journalist: Olivier Mouton

Circulation: 62000

Audience: 188300

Size: 1 761 cm²**Analyse**
ENTRETIEN

FABRICE D'ALMEIDA, PROFESSEUR, AUTEUR D'UNE "HISTOIRE MONDIALE DES RICHES"

“Les riches sont la promesse d'un devenir possible”

L'auteur d'une "Histoire mondiale des riches" décortique subtilement la fascination que ceux-ci exercent sur nombre d'entre nous et le ressentiment qu'ils provoquent. La conviction de Fabrice D'Almeida? Cessons de considérer les riches comme une simple catégorie sociale, afin de mieux percevoir leurs nuances. Et fixons des règles éthiques. PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVIER MOUTON

Fabrice D'Almeida est historien, vice-président de l'Université Paris Panthéon Assas et auteur d'une passionnante *Histoire mondiale des riches*. Il se confie à *Trends-Tendances*, analysant cette classe sociale qui suscite convoitise, haine et fascination.

TRENDS-TENDANCES. Votre livre évoque le “problème” des riches, mais dans la diversité de ce qu'ils sont et avec une nuance rare, alors qu'on a tendance à les caricaturer. Est-ce la source de votre démarche?

FABRICE D'ALMEIDA. Exactement. Je suis historien et dans ma discipline, il y a deux tendances. D'un côté, ceux qui passent leur temps à dire que tout est pareil, en vertu de la théorie de sciences sociales applicable à tous. D'un autre, ceux qui se penchent davantage sur les différences, sur la spécificité des situations. Quand on regarde un personnage, il faut se pencher sur les nuances – le mot que vous avez utilisé est beau! C'est

l'option que je privilégie.

Les catégories de riches sont innombrables en fonction de l'époque de l'histoire, de leur parcours personnel...

Oui, et des contraintes publiques, aussi. Chaque époque produit une éthique. Les riches naviguent avec elle. Soit on vante la richesse, soit on la condamne; soit on revendique le partage des richesses, soit on en demande moins...

Vous faites débiter votre récit en 1860, avec le traité bilatéral de libre-échange franco-britannique. Parce que c'est l'amorce de la globalisation?

Certains m'ont demandé pourquoi je n'avais pas démarré dans l'Antiquité avec Crésus ou le roi Midas appelé à plonger dans le fleuve appelé Pactole, dont il extrayait l'or. Mais à l'époque, il n'y avait pas encore le monde: l'Afrique ou l'Amérique n'étaient pas encore dans l'Histoire. Notre époque est celle dans laquelle le monde est devenu monde.

Ce traité de libre-échange de 1860 va avoir un effet considérable: il bouleverse toute l'économie mondiale, car les deux grandes puissances que sont le Royaume-Uni et la France possèdent des colonies et des zones d'influence à l'échelle planétaire. Elles vont imposer à tous une baisse des tarifs douaniers et faciliter la circulation des biens de New Delhi à New York en passant par Marseille, Le Cap, Berlin ou Moscou.

Au 19^e siècle commence aussi le recul de la religion. L'éthique des affaires remplace l'éthique tout court. Cela devrait avoir une place centrale, d'ailleurs. Je dis souvent qu'il faut arrêter d'analyser les riches en tant que classe sociale, mais bien en fonction de leur utilité sociale. Aujourd'hui, nous avons des assemblées démocratiques qui peuvent fixer des limites à un homme dont la fortune est immense. A-t-il le droit d'investir partout? Y a-t-il des secteurs qui lui sont interdits? On n'utilise pas assez cette possibilité parce que l'on est obsédé par la statistique: le nombre de milliardaires, le nombre de ceux dont les revenus dépassent 4.000 euros, etc.

Depuis la révolution bolchevique de 1917, il y a une tension forte



Le ressentiment profond à l'encontre des riches est le fruit de cette construction idéologique issue de la révolution communiste, marxiste et post-marxiste.”



PG - NATHALIE GUYON

entre les nantis et le peuple. Qui s'est perpétuée...

Le ressentiment profond à l'encontre des riches est le fruit de cette construction idéologique issue de la révolution communiste, marxiste et post-marxiste. Tous les régimes totalitaires, qu'ils soient communistes ou fascistes, regardaient la création de richesse en étant obsédés par l'idéologique: le partage pour l'un, la conquête pour l'autre.

Dans les deux cas, il y avait une volonté de contrôler cette richesse et de la soumettre à leur profit...

Ah ça, c'est clair! Au départ, les communistes voulaient l'annihiler, mais ils ont fini par y revenir. C'est Mikhaïl Gorbatchev qui a recréé des coopératives et des entreprises d'Etat. C'est la Chine qui a réintroduit l'économie de marché avec Deng Xiaoping.

En tout état de cause, le rapport à la richesse est compliqué partout?

Oui. Le fond de l'affaire, c'est que depuis le 18^e siècle, on ne sait plus

ce qu'est une vie réussie. Entre les révolutions civiques et le capitalisme, on nous a dit que l'on pouvait être libre et heureux. Mais qu'est-ce que cela signifie? C'est une vraie question. La seule manière de répondre à cette question est devenue quantitative: j'ai plus d'argent que lui, j'ai atteint tel niveau dans le classement, j'ai obtenu telle reconnaissance sociale... Forcément, tout le monde est frustré, même les riches dont je parle dans le livre.

Même les milliardaires?

Bien sûr. Dans le livre, je cite un milliardaire suisse que j'ai rencontré, un héritier de la troisième génération, ultra-riche, qui habite une villa gigantesque à Zurich au bord du lac Léman. Il exprime sa frustration de ne pas pouvoir rentrer au Corviglia Club de Saint-Moritz: il n'a accès qu'aux tables périphériques, mais pas aux tables centrales réservées à l'année

PROFIL

- **Naît** le 15 novembre 1963
- **2006**: Directeur de l'Institut d'histoire du temps présent
- **2007**: Parution de *Brève histoire du 21^e siècle* (éd. Perrin)
- **2008**: Nommé professeur à l'Université Panthéon Assas (Paris II), chercheur au Centre d'analyse et de recherche interdisciplinaire sur les médias
- **2010**: Responsable du Master 2 Medias et Mondialisation à l'Institut Français de Presse
- **2013**: Parution de *Histoire mondiale de la propagande* (éd. La Martinière)
- **2018**: Consultant histoire pour la station Europe 1
- **2022**: Parution de *Histoire mondiale des riches* (éd. Plon)

aux membres du Club. Cela l'humilie. Pour y arriver, il doit devenir plus célèbre. Le problème, c'est qu'il a de l'argent, mais qu'il n'a rien d'extraordinaire par ailleurs. Il y a toujours plus riche, il y a toujours mieux, toujours plus... Cela témoigne bien du fait que si on n'établit pas de limites, c'est une course sans fin. Avec le risque de dérive à la Jeffrey Epstein et sa pédophilie. On ne réfléchit pas assez à ces limites éthiques.

Le traditionnel rapport Oxfam, sorti mi-janvier, insiste encore sur l'écart des richesses de notre époque.

Ces rapports d'Oxfam risquent de créer une guerre interne dans les classes moyennes. Même s'il n'y a que 10 % des Français qui touchent 4.000 euros par mois, leur mode de vie n'est pas forcément meilleur que ceux qui touchent 1.700 euros par mois parce qu'il y a des éléments correcteurs d'aide sociale. A 4.000 euros, on paye tout plein pot. En réalité, les écarts de niveau de vie ne sont pas aussi manifestes que ce qu'Oxfam décrit. C'est fou d'essayer de mettre le feu entre la classe moyenne supérieure et la classe moyenne inférieure.

Mais ce rapport témoigne aussi du fait qu'une petite minorité gagne beaucoup plus.

Il y a 1 % qui gagne plus de 9.000 euros par mois.

Faut-il les taxer pour permettre aux moins nantis de vivre mieux?

Deux illusions s'affrontent. La première est collectiviste: on considère que tout est le résultat du collectif. C'est le discours d'Olivier Besancenot (*du Nouveau parti anticapitaliste, Ndlr*) affirmant que les riches ne créent pas de richesses, et que ce sont les travailleurs qui doivent en récolter les fruits. L'autre est indivi-

dualiste : c'est le patron considérant qu'il a tout fait tout seul. Il faut essayer de naviguer entre les deux, fixer des règles éthiques pour éviter les dérives inacceptables et œuvrer à une répartition des richesses, sans tomber dans les excès. Il faut frapper fort quand il y a des ruptures éthiques, quand une entreprise essaie de s'enrichir avec des pratiques illégales ou du trafic de drogues par exemple, quitte à être beaucoup plus tolérant sur les seuils statistiques.

Dans un tel cadre clair, on verrait mieux fonctionner les entreprises utiles pour la société.

Certains riches ont exploité la planète pour nourrir leur cupidité....

Il y en a une partie qui a fait ça, c'est indéniable.

Mais d'autre part, les richesses ont percolé, créé des innovations et généré des investissements.

Bien sûr. Dans les années 1980-1990, par exemple, au sein d'une même famille, les Sackler, un des frères améliore toutes les techniques de marketing pharmaceutique au service de bons médicaments : il fait fortune en Angleterre et devient milliardaire. Mais les autres frères utilisent ces mêmes techniques pour un médicament tout pourri. Dans la même famille, l'un fait le bien et les deux autres font le mal ! Les régulateurs, les Parlements, les politiques ne sont pas assez imaginatifs pour faire la part des choses. Parce que leur regard reste marqué par les catégories sociales et l'idéologie marxiste.

Il en va de même pour l'écologie, d'ailleurs. Ils veulent taxer les super-consommateurs de carbone et s'en prendre aux jets privés. Mais tous les jets n'ont pas la même fonction ! Il y a des usages qui sont récréatifs et d'autres utilitaires : on pourrait imaginer



un système où l'on déclare les voyages, certains étant taxés et d'autres pas.

Faudrait-il tenir compte de la finesse des usages des riches ?

Cela permettrait d'éviter de se retrouver face à un front des milliardaires opposé aux mesures. Avec un argument éthique, on peut casser ce front. Ceux qui ont des pratiques irrespectueuses seraient fortement taxés. C'est du pragmatisme. Et cela ne casse pas la dynamique vertueuse de ceux qui génèrent de l'activité. Il faut distinguer la pensée économique qui est catégorielle de la pensée juridique qui est individuelle. Quand on est devant un tribunal, on n'est pas une catégorie sociale, mais on est une personne. Quand un riche va devant la justice pour une pension alimentaire, elle sera calculée en fonction de ce qu'il est, de sa fortune personnelle, pas en fonction du fait qu'il est "riche". Si l'on perd son temps à faire de l'économisme à deux balles basé sur les catégories sociales pour les impôts, on prendra des décisions absurdes parce qu'on surtaxe des gens que l'on devrait encourager et on laisse proliférer d'autres qui mériteraient d'être sanctionnés.

Ne sommes-nous pas à un moment charnière, avec

BERNARD ARNAULT à la Paris Fashion Week en octobre dernier. "La raison pour laquelle les riches sont tant détestés, c'est parce qu'ils représentent la seule évaluation du bonheur qui subsiste depuis la fin de la prédominance des religions."

Le retour des tribalismes, des confrontations... ?

Oui, et le retour des Etats aussi. Nous sommes en effet à un moment où les conditions qui ont permis aux riches de proliférer dans les années 1980 s'estompent. Il y a moins de mondialisation, plus d'interventions des Etats et plus de sécurité, ce qui referme les frontières. Si l'on ajoute la contrainte écologique, on se rend compte que les riches vont être beaucoup plus encadrés. La question, c'est de savoir comment. Faut-il dire comme Jean-Luc Mélenchon qu'un riche ne peut pas gagner 17 fois ou 34 fois plus que ce que gagne un ouvrier ? Ces chiffres ne veulent rien dire. Bernard Arnault, par exemple, touche deux millions d'euros par an de salaire. Mais les revenus de son capital doivent approcher le milliard, un montant qu'il réinvestit. Les 163 milliards dont il est attiré, il ne les possède pas : ce sont des actions. L'exemple d'Elon Musk est éloquent : ses 343 milliards ont fondu de moitié, au moins, depuis qu'il a racheté Twitter.

Pourrait-il ne plus y avoir de super-riches ?

Je crois qu'il y en aura toujours parce que l'on ne croit pas dans le management public pour l'investissement. En France, il y a bien eu des énarques venus du public qui ont



GETTY IMAGES

réussi dans le privé comme Marc Ladreit de Lacharrière, passé par L'Oréal avant de créer son propre groupe, Fimalac. Mais à l'échelle internationale, c'est moins le cas.

Notre époque n'est-elle pas particulière, aussi, parce que les riches veulent s'investir en politique? Ce fut le cas de Silvio Berlusconi et de Bernard Tapie avant Donald Trump. Il y a aussi des tentations politiques comme celles d'Elon Musk ou de Vincent Bolloré?

Cela existait déjà auparavant: la plupart des riches finançaient des partis politiques. La différence avec Berlusconi ou Trump, c'était qu'ils se sont lancés eux-mêmes dans l'arène. Auparavant, les milliardaires avaient conscience de la fragilité de leur empire économique, qui primait. Avec Berlusconi, ce qui est étonnant, c'est que cet empire lui paraissait moins important que sa place dans l'Histoire.

Par contre, je ne pense pas que Vincent Bolloré soit dans cette volonté d'accéder au pouvoir. Il veut défendre ses idées, comme pratiquement tous les patrons de presse privés depuis le 19^e siècle. C'est un virage à la Murdoch et Fox News, selon lequel l'information télévisée ne doit plus être équilibrée. Bolloré a surtout la volonté de créer un modèle d'affaires très efficace.

Notre époque donne l'impression que tout le monde peut devenir riche: des sportifs, des stars, des influenceurs. On a évolué de la production de richesses...

... à la fabrication d'audiences. Le capitalisme a cette extraordinaire force de se renouveler en permanence. Il a une capacité incroyable à trouver des espaces financiers de croissance.

En France, la génération qui a 80 ans aujourd'hui, comme Bernard Arnault, était surtout dans l'économie réelle, dans le luxe ou la grande distribution. La génération d'en dessous,

comme Xavier Niel, était celle de la téléphonie et du numérique. Celle encore en dessous était dans les réseaux sociaux, la programmation, les start-up... Et la génération actuelle est dans les NFT et la cryptomonnaie: c'est là qu'il y avait les plus forts taux de croissance, avant que la bulle s'effondre. Depuis l'origine, le capitalisme s'appuie toujours sur une minorité ultra-dynamique qui développe le maximum de profits. Cela a commencé avec la quête de l'or et ensuite de pétrole, mais quand on n'en faisait pas encore un usage massif comme par la suite. Quand cela se massifie, la rentabilité baisse et il faut trouver un nouveau secteur pionnier. Aujourd'hui, il y a des secteurs de développement

s'éloigner du risque climatique planétaire...

Le fond de tout cela, c'est quand même l'angoisse. Pour en avoir rencontré quelques-uns, je peux vous dire qu'elle les tenaille. Tout d'abord, ils doivent être à la hauteur de leurs propres performances et de la concurrence. Ensuite, il y a le risque que la valeur boursière dérape sur rien, une rumeur. Enfin, il y a les menaces que font peser les politiques. Ces milliardaires bossent comme des dingues, ils doivent avoir le regard sur tout et les bons intermédiaires... Ce sont des états de stress assez élevés. Pour donner corps à cette angoisse, ils achètent des lieux où ils en explorent, au cas où... Avec une autre virtualité, celle de la catastrophe.



Le capitalisme a cette extraordinaire force de se renouveler en permanence. Il a une capacité incroyable à trouver des espaces financiers de croissance.”

évidents autour de la santé, de la gestion de la terre, des transports et du spatial. On comprend que la virtualité ne nous sortira pas des problèmes. La perte d'argent d'Elon Musk est significative: dès le moment où il a voulu vendre du virtuel avec Twitter, les gens se sont rendu compte que c'était moins important que la voiture électrique ou Mars.

Mais dans ces secteurs d'avenir pour la planète, on n'est pas sûr que le secteur privé prendra les bonnes orientations, c'est pour cela qu'il y a une remontée de la tutelle de l'Etat. Et c'est pour cela qu'il faut avoir des débats éthiques.

A la fin de votre livre, vous évoquez le fait que certains riches rêvent de vivre sur une autre planète ou achètent des maisons en Nouvelle-Zélande pour

Les riches suscitent du ressentiment, mais aussi une fascination extrême. C'est paradoxal, non?

Les riches sont la promesse d'un devenir possible pour chacun. Les gens regardent la vie des riches pour savoir comment il faut vivre. S'il y bien a une chose que tout le monde veut devenir, c'est riche. La raison pour laquelle ils sont tant détestés, c'est parce qu'ils représentent la seule évaluation du bonheur qui subsiste depuis la fin de la prédominance des religions. Le bonheur passe désormais par la satisfaction des besoins matériels. Et le problème, c'est que c'est sans fin. **1**

FABRICE D'ALMEIDA, "HISTOIRE MONDIALE DES RICHES", PLON, 464 PAGES, 22,90 EUROS.



trends.levif.be

Date: 25-01-2023

Periodicity: Continuous

Journalist: -

Circulation: 0

Audience: 53846

<http://trends.levif.be/economie/magazine/les-riches-sont-la-promesse-d-un-devenir-possible/article-normal-1623479.html>

"Les riches sont la promesse d'un devenir possible"



© PG - NATHALIE GUYON

L'auteur d'une "Histoire mondiale des riches" décortique subtilement la fascination que ceux-ci exercent sur nombre d'entre nous et le ressentiment qu'ils provoquent. La conviction de Fabrice D'Almeida? Cessons de considérer les riches comme une simple catégorie sociale, afin de mieux percevoir leurs nuances. Et fixons des règles éthiques.

Fabrice D'Almeida est historien, vice-président de l'Université Paris Panthéon Assas et auteur d'une passionnante Histoire mondiale des riches. Il se confie à Trends-Tendances, analysant cette classe sociale qui suscite convoitise, haine et fascination.

TRENDS-TENDANCES. Votre livre évoque le "problème" des riches, mais dans la diversité de ce qu'ils sont et avec une nuance rare, alors qu'on a tendance à les caricaturer. Est-ce la source de votre démarche?

FABRICE D'ALMEIDA. Exactement. Je suis historien et dans ma discipline, il y a deux tendances. D'un côté, ceux qui passent leur temps à dire que tout est pareil, en vertu de la théorie de sciences sociales applicable à tous. D'un autre, ceux qui se penchent davantage sur les différences, sur la spécificité des situations. Quand on regarde un personnage, il faut se pencher sur les nuances - le mot que vous avez utilisé est beau! C'est l'option que je privilégie.

Les catégories de riches sont innombrables en fonction de l'époque de l'histoire, de leur parcours personnel...

Oui, et des contraintes publiques, aussi. Chaque époque produit une éthique. Les riches naviguent avec elle. Soit on vante la richesse, soit on la condamne ; soit on revendique le partage des richesses, soit on en demande moins...

Vous faites débiter votre récit en 1860, avec le traité bilatéral de libre-échange franco-britannique. Parce que c'est l'amorce de la globalisation?

Certains m'ont demandé pourquoi je n'avais pas démarré dans l'Antiquité avec Crésus ou le roi Midas appelé à plonger dans le fleuve appelé Pactole, dont il extrayait l'or. Mais à l'époque, il n'y avait pas encore le monde: l'Afrique ou l'Amérique n'étaient pas encore dans l'Histoire. Notre époque est celle dans laquelle le monde est devenu monde.

Ce traité de libre-échange de 1860 va avoir un effet considérable: il bouleverse toute l'économie mondiale, car les deux grandes puissances que sont le Royaume-Uni et la France possèdent des colonies et des zones d'influence à l'échelle planétaire. Elles vont imposer à tous une baisse des tarifs douaniers et faciliter la circulation des biens de New Delhi à New York en passant par Marseille, Le Cap, Berlin ou Moscou.

Au 19e siècle commence aussi le recul de la religion. L'éthique des affaires remplace l'éthique tout court. Cela devrait avoir une place centrale, d'ailleurs. Je dis souvent qu'il faut arrêter d'analyser les riches en tant que classe sociale, mais bien en fonction de leur utilité sociale. Aujourd'hui, nous avons des assemblées démocratiques qui peuvent fixer des limites à un homme dont la fortune est immense. A-t-il le droit d'investir partout? Y a-t-il des secteurs qui lui sont interdits? On n'utilise pas assez cette possibilité parce que l'on est obsédé par la statistique: le nombre de milliardaires, le nombre de ceux dont les revenus dépassent 4.000 euros, etc.

Depuis la révolution bolchevique de 1917, il y a une tension forte entre les nantis et le peuple. Qui s'est perpétuée...

Le ressentiment profond à l'encontre des riches est le fruit de cette construction idéologique issue de la révolution communiste, marxiste et post-marxiste. Tous les régimes totalitaires, qu'ils soient communistes ou fascistes, regardaient la création de richesse en étant obsédés par l'idéologique: le partage pour l'un, la conquête pour l'autre.

Dans les deux cas, il y avait une volonté de contrôler cette richesse et de la soumettre à leur profit...

Ah ça, c'est clair! Au départ, les communistes voulaient l'annihiler, mais ils ont fini par y revenir. C'est Mikhaïl Gorbatchev qui a recréé des coopératives et des entreprises d'Etat. C'est la Chine qui a réintroduit l'économie de marché avec Deng Xiaoping.

En tout état de cause, le rapport à la richesse est compliqué partout?

Oui. Le fond de l'affaire, c'est que depuis le 18e siècle, on ne sait plus ce qu'est une vie réussie. Entre les révolutions civiques et le capitalisme, on nous a dit que l'on pouvait être libre et heureux. Mais qu'est-ce que cela signifie? C'est une vraie question. La seule manière de répondre à cette question est devenue quantitative: j'ai plus d'argent que lui, j'ai atteint tel niveau dans le classement, j'ai obtenu telle reconnaissance sociale...

Forcément, tout le monde est frustré, même les riches dont je parle dans le livre.

Même les milliardaires?

Bien sûr. Dans le livre, je cite un milliardaire suisse que j'ai rencontré, un héritier de la troisième génération, ultra-riche, qui habite une villa gigantesque à Zurich au bord du lac Léman. Il exprime sa frustration de ne pas pouvoir rentrer au Corviglia Club de Saint-Moritz: il n'a accès qu'aux tables périphériques, mais pas aux tables centrales

réservées à l'année aux membres du Club. Cela l'humilie. Pour y arriver, il doit devenir plus célèbre. Le problème, c'est qu'il a de l'argent, mais qu'il n'a rien d'extraordinaire par ailleurs. Il y a toujours plus riche, il y a toujours mieux, toujours plus...

Cela témoigne bien du fait que si on n'établit pas de limites, c'est une course sans fin. Avec le risque de dérive à la Jeffrey Epstein et sa pédophilie. On ne réfléchit pas assez à ces limites éthiques.

Le traditionnel rapport Oxfam, sorti mi-janvier, insiste encore sur l'écart des richesses de notre époque.

Ces rapports d'Oxfam risquent de créer une guerre interne dans les classes moyennes. Même s'il n'y a que 10% des Français qui touchent 4.000 euros par mois, leur mode de vie n'est pas forcément meilleur que ceux qui touchent 1.700 euros par mois parce qu'il y a des éléments correcteurs d'aide sociale. A 4.000 euros, on paye tout plein pot. En réalité, les écarts de niveau de vie ne sont pas aussi manifestes que ce qu'Oxfam décrit. C'est fou d'essayer de mettre le feu entre la classe moyenne supérieure et la classe moyenne inférieure.

Mais ce rapport témoigne aussi du fait qu'une petite minorité gagne beaucoup plus.

Il y a 1% qui gagne plus de 9.000 euros par mois.

Faut-il les taxer pour permettre aux moins nantis de vivre mieux?

Deux illusions s'affrontent. La première est collectiviste: on considère que tout est le résultat du collectif. C'est le discours d'Olivier Besancenot (du Nouveau parti anticapitaliste, Ndlr) affirmant que les riches ne créent pas de richesses, et que ce sont les travailleurs qui doivent en récolter les fruits. L'autre est individualiste: c'est le patron considérant qu'il a tout fait tout seul. Il faut essayer de naviguer entre les deux, fixer des règles éthiques pour éviter les dérives inacceptables et oeuvrer à une répartition des richesses, sans tomber dans les excès. Il faut frapper fort quand il y a des ruptures éthiques, quand une entreprise essaie de s'enrichir avec des pratiques illégales ou du trafic de drogues par exemple, quitte à être beaucoup plus tolérant sur les seuils statistiques. Dans un tel cadre clair, on verrait mieux fonctionner les entreprises utiles pour la société.

Certains riches ont exploité la planète pour nourrir leur cupidité....

Il y en a une partie qui a fait ça, c'est indéniable.

Mais d'autre part, les richesses ont percolé, créé des innovations et généré des investissements.

Bien sûr. Dans les années 1980-1990, par exemple, au sein d'une même famille, les Sackler, un des frères améliore toutes les techniques de marketing pharmaceutique au service de bons médicaments: il fait fortune en Angleterre et devient milliardaire. Mais les autres frères utilisent ces mêmes techniques pour un médicament tout pourri. Dans la même famille, l'un fait le bien et les deux autres font le mal! Les régulateurs, les Parlements, les politiques ne sont pas assez imaginatifs pour faire la part des choses. Parce que leur regard reste marqué par les catégories sociales et l'idéologie marxiste.

Il en va de même pour l'écologie, d'ailleurs. Ils veulent taxer les super-consommateurs de carbone et s'en prendre aux jets privés. Mais tous les jets n'ont pas la même fonction! Il y a des usages qui sont récréatifs et d'autres utilitaires: on pourrait imaginer un système où l'on déclare les voyages, certains étant taxés et d'autres pas.

Faudrait-il tenir compte de la finesse des usages des riches?

Cela permettrait d'éviter de se retrouver face à un front des milliardaires opposé aux mesures. Avec un argument éthique, on peut casser ce front. Ceux qui ont des pratiques irrespectueuses seraient fortement taxés. C'est du pragmatisme. Et cela ne casse pas la dynamique vertueuse de ceux qui génèrent de l'activité.

Il faut distinguer la pensée économique qui est catégorielle de la pensée juridique qui est individuelle. Quand on

est devant un tribunal, on n'est pas une catégorie sociale, mais on est une personne. Quand un riche va devant la justice pour une pension alimentaire, elle sera calculée en fonction de ce qu'il est, de sa fortune personnelle, pas en fonction du fait qu'il est "riche". Si l'on perd son temps à faire de l'économisme à deux balles basé sur les catégories sociales pour les impôts, on prendra des décisions absurdes parce qu'on surtaxe des gens que l'on devrait encourager et on laisse proliférer d'autres qui mériteraient d'être sanctionnés.

Ne sommes-nous pas à un moment charnière, avec le retour des tribalismes, des confrontations...?

Oui, et le retour des Etats aussi. Nous sommes en effet à un moment où les conditions qui ont permis aux riches de proliférer dans les années 1980 s'estompent. Il y a moins de mondialisation, plus d'interventions des Etats et plus de sécurité, ce qui referme les frontières. Si l'on ajoute la contrainte écologique, on se rend compte que les riches vont être beaucoup plus encadrés. La question, c'est de savoir comment.

Faut-il dire comme Jean-Luc Mélenchon qu'un riche ne peut pas gagner 17 fois ou 34 fois plus que ce que gagne un ouvrier? Ces chiffres ne veulent rien dire. Bernard Arnault, par exemple, touche deux millions d'euros par an de salaire. Mais les revenus de son capital doivent approcher le milliard, un montant qu'il réinvestit. Les 163 milliards dont il est attiré, il ne les possède pas: ce sont des actions. L'exemple d'Elon Musk est éloquent: ses 343 milliards ont fondu de moitié, au moins, depuis qu'il a racheté Twitter.

Pourrait-il ne plus y avoir de super-riches?

Je crois qu'il y en aura toujours parce que l'on ne croit pas dans le management public pour l'investissement. En France, il y a bien eu des énarques venus du public qui ont réussi dans le privé comme Marc Ladreit de Lacharrière, passé par L'Oréal avant de créer son propre groupe, Fimalac. Mais à l'échelle internationale, c'est moins le cas.

Notre époque n'est-elle pas particulière, aussi, parce que les riches veulent s'investir en politique? Ce fut le cas de Silvio Berlusconi et de Bernard Tapie avant Donald Trump. Il y a aussi des tentations politiques comme celles d'Elon Musk ou de Vincent Bolloré?

Cela existait déjà auparavant: la plupart des riches finançaient des partis politiques. La différence avec Berlusconi ou Trump, c'était qu'ils se sont lancés eux-mêmes dans l'arène. Auparavant, les milliardaires avaient conscience de la fragilité de leur empire économique, qui primait. Avec Berlusconi, ce qui est étonnant, c'est que cet empire lui paraissait moins important que sa place dans l'Histoire.

Par contre, je ne pense pas que Vincent Bolloré soit dans cette volonté d'accéder au pouvoir. Il veut défendre ses idées, comme pratiquement tous les patrons de presse privés depuis le 19e siècle. C'est un virage à la Murdoch et Fox News, selon lequel l'information télévisée ne doit plus être équilibrée. Bolloré

a surtout la volonté de créer un modèle d'affaires très efficace.

Notre époque donne l'impression que tout le monde peut devenir riche: des sportifs, des stars, des influenceurs. On a évolué de la production de richesses...

... à la fabrication d'audiences. Le capitalisme a cette extraordinaire force de se renouveler en permanence. Il a une capacité incroyable

à trouver des espaces financiers de croissance.

En France, la génération qui a 80 ans aujourd'hui, comme Bernard Arnault, était surtout dans l'économie réelle, dans le luxe ou la grande distribution. La génération d'en dessous, comme Xavier Niel, était celle de la téléphonie et du numérique. Celle encore en dessous était dans les réseaux sociaux, la programmation, les start-up... Et la génération actuelle est dans les NFT et la cryptomonnaie: c'est là qu'il y avait les plus forts taux de croissance,

avant que la bulle s'effondre.

Depuis l'origine, le capitalisme

s'appuie toujours sur une minorité ultra-dynamique qui développe

le maximum de profits. Cela a commencé avec la quête de l'or et ensuite de pétrole, mais quand on n'en faisait pas encore un usage massif comme par la suite. Quand cela se massifie, la rentabilité baisse et il faut trouver un nouveau secteur pionnier. Aujourd'hui, il y a des secteurs de développement évidents autour de la santé, de la gestion de la terre, des transports et du spatial. On comprend que la virtualité ne nous sortira pas des problèmes. La perte d'argent d'Elon Musk est significative: dès le moment où il a voulu vendre du virtuel avec Twitter, les gens se sont rendu compte que c'était moins important que la voiture électrique ou Mars.

Mais dans ces secteurs d'avenir pour la planète, on n'est pas sûr que le secteur privé prendra les bonnes orientations, c'est pour cela qu'il y a une remontée de la tutelle de l'Etat. Et c'est pour cela qu'il faut avoir des débats éthiques.

A la fin de votre livre, vous évoquez le fait que certains riches rêvent de vivre sur une autre planète ou achètent des maisons en Nouvelle-Zélande pour s'éloigner du risque climatique planétaire...

Le fond de tout cela, c'est quand même l'angoisse. Pour en avoir rencontré quelques-uns, je peux vous dire qu'elle les tenaille. Tout d'abord, ils doivent être à la hauteur de leurs propres performances et de la concurrence. Ensuite, il y a le risque que la valeur boursière dérape sur rien, une rumeur. Enfin, il y a les menaces que font peser les politiques. Ces milliardaires bossent comme des dingues, ils doivent avoir le regard sur tout et les bons intermédiaires... Ce sont des états de stress assez élevés. Pour donner corps à cette angoisse, ils achètent des lieux où ils en explorent, au cas où... Avec une autre virtualité, celle de la catastrophe.

Les riches suscitent du ressentiment, mais aussi une fascination extrême. C'est paradoxal, non?

Les riches sont la promesse d'un devenir possible pour chacun. Les gens regardent la vie des riches pour savoir comment il faut vivre. S'il y bien a une chose que tout le monde veut devenir, c'est riche. La raison pour laquelle ils sont tant détestés, c'est parce qu'ils représentent la seule évaluation du bonheur qui subsiste depuis la fin de la prédominance des religions. Le bonheur passe désormais par la satisfaction des besoins matériels. Et le problème, c'est que c'est sans fin.

Profil

- Naît le 15 novembre 1963
- 2006: Directeur de l'Institut d'histoire du temps présent
- 2007: Parution de Brève histoire du 21e siècle (éd. Perrin)
- 2008: Nommé professeur à l'Université Panthéon Assas (Paris II), chercheur au Centre d'analyse et de recherche interdisciplinaire sur les médias
- 2010: Responsable du Master 2 Medias et Mondialisation à l'Institut Français de Presse
- 2013: Parution d'Histoire mondiale de la propagande (éd. La Martinière)
- 2018: Consultant histoire pour la station Europe 1
- 2022: Parution d'Histoire mondiale des riches (éd. Plon)



BERNARD ARNAULT à la Paris Fashion Week en octobre dernier. "La raison pour laquelle les riches sont tant détestés, c'est parce qu'ils représentent la seule évaluation du bonheur qui subsiste depuis la fin de la prédominance des religions." © GETTY IMAGES



FABRICE D'ALMEIDA

HISTOIRE
MONDIALE
DES
RICHES

POURQUOI ILS SONT
LE VRAI POUVOIR

 PLON

Fabrice D'Almeida, "Histoire mondiale des riches", Plon, 464 pages, 22,90 euros.

www.levif.be

Date: 25-01-2023

Periodicity: Continuous

Journalist: -

Circulation: 0

Audience: 43333

<https://www.levif.be/magazine/comment-reduire-lecart-entre-le-citoyen-et-les-institutions/>

Comment réduire l'écart entre le citoyen et les institutions



Tous parlements confondus (ici, la Chambre), quelque cent cinquante personnes contribuent à préserver la mémoire des débats politiques qui s'y déroulent. © BELGA IMAGE

Le sentiment de défiance à l'égard des institutions exprimé par une grande partie de la population est renforcé par le creusement des inégalités. Mais certains gestes permettent de combler, au moins un peu, ce gouffre.

Les résultats de l'enquête «Noir Jaune Blues», menée par la Fondation Ceci n'est pas une crise, l'ont confirmé: la défiance des citoyens à l'égard des institutions n'a jamais été aussi forte. Elle l'est même au point que la majorité des répondants se prononcent en faveur d'un régime autoritaire dans lequel un leader unique aurait le champ libre pour exécuter son action. Sans institutions, sans parlementaires, sans journalistes. Sans garde-fous.

Un rejet en bloc et des causes diverses, mais qui ne peuvent que rarement être dissociées du renforcement des inégalités. Le récent rapport d'Oxfam, publié en marge du sommet économique de Davos, pointait à cet égard que «depuis 2020, les 1% les plus riches ont capté près de deux fois plus de richesses que le reste de l'humanité», invitant dans la foulée à une taxation renforcée des ultrariches pour atténuer ces inégalités. Même si



les calculs de l'organisation et la pertinence des solutions qu'elle propose sont mis en question par les économistes qui pointent une comparaison biaisée entre revenus virtuels et réels, le ressenti est, lui, bien réel. Comme l'est l'accroissement de la pauvreté induite par les crises sanitaire et du pouvoir d'achat. Ce creusement des inégalités a exacerbé le clivage «eux contre nous», le repli sur soi, tant le sentiment d'abandon ou d'injustice rend particulièrement difficile la construction d'un récit commun d'avenir, positif, dans lequel chacun pourrait se projeter.

Le départ de la Première ministre néo-zélandaise rappelle salutairement que l'exercice du pouvoir politique ne devrait pas nécessairement être mené comme une carrière.

Dans ce contexte, pourtant, certains gestes font office de jalons. Comme celui posé par la Première ministre néo-zélandaise, Jacinda Ardern. Qui, faute de disposer de «suffisamment de carburant dans son réservoir», a décidé de démissionner. Un geste salutaire pour la démocratie, de nature à recréer du lien entre le citoyen et le pouvoir politique. Car ce départ anticipé rappelle clairement que l'exercice du pouvoir politique ne devrait pas nécessairement être mené comme une carrière, mais qu'il pourrait, ou devrait, se concevoir de manière ponctuelle, le temps de mettre ses compétences au service du bien commun et éloigner ainsi l'image d'accros au pouvoir et déconnectés des préoccupations quotidiennes véhiculée par la fonction.

Dans cette démission, il y a aussi l'intelligence de savoir quand s'arrêter. De dire: «Je suis un être humain, fait d'émotions, de forces et de faiblesses, de lucidité par rapport à mes capacités, de priorités qui changent et de centres d'intérêt qui évoluent.»

Il y a donc dans ce geste du vrai, du réel. Et l'idée que dans ce «eux» il peut aussi y avoir du «nous».

**www.levif.be**Date: **25-01-2023**Periodicity: **Continuous**

Journalist: -

Circulation: **0**Audience: **43333**<https://www.levif.be/opinions/cartes-blanches/les-trois-lieux-communs-a-la-rescousse-des-grandes-fortunes-privees/>

Les trois lieux communs à la rescousse des grandes fortunes privées



Les récentes données d'Oxfam sur le fossé entre riches et pauvres, dans le monde et en Belgique, font couler beaucoup d'encre. Mais une partie de celle-ci ressasse ces petits lieux communs qui, lors de tels débats, se portent à la rescousse des grandes fortunes privées, ouvertement ou plus insidieusement, estime Marco Van Hees (PTB). Qui en épingle quelques-uns.

1. « Les milliardaires le sont grâce à leurs inventions »

Pour l'économiste Bruno Colmant , « la plupart des nouveaux milliardaires sont devenus riches grâce à leurs inventions. Ils ont augmenté l'innovation et ont créé de l'emploi. Un milliardaire apporte des choses parce qu'en général, ce sont des créateurs d'entreprises. »

Cette thèse est une variation sur l'apologie du patronat dont la richesse fournirait de l'emploi aux travailleurs. Or, c'est l'inverse : c'est la force de travail des salariés qui rend leur patron riche. Les réductions de personnel actuelles dans plusieurs multinationales des Gafam le montrent : elles ont construit l'enrichissement de leurs

fondateurs en s'appuyant sur le travail de dizaines ou centaines de milliers de travailleurs. Et tant que les ventes suivaient, elles engageaient plus, pour gagner plus.

Par ailleurs, si l'on prend l'exemple de la Belgique, la thèse des milliardaires inventeurs est difficile à soutenir . Les dix premiers milliardaires belges ont tous hérité leur fortune de générations précédentes. Prenez les familles de Spoelberch (n° 3) et de Mévius (n° 4), actionnaires d'AB Inbev : ce sont des lignées nobles dont, au 19 e siècle, deux représentants épousent les filles d'un riche bruxellois qui a lui-même hérité de la brasserie issue de la famille Artois. Non seulement, ils n'inventent rien, mais ils sont tellement mauvais gestionnaires que leurs épouses vont dénicher un dirigeant externe

2. « Ne pas taxer la fortune mais son utilisation »

L'économiste Étienne de Callataÿ s'oppose à l'idée d'un impôt sur la totalité du patrimoine, préférant taxer l'utilisation de la fortune : « Je préférerais que l'on taxe des indicateurs de richesse comme les yachts, les secondes résidences, les produits de luxe ou les produits nocifs pour l'environnement comme les jets privés ou les voitures de sport [2] . »

Cette vision assez superficielle ignore un élément central : dans le système capitaliste, les grandes fortunes ne consomment qu'une partie fort limitée de leur richesse. Les capitalistes sont surtout axés sur l'accumulation illimitée d'un capital dont la part principale est constituée de leurs entreprises, c'est-à-dire d'un rapport social d'exploitation permettant d'accaparer ce qui est produit par le personnel de ces sociétés.

Si l'on veut taxer les hyper-riches, on ne peut donc passer à côté de ce qui est au centre de leur richesse et de leur enrichissement : les actions de leurs entreprises . C'est en interprétant mal cette réalité que l'impôt sur la fortune (ISF), en France, a taxé des millionnaires et immunisé des milliardaires.

En Belgique, les grandes fortunes ne sont taxées ni sur leur patrimoine financier , ni sur les revenus de ce patrimoine, car leurs dividendes sont accumulés dans des sociétés qui bénéficient d'un taux de prélèvement de 0 % grâce au mécanisme des RDT (revenus définitivement taxés). Là où un petit actionnaire doit concéder 30 % sur les dividendes qu'il perçoit.

3. « La Belgique est très égalitaire »

Pour Étienne de Callataÿ, l'indice de Gini montre que la Belgique est un pays égalitaire. De même, selon Bruno Colmant , « les solutions d'Oxfam sont bonnes d'un point de vue conceptuel, mais cela ne s'adapte pas à la Belgique. Notre pays est globalement très égalitaire et nous ne sommes pas concernés par les excès de l'économie de marché américaine. »

Pourtant, l'économiste français Thomas Piketty a montré que si les inégalités de revenus sont plus importantes aux États-Unis, les inégalités de patrimoine sont très fortes dans les pays européens . C'est donc logiquement les patrimoines qu'il faut taxer en priorité pour réduire le fossé riche-pauvre.

Dans un récent article académique, l'économiste Arthur Apostel a étudié la répartition des fortunes en Belgique. On y voit combien le fossé est grand dès lors qu'on prend l'angle des patrimoines : le 1 % le plus riche possède autant que les 74 % les moins riches [1] . Si, lors d'un mariage, cent personnes devaient se partager le gâteau et que l'une d'entre-elles en mangeait autant que 74 autres, on introduirait rapidement une règle pour éviter l'indigestion de l'un et la disette des autres.

Quant à l'indice de Gini , non seulement il concerne non pas les patrimoines mais les revenus, mais même quant à ceux-ci, sa valeur est douteuse . En effet, il est basé sur les revenus fiscaux, qui découlent surtout des revenus professionnels et ignorent presque totalement les revenus financiers.



C'est ce même vision tronquée qui fait dire à l'avocate Typhanie Afschrift que « comparativement et proportionnellement les riches paient plus d'impôts que les pauvres. » Cela vaut uniquement si l'on compare un gros salaire à un bas salaire , puisque l'impôt des personnes physiques suit une courbe progressive (sans l'être énormément).

Mais c'est loin d'être le cas si l'on tient compte des revenus du capital et surtout des patrimoines. Un salaire moyen est taxé à 28 % (sans même tenir compte des prélèvements pour la sécu) tandis que la société Financière de la Sambre, détenue par Gérald et Ségolène Frère (enfants d'Albert Frère) paye 0,09 % d'impôts sur un bénéfice de 1,7 milliard d'euros [2]

À Typhanie Afschrift, qui affirme « je m'inquiète plus parce que les pauvres sont pauvres, plutôt que de critiquer les riches pour leurs richesses », rappelons plutôt ces mots de Victor Hugo éclairant le processus d'exploitation capitaliste : « C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches ».

Marco Van Hees, député PTB

[1] Arthur Apostel, Daniel W. O'Neill, « A one-off wealth tax for Belgium: Revenue potential, distributional impact, and environmental effects », in *Ecological Economics* , Volume 196, Juin 2022.

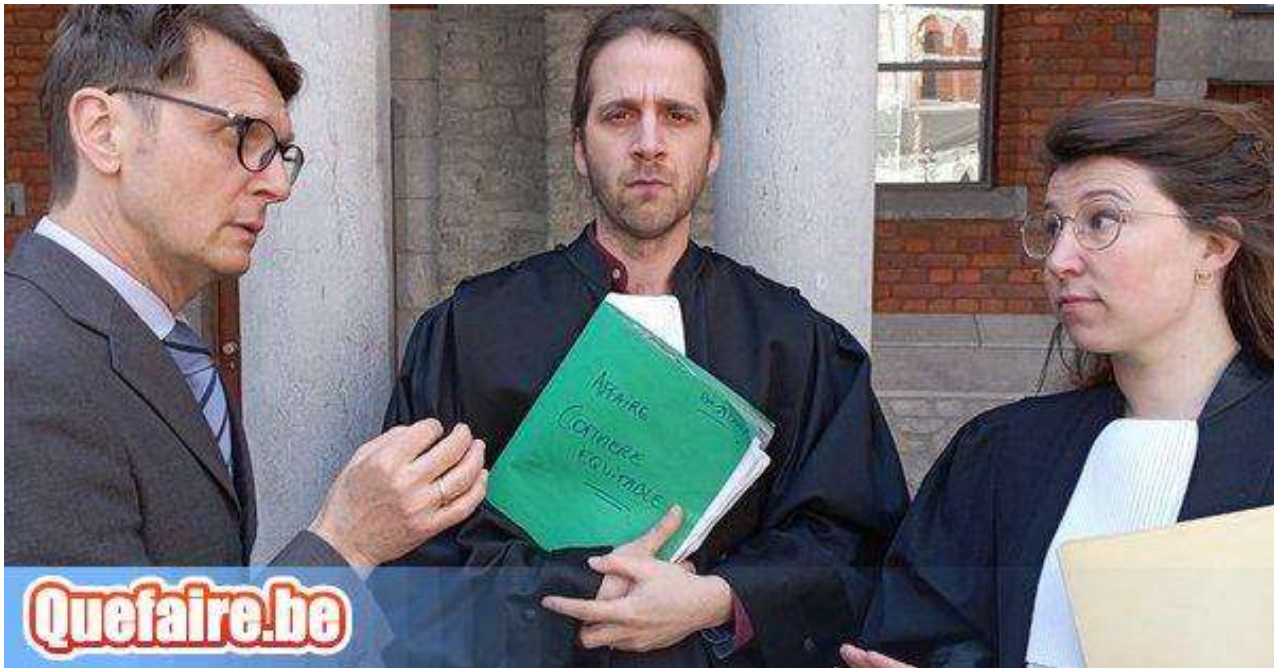
[2] Selon les comptes annuels 2021, derniers chiffres disponibles.

**www.quefaire.be**Date: **31-01-2023**Periodicity: **Continuous**

Journalist: -

Circulation: **0**Audience: **28769**<https://www.quefaire.be/-le-proces-du-commerce-8489725.shtml>

'Le procès du commerce équitable' par le Skarab Théâtre



Cette soirée est organisée par Oxfam-Magasins du Monde Schaerbeek et le Centre Culturel.

A travers la mise en scène d'un « tribunal du peuple », le Procès du Commerce Equitable propose une réflexion sur le système économique dominant et notre capacité à le changer, sur la solidarité mondiale, et plus largement sur l'impact de notre consommation sur le monde. A partir de critiques que le grand public adresse souvent à la filière du Commerce équitable, le spectacle interroge nos certitudes et nos espoirs.

Ecriture: Frédéric Kusiak et Simon Laffineur (sur une idée de Roland d'Hoop)

Avec: Charlotte Chantrain, Frédéric Kusiak et Simon Laffineur

Musiques: Simon Laffineur et Charlotte Chantrain

Mise en scène: Frédéric Kusiak

Spectacle co-produit avec Oxfam-Magasins du Monde.



Où : Centre Culturel de Schaerbeek
Rue de Locht 91
1030 Schaerbeek

Téléphone : 02 245 27 25 - Réservation préférable

Public : Tous publics

Internet : https://culture1030.be/event/le-proces-du-commerce-equitable/?wcs_timestamp=1675540800

Enregistré par : ccschaerbeek centre culturel... [suivre](#)
(30/01/2023)

Catégorie : Théâtre [suivre](#)

Samedi: de 20:00 à 22:00

Le 4 février